

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
LA CONFISCATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 13 janvier 1910, à 3 heures

PAR

Marcel DUPONT

Président : M. GARÇON, professeur.

Suffragants :

}	MM. LE POITTEVIN, <i>professeur.</i>
	HITIER, <i>professeur.</i>



LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr^t.

L. LAROSE & L. TENIN Directeurs

—
1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
LA CONFISCATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 13 janvier 1910, à 3 heures

PAR

Marcel DUPONT

Président : M. GARÇON, professeur.

*Suffragants : } MM. LE POITTEVIN, professeur.
 HITIER, professeur.*



LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr^t.

L. LAROSE & L. TENIN Directeurs

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

La confiscation est d'une façon générale la privation infligée par l'autorité publique à un particulier, de tout ou partie de ses biens dans un but qui varie selon les cas. C'est l'étude de cette institution juridique dans son ensemble, et non la solution d'une question pas encore tranchée, que nous avons tentée. Nous avons essayé d'étudier aussi consciencieusement que possible les différents cas de confiscation et les textes nombreux se rapportant à la matière et d'en dégager quelques idées générales et autant que possible une classification assez nette. Mais nous ne nous dissimulons pas la difficulté de la tâche que nous avons entreprise, et nous savons fort bien que si, pour un grand nombre de cas de confiscations, la classification est certaine, pour d'autres, il y a lieu d'hésiter et de se demander s'ils entrent dans tel ou tel groupe. De cette variété de textes spéciaux, et de l'obscurité même de la matière que nous avons choisie, résulte évidemment dans notre travail certaines hésitations et même des contradictions. Nous nous en excusons d'avance. Nous avons voulu étudier dans leurs gran-

des lignes les opinions des principaux auteurs qui ont traité de la confiscation et comparer ces opinions avec la jurisprudence.

La confiscation peut se présenter sous deux formes: la confiscation générale et la confiscation spéciale.

Ces deux confiscations ne diffèrent point quant à leur nature, mais seulement quant à l'étendue de leurs effets. Toutes deux en effet consistent dans la mainmise de l'autorité publique sur un bien privé, mais tandis que la confiscation générale, comme son nom l'indique, porte sur la totalité ou tout au moins sur une quote-part du patrimoine de l'individu, la confiscation spéciale au contraire ne porte que sur un objet ou tout au plus sur quelques objets pris *ut singuli*. L'une aboutit donc à un dépouillement total ou déterminé seulement dans sa quotité, l'autre à un dépouillement nécessairement spécialisé à quelques biens particuliers.

Cette différence, quoique n'étant pas une différence de nature, n'en est pas moins extrêmement importante au point de vue du résultat économique et en quelque sorte financier. La mainmise au nom de l'autorité publique sur un patrimoine total ou sur les biens de toute une catégorie d'individus, cause évidemment dans un pays un trouble beaucoup plus grave que la saisie de quelques objets déterminés; quant à la victime de la confiscation, peu lui importe la nature de l'institution qui la dépouille, l'étendue

seule de son dommage la touche. Au point de vue donc du résultat, la confiscation spéciale, très différente de la confiscation générale, se rapproche beaucoup de la saisie tout en étant plus radicale encore. Autrement redoutable apparaît la confiscation générale et l'on comprend que des gouvernements aient songé, à certaines époques, à s'en faire une arme politique et financière. Les confiscations se multiplient dans les périodes de trouble et d'agitation politique. C'est un phénomène qui se renouvelle à toutes les époques et probablement dans toutes les civilisations. Les gouvernements jeunes et combatifs ne résistent point, en général, au désir de se servir de cet instrument, qui augmente leurs ressources et appauvrit leurs ennemis. A tous moments la confiscation générale reste condamnable, mais elle l'est particulièrement dans les années de paix normale. Nous n'avons aucunement d'ailleurs l'intention de faire à nouveau le procès de la confiscation générale, c'est une mesure définitivement jugée.

DE LA CONFISCATION

CHAPITRE PREMIER

Historique

Les législations anciennes n'ont pas ignoré la confiscation ; on peut même dire qu'elles s'en sont montrées prodigues.

Droit romain. — On pourrait en droit romain rattacher la confiscation à la notion de la « capitis deminutio » maxima et media. Quiconque perdait la liberté ou la cité subissait une « capitis deminutio » laquelle avait pour effet d'entraîner une sorte de mort civile, la disparition de la personnalité antérieure. L'actif du « capite minutus » profitait à celui qui lui avait fait encourir la « capitis deminutio ». Ainsi les créanciers profitaient de l'actif du débiteur qui n'avait pas payé sa dette et que l'on vendait « trans Tibe

rim » de même le volé profitait de l'actif du « fur manifestus » qui lui était attribué et qu'il pouvait également vendre. Il y a là quelque chose qui ressemble à une confiscation générale. On peut trouver des exemples qui s'en rapprochent davantage encore. Ainsi au cas du sénatus-consulte Claudien (1) la femme libre qui entretient des relations avec l'esclave d'autrui malgré la défense du maître devient esclave de celui-ci, et ses biens profitent au maître de l'esclave mâle ; mieux encore au cas de perte de la liberté ou de la cité à titre de peine publique, l'État profite des biens du condamné (2).

La confiscation n'avait en ces divers cas aucun caractère politique, c'était une mesure de droit commun. Plus tard Rome connut la confiscation en masse à titre politique, c'est ainsi que la loi *Cornelia de proscriptiis* déclara confisqués les biens des proscrits.

En principe, avons-nous dit, les biens du condamné appartenaient à l'État, mais les Empereurs se montrèrent de plus en plus généreux à cet égard.

Au dire de Pline, Trajan abandonnait volontiers aux ayants droit le produit des confiscations. Il en était de même d'Antonin le Pieux. Sous Adrien il intervint même un rescrit qui au cas où le condamné

1. (Instit. 3-12. De succ. subl. 1).

2. (D. 48-20. De Bon. Damn. 1). « Damnatione bona publicantur cum ant vita adimitur, ant civitas, ant. servilis condicio irrogatur. »

laissait plusieurs enfants leur laissait la totalité des biens qui auraient dû normalement être confisqués (1). Théodose le Grand fit grâce entière de la confiscation même aux petits enfants et d'un tiers aux ascendants. Enfin Justinien abolit entièrement le droit de confiscation générale (nouvelle 17) sauf pour le crime de lèse-majesté (nouvelle 34).

Les hypothèses que nous venons d'examiner sont des hypothèses de confiscation générale. Les Romains n'ont pas ignoré non plus la confiscation spéciale.

Ainsi en cas de fausse monnaie, était confisquée la maison où les faux monnayeurs tenaient leur industrie (2). La maison n'appartenait généralement pas aux faux monnayeurs eux-mêmes, la confiscation était néanmoins prononcée, même si le propriétaire avait ignoré le crime à condition toutefois qu'habitant dans le voisinage cette ignorance put être con-

1. D. 48.20. De Bon. Damn., 7.3. « Si plures filios damnatus habeat, feruntur exempla per quæ pluribus liberis omnia bona damnati concessa sunt Sed et divus Hadrianus in hac sententia rescripsit « Favorem rabilem apud me causam liberorum Albinii filiorum numerus facit cum ampliari imperium hominum adjectione, potius quam pecuniarum copia malim : ideoque illis paterna sua concedi volo quæ manifestabunt tot possessores, etiamsi acceperint universa ».

2. C. 9.24. De falsa moneta, 1.4. « Domus vero vel fundus in quo hæc perpetrata sunt, si dominus in proximo constitutus sit, cujus incuria vel negligentia punienda est, etsi ignoret, fisco, vindicetur, nisi dominus, ante ignoram, ut primum reppererit, scelus prodiderit perpetratum : tunc enim possessio vel domus ipsius proscriptionis injuriæ minime subiacebit. »

sidérée comme une négligence ou une incurie. On ne peut pas toutefois arguer de ce texte pour dire qu'à Rome la peine de la confiscation était une pénalité objective, il y avait en effet une faute de la part du propriétaire et le texte a bien soin de dire que c'est la négligence ou l'incurie du propriétaire qu'il s'agit de punir. Il n'en est pas moins vrai que la confiscation attachée à un crime à titre de peine et frappant celui qui a été seulement négligent de laisser le crime se perpétrer est quelque chose d'exceptionnel et qu'il importait de signaler (1).

Ainsi encore lorsque des décurions avaient abandonné les cités dont ils avaient l'administration pour aller vivre à la campagne, leur fonds — *quem civitatis prae tulerint* — était confisqué au profit du fisc. On sait la responsabilité très lourde qui pesait sur les décurions au point de vue de la rentrée des impôts, et on comprend que les empereurs essayassent par toutes sortes de moyens, tantôt de contrainte, tantôt de faveurs de les empêcher de se soustraire aux obligations de leurs charges (2).

1. De même par exemple en droit français, la jurisprudence française admet que dans les cas de jeux illicites, les choses qui ont servi d'instruments pour commettre le délit (ainsi la table sur laquelle le jeu avait été installé) peuvent être confisqués même si le propriétaire était resté ignorant du délit (Cass., 25 février 1893. D., 94.1.312). Voir plus loin.

2. Code x. 37. *Si avarialis relicta civitate rus habitare maluerit* loi 1.
« *Curiales omnes jubemus interminatione moneri, ne civitates fugiant*

De même les biens aliénés en fraude des charges de la cité — *civilium munerum* — étaient confisqués (1).

Enfin toujours à titre de peine, celui qui donnait asile à des voleurs ou à d'autres criminels était privé de la maison dans laquelle il avait reçu lesdits malfaiteurs (2).

De même que dans notre droit la confiscation jouait, à Rome, en matière fiscale un rôle particulièrement important. Elle fonctionnait quelquefois à titre de confiscation générale très fréquemment à titre de confiscation spéciale. Comme aujourd'hui encore elle était destinée à protéger soit certains monopoles (tels que celui du sel, celui de la soie), soit les intérêts généraux du fisc (droit de douane, marchandises prohibées). Nous verrons même qu'en matière fiscale la confiscation paraissait avoir à Rome une nature spéciale ; elle fonctionnait sans égard à la personne du propriétaire et quoique la discussion qui

aut deserant rus habitandi causa, fundum quem civitati prætulerint, suentes fisco esse sociandum eoque rure esse carituros, cujus causa impios se patriam vitando demonstraverint a. 396.

1. L. 1. D. ad municipalem et de incoles, loi 15. 2 « In fraudem civilium munerum per tacitam fidem prædia translata fisco vindicantur.

2. Code IX. 39. de his qui latr. vel in ali. crim reos occult. 2-2 domini etiam prædiorum seu procuratores vel primates possessionum « impunes non manebunt, si præsentés et scientes ultro non obtulerint nocentes vel admoniti eos exhibere distulerint : nam dominus « quidem possessionis dominio privabitur. »

existe aujourd'hui entre les auteurs au sujet des caractères de la confiscation fiscale ne fût pas encore instaurée à Rome, on peut dire, semble-t-il, que les textes auraient dû la faire naître, il ne lui a manqué que d'avoir été aperçue par les jurisconsultes.

Tout d'abord les fraudes commises relativement au paiement des impôts entraînaient la confiscation des biens du contribuable (1).

D'une façon plus spéciale les objets tarifés ou prohibés que l'on avait essayé de faire entrer en fraude des droits de douane (*portorium*) étaient confisqués. La confiscation s'étendait d'ailleurs non seulement aux marchandises elles-mêmes mais aux moyens de transports tels que : par exemple le navire (2).

Étaient confisqués également au profit du fermier des salines ou du *comes commerciarum* le sel ou la soie dont on avait essayé de faire commerce au préjudice du monopole concédé par l'État (3).

1. Voir argument D. De publicanis et vict et comm. 7 et 8

2. D. *loc. cit.* 11, 2 « *Domus navis si illicitè aliquid in nave vel ipse, vel vectores imposuerint, navis quoque fisco vindicatur; quod si, absente domino id a magistro vel gubernatore aut proreta nauta ve aliquo id factum sit, ipsi quidem capite puniuntur commissis mercibus navis autem domino restituitur.*

3. Code IV. 61. De vectigalibus. 11 « *si quis sine persona mancipum, d est salinarum conductorum sales emerit, vendere tentaverit, sine propria audacia sine nostro munitus oraculo sales ipsi una cum eorum pretio municipibus uddicantur* » (adde. Code IV-40. quae res venire non possunt... 2),

Quels étaient les effets de cette confiscation ? les textes sont assez obscurs. Il semble que la confiscation avait un caractère objectif et réel ; qu'elle s'attachait à la chose dont la persécution pouvait avoir lieu en quelque main que ce soit.

Toutefois il ne faut pas l'affirmer avec trop de certitude. Les textes disent bien que ce qui est confisqué cesse aussitôt d'appartenir à celui qui a commis le crime et que la *persécution* peut en être effectuée contre l'héritier de même que contre tout possesseur ; mais l'on peut se demander s'il s'agit d'une confiscation à prononcer directement contre le possesseur ou d'une confiscation déjà prononcée et qu'il s'agit seulement d'exécuter (1). En tout cas il semble que si la chose qui aurait dû normalement être confisquée n'appartient pas au délinquant, on ne la confisque pas. Ainsi à propos des fraudes commises contre la douane nous avons dit que l'on confisquait à la fois la marchandise même et le navire. Cela n'est exact qu'autant que c'est le propriétaire du navire qui a commis la fraude. On peut rapprocher de ce texte du Digeste (39. 4. loi XI, 2) l'article 10 du

1. D. 394, de public... 14 « *Commina vectigalium nomine etiam ad heredem transmittuntur, nam quod commissum est statim, desinit ejus esse qui crimen contraxit dominium que rei vectigali adquiritori : eapropter commissi persecutio sicut adversus quemlibet possessorem, sic et adversus heredem competit...* » adde. D. l. ci. 11, 3 « *Illicitarum mercium persecutio heredem quoque adfligit.* »

décret du 4 germinal an II qui ne paraît établir aucune distinction de ce genre.

La confiscation doit-être en principe exécutée en nature. Toutefois si la saisie en nature n'a pu avoir lieu, peut-on remplacer la confiscation par une condamnation à la valeur de la chose? nous verrons que cette question est discutée en droit français. En droit romain il faut distinguer : si la chose n'a pu être appréhendée par suite de *dol*, le prix peut en être réclamé par le fisc, sinon, cela ne se peut pas (1).

Ancien droit français. — Nous sommes surtout renseignés en ce qui concerne la confiscation générale. Cette peine consistait en l'adjudication au profit du roi ou des seigneurs hauts justiciers des biens du condamné. Elle n'était d'ailleurs pas organisée de la même façon dans toute l'étendue du royaume. Il y a lieu de distinguer à cet égard entre les pays de droit écrit et les pays de coutume.

Dans les pays de *droit écrit* la confiscation avait été abolie à la suite de l'introduction de la nouvelle 134 de Justinien cap 13 par laquelle cet empereur avait aboli l'usage de la confiscation à l'exception des crimes de lèse-majesté (2). Conformément à cette no-

1. Code IV. 61. de vectig. 2. « Ne que pro re quæ in commissi causam cecidit si ipsa non extat., nec dolo supprimatur, pretium peti potest ».

2. Nov. 134 cap. 13. « Ut autem non solum corporales poenæ, sed « etiam pécuniariæ mediocres fiant, sancimus eos, qui in criminibus

velle la confiscation ne fut pratiquée dans les pays de droit écrit que pour les crimes de lèse-majesté. Toutefois il faut faire exception pour le ressort du parlement de Toulouse. La confiscation continua d'être admise malgré la novelle susvisée avec cette atténuation cependant que le tiers des biens du condamné était laissé à sa femme et à ses enfants.

Dans les pays *de coutume* il y avait des variations assez nombreuses. Certaines coutumes avaient accepté le système des pays de droit écrit (1). Certaines autres n'appliquaient la confiscation qu'aux meubles (2). Enfin la plupart acceptaient la confiscation pour les immeubles aussi bien que pour les meubles. En tout cas la confiscation n'avait lieu que pour les grands crimes, c'est-à-dire ceux entraînant mort naturelle ou civile. La mort civile résultait de la peine des galè-

« accusantur in quibus leges mortem ant proscriptionem definiunt, si
« convincantur, ant condemnantur, eorum substantias non fieri lucrum
« iudicibus ant eorum officiis sed neque secundum veteres leges *fisco*
« eas applicare; sed siquidem habeant descendentes et ascendentes usque
« ad tertium gradum eos habere. In majestatis vero crimine condem-
« natis veteres, leges servari jube mus. »

1. Telles les coutumes de Berri, de Boulenois, de Touraine, Landunois, La Rochelle, Angoumois, Calais, Lille, Tournai, Cambrai, Bayonne, Saint-Sever. Quelques-unes de ces coutumes ajoutaient aux crimes de lèse-majesté, le crime d'hérésie (Anjou, marche Touraine), la coutume de Touraine confisquait encore pour crime de fausse monnaie.

2. Telles les coutumes de Normandie, de Bretagne, d'Anjou, du Maine, du Poitou, de Ponthieu et du Perche. (Cette dernière coutume excluait la confiscation seulement pour les propres).

res, du bannissement, de la détention en maison de force, lorsque ces peines étaient prononcées à perpétuité.

Étant donné les différences qui existaient entre les coutumes, il y a lieu de se demander à quelles coutumes il faut se reporter pour savoir si le jugement de condamnation emportera ou n'emportera pas confiscation ; en d'autres termes, il peut y avoir conflit de coutumes. Quelle est celle qui sera observée ? Celle du lieu où le procès a été jugé, ou celle du domicile du condamné, ou celle de la situation des biens ? Les textes rejettent formellement l'application de la coutume du lieu où le procès est jugé, ensuite il faut distinguer entre les meubles et les immeubles. Pour les immeubles, on appliquera la coutume du lieu où sont situés les biens, pour les meubles au contraire ce sera la coutume du domicile du condamné d'après la règle *mobilia sequuntur personam*. Il peut ainsi arriver que les juges prononcent une sentence de condamnation qui emportera confiscation, quoique d'après la coutume du lieu du procès elle n'eût pas dû avoir cet effet. Les juges pourraient en somme ignorer si le jugement emportera ou non confiscation, nous verrons tout à l'heure qu'il en est de même dans notre droit actuel et qu'aujourd'hui encore la confiscation a lieu de plein droit, c'est-à-dire qu'il ne dépend pas des juges de la prononcer ou de ne pas la prononcer.

Quels sont les caractères de la confiscation ? La confiscation est une peine. Elle a été introduite « comme une seconde punition outre celle du corps » elle ne peut résulter que d'un jugement (1). « Un seigneur ne pourrait demander la confiscation à des biens d'un accusé décédé avant la condamnation » (2). Quels sont les effets de la confiscation ? Jousse nous dit : « L'effet de la confiscation est que les enfants ou « héritiers de celui dont les biens ont été confisqués « ne lui succèdent point et ne peuvent demander leur « légitime, ni aucune portion dans les biens ni même « leur nourriture » (3). Cet effet est en quelque sorte un effet négatif. Il s'agit de savoir à qui sont attribués les biens dont les héritiers sont privés. En principe « la confiscation des meubles appartient au seigneur « duquel le confisqué est couchant et levant et des « immeubles aux seigneurs hauts justiciers des lieux « où ils sont assis (4) ». « Lorsque la haute justice, « dit Jousse, appartient en même temps à plusieurs « seigneurs ils doivent partager les biens confisqués « qui sont dans leur territoire au prorata du droit ou « de la portion qu'ils ont dans la justice ».

Jousse apprend également qu'au début la confiscation

1. Jousse. *Traité de la Justice criminelle*. I, p. 101, n° 176.

2. Jousse. *L. c.* n. 184.

3. Jousse. *Justice criminelle*, I, n. 175.

4. Loysel. *Inst. cout.*, liv. 6, T., 2 mai 10.

tion appartenait au roi pour les crimes qui étaient de la compétence de ses officiers, mais que plus tard elle profita même dans ce cas aux seigneurs hauts justiciers comme il vient d'être dit.

Il y avait d'ailleurs quelques exceptions à ces principes.

Ainsi 1° pour les crimes de lèse-majesté la confiscation profite exclusivement au roi.

2° En fait de fausse monnaie la confiscation profite aussi exclusivement au roi.

3° Pour le crime de faux la confiscation appartenait au chancelier.

4° Enfin il est toujours loisible au roi de faire au condamné remise de la confiscation même au détriment des seigneurs hauts justiciers par la raison... que le roi ne s'est départi de ce droit attaché à la souveraineté en faveur des seigneurs qu'à condition qu'il serait toujours le maître de les priver de ce droit par la concession de ses grâces (1).

En général lorsque la confiscation doit profiter au roi, celui-ci en fait don à quelqu'un de ses sujets, quelquefois même aux parents du condamné à charge par les donataires de faire enregistrer dans les six mois leur titre à la Chambre des Comptes dans le ressort de laquelle les biens sont situés (Déclaration

1. Muyart de Vonglais: *Les lois criminelles de France*, 1780 p. 83.
L oyscau. *Des seigneureries*, ch. 12, n. 82.

du 10 juillet 1566, article 18). En cas de concours des donataires *tous vérifiés dans les six mois* le premier donataire est préféré ; sinon le premier vérifié dans les six mois est préféré (1). Les biens confisqués dont le roi a fait remise aux enfants du condamné sont considérés comme propres, si la remise est accordée aux parents collatéraux et à plus forte raison à des étrangers ils sont réputés acquêts (2). Sur quels biens porte la confiscation ? sur les biens seulement que le condamné avait au moment de la sentence. On comprend d'ailleurs dans ces biens ceux sur lesquels le condamné n'avait qu'un droit conditionnel. Quant aux biens qui surviendraient au condamné par la suite, par voie de succession, comme il est frappé de mort civile, ils ne profitent ni à lui ni au confiscataire. Ils profitent à ses héritiers. Au contraire les biens acquis par le condamné par son travail, par vente, échange, etc., n'appartiennent, après la mort naturelle du condamné, ni à ses héritiers, ni au confiscataire, mais aux seigneurs qui jouissent du droit de déshérence.

Lorsque la confiscation atteint un individu marié, il y a quelquefois difficulté pour déterminer le montant de ses biens. Si c'est le mari la confiscation ne porte pas sur le douaire de la femme. Cela n'est pas

1. Jousse, *loc. cit.*, n^{os} 211 et 212.

2. Jousse, *loc. cit.*, n^o 214.

douteux. Mais que faut-il décider pour la part de la femme dans la communauté ? Les coutumes varient à cet égard. L'ancien usage était que le mari condamné confisque tous les biens de communauté. Cette règle était peut-être injuste et certaines coutumes s'en étaient écartées notamment celles d'Orléans (art. 209) d'après laquelle le mari confisque seulement la moitié des biens de communauté.

A l'égard de la femme condamnée, elle ne confisque que les propres : « femme mariée condamnée » ne confisque que ses propres et non la part qu'elle « aurait aux meubles et acquêts (1) ». Sa part de communauté doit revenir à ses héritiers. Toutefois Jousse cite un arrêt du 14 mai 1703 qui avait jugé que le total de communauté appartenait au mari.

Au surplus la confiscation ne porte que sur l'actif net (2). La confiscataire est obligé de respecter les droits réels qui grevaient les biens (usufruit) et de payer les dettes et en général tout ce dont le condamné était redevable au temps de sa condamnation en y comprenant la réparation civile prononcée au profit de la victime ou de ses enfants ainsi que les frais de justice. Naturellement toutes ces obligations

1. Loysel, *Inst. cout. Loc. cit.*, max. 25 et suiv.

2. Il y a quelques cas cependant où la confiscation a lieu même au préjudice des créanciers (crime de lèse-majesté, office confisqué pour crime commis par l'officier dans ses fonctions, fausseté commise au sceau des lettres des chancelleries, félonie du vassal envers son seigneur).

ne s'exécutent qu'*intra vires* à condition toutefois qu'il y ait inventaire.

Nous n'insisterons pas sur la procédure de la confiscation, elle n'offre qu'un intérêt médiocre, on la trouvera résumée dans Jousse. (*Justice criminelle*, I, n^{os} 206 et suiv.)

Nous venons de nous occuper de la confiscation générale. Notre ancien droit n'est pas sans nous offrir des exemples de confiscations spéciales. Merlin nous en cite un cas très ancien. Dagobert I^{er}, dans un édit de 630 concernant l'observation du dimanche, défend de voiturer aucune chose, par terre ni par eau à peine, à l'égard de voitures par terre de la confiscation du bœuf du côté droit (1).

En matière de chasse on confisque le gibier et les instruments saisis en contravention (Ordonnance de 1396). L'ordonnance de 1669 sur les eaux et forêts mentionne de nombreux cas de confiscation. L'ordonnance du 15 janvier 1629 prononce la confiscation des maisons où six mois durant, se seraient tenues « des assemblées pour le jeu que l'on nomme académies ou brelans » enfin la confiscation fonctionnait aussi naturellement en matière fiscale (2).

A partir de la période intermédiaire la confisca-

1. Merlin. *Répertoire de Jurisprudence*. V. *Confiscation*.

2. Nous devons rappeler aussi qu'en matière féodale, la confiscation du fief du vassal a lieu au profit du seigneur dominant, dans les cas de félonie de désaveu, etc. (*commise*).

tion générale subit des alternatives d'abrogation et de résurrection. Elle affecte surtout pendant cette période un caractère politique et est destinée à frapper les ennemis du nouvel ordre de choses. Le décret du 21 *janvier* 1790, — concernant les condamnations pour raison de délits ou crimes — abolit la confiscation, article 3 : « La confiscation des biens des condamnés ne pourra jamais être prononcée en aucun cas ». Mais bientôt après le décret du 30 *août*-3 *septembre* 1792 prononce la confiscation des biens de ceux qui seront convaincus d'avoir excité et fomenté des troubles. Le décret du 9-12 *février* 1792 décide que « les biens des émigrés sont mis sous la main de la nation et sous la surveillance des corps administratifs ». Ce n'est peut-être pas encore tout à fait la confiscation, c'est une surveillance par les corps administratifs une sorte de saisie conservatoire (Voir décret du 30 *mars*-8 *avril* 1792). La confiscation expresse et sans détour est décrétée le 2-6 *septembre* 1792 : « Les biens, tant mobiliers qu'immobiliers sé-
« questrés ou qui doivent l'être en exécution du dé-
« cret du 30 mars-8 avril dernier relatif aux biens des
« émigrés sont dès à présent acquis et confisqués à la
« nation. » (*Adde* le décret du 25 *juillet* 1793).

Le décret du 1-2 *brumaire an II* déclare acquis à l'État les biens de ceux qui ont été ou seront condamnés pour crime de fabrication de faux assignats et de fausse monnaie.

L'on doit reproduire enfin le texte *du décret du 14 floréal an III* (3 mai 1793) « La Convention nationale déclare que le principe de la confiscation est
« maintenu à l'égard des conspirateurs, des émigrés
« et leurs complices, des fabricateurs et distributeurs
« de faux assignats, de fausse monnaie, des dilapi-
« dateurs de la fortune publique et de la famille des
« *Bourbons-Capets* ; et néanmoins considérant l'abus
« que l'on a fait des lois révolutionnaires, décrète
« que les biens des condamnés depuis l'époque du
« 10 mars 1793 seront rendus à leurs familles sauf
« les exceptions et sans qu'il soit besoin de révision
« des procédures... » (*Adde* également avec plus de détails le décret du 21 prairial an III).

En 1810, malgré les critiques que la confiscation générale avait soulevées parmi les rédacteurs mêmes du Code pénal, cette mesure fut maintenue quant aux crimes de lèse-majesté, aux crimes attentatoires à la sûreté de l'État, aux crimes de fausse monnaie, à la contrefaçon des sceaux de l'État, à la contrefaçon ou falsification soit des effets émis par le Trésor impérial avec son timbre ou des billets de banque autorisés par la loi, etc. (Voir articles 86, 91, 132, 139, C. pénal).

La Restauration, par la charte du 4 juin 1814 (art. 66), abolit la confiscation générale en ces termes : « la peine de la confiscation des biens est abolie et
« ne pourra pas être rétablie ». Cette abolition fut con-

firmée par l'article 57 de la charte de 1830 et par l'article 12 de la Constitution de 1848. La loi de révision de 1832 fit disparaître la confiscation générale dans tous les textes du Code pénal qui la mentionnaient et qui d'ailleurs pouvaient être considérés déjà comme abrogés sur ce point par les textes constitutionnels susvisés.

Cette abolition ne s'étend point à la confiscation spéciale. La question avait pu paraître douteuse au début. Aujourd'hui elle n'est plus discutable et c'est de la confiscation spéciale seule dont nous allons désormais nous occuper.

CHAPITRE II

Des diverses espèces de confiscations spéciales.

I. — *Observations préliminaires.* — Les textes qui parlent de la confiscation spéciale sont extrêmement nombreux ; ils paraissent même, par certains côtés, contradictoires, et l'on retire de leur lecture une impression un peu confuse. Il est nécessaire d'apporter dans leur étude une certaine méthode et d'essayer de les grouper sous quelques idées générales. La plupart de ces textes se contentent d'édicter, dans des cas particuliers, la confiscation de tels ou tels biens sans se préoccuper de régler le principe de l'institution en elle-même. Il n'existe que trois articles du Code pénal — l'article 11, l'article 464 et l'article 470 — qui se soient élevés à une idée d'ensemble, mais, ainsi que nous allons le voir, ces textes sont inexacts, ou tout au moins incomplets, et, pris au pied de la lettre, ils risqueraient de donner de la confiscation une notion insuffisante ou même à moitié fausse.

L'article 11 spécial aux crimes et aux délits est

ainsi conçu : « Le renvoi sous la surveillance de la haute police, l'amende et la *confiscation spéciale* soit du corps du délit, quand la propriété en appartient au condamné, soit des choses produites par le délit soit de celles qui ont servi, ou qui ont été destinées à le commettre sont des *peines* communes aux matières criminelles et correctionnelles ». L'article 464 du Code pénal décide dans le même sens : « Les peines de police sont..... la confiscation de certains objets saisis. » Enfin aux termes de l'article 470 : « Les « Tribunaux de police pourront aussi dans les cas « déterminés par la loi prononcer la confiscation soit « des choses saisies en contravention, soit des « matières ou des instruments qui ont servi ou étaient « destinés à la commettre. »

Il paraît résulter de ces trois articles qui sont, nous le répétons, les seuls textes fondamentaux en la matière, que la confiscation est une *peine* et qu'elle n'est pas autre chose qu'une peine. Cette conclusion serait toutefois prématurée. Elle serait inconciliable avec certaines prescriptions de nos lois relatives à la confiscation et avec certaines décisions de notre jurisprudence. Toute peine, en effet, suppose nécessairement certaines conditions et entraîne certaines conséquences dont il n'y a pas d'exemple dans notre droit qu'elle se départisse, et si nous voyons, en certains cas, la confiscation ne pas remplir ces conditions et ne pas entraîner ces conséquences, nous

pouvons dire en toute sécurité que dans ce cas la confiscation n'est pas une peine ou tout au moins, que si elle conserve peut-être même en ce cas son caractère pénal elle ne le conserve pas *exclusivement*.

C'est ainsi que toute peine suppose un coupable, or il est des cas où la confiscation peut être prononcée sans délinquant par exemple en cas d'acquittement (loi du 10 brumaire an VI sur la garantie des matières d'or et d'argent, loi du 5 juillet 1844, art. 49 sur les brevets d'invention. *Adde* en d'autres cas, où il n'existe pas de texte législatif précis. Cass., 6 mars 1879. D. 1879.1.317. Grenoble, 2 janvier 1896. D. 1896.2.47).

En outre toute peine, dans notre droit, est *personnelle*, c'est-à-dire qu'elle ne peut frapper un autre que l'auteur même du délit, directement tout au moins (1). Ce principe peut même être considéré comme une conquête définitivement accomplie seulement par notre droit moderne. Il était méconnu non seulement dans l'antiquité, mais même parfois, dans notre ancien droit, où nous voyons que le bannissement pouvait

1. Nous disons tout au moins directement parce que indirectement il n'est pas douteux que la peine atteigne d'autres individus que le coupable. Sans parler de l'amende qui une fois prononcée peut être exécutée contre les héritiers du coupable, les peines privatives de la liberté elles-mêmes causent un certain dommage indirect à la famille du condamné, puisqu'elles privent cette famille du gain que le condamné pouvait rapporter par son travail.

être prononcé contre les descendants et le conjoint du coupable dans les crimes de lèse-majesté. La personnalité est donc, d'après tous les auteurs, dans notre droit moderne un caractère essentiel de la peine. Or il y a des cas où la confiscation peut être prononcée directement contre les héritiers du délinquant (Faustin Hélie, *Instruction criminelle*, n° 974. Garçon, *Code pénal annoté*, article 44, Garraud, *Traité théorique et pratique du droit pénal*, t. II, p. 258. Besançon, 21 déc. 1854. Sirey, 55.2.181).

Ainsi la confiscation fait en maintes occasions échec aux principes les plus incontestables sur lesquels repose la peine puisqu'elle peut être prononcée parfois sans qu'il y ait délinquant et parfois directement contre des personnes qui n'ont point participé à l'infraction. Il résulte de là qu'en ces diverses occasions la confiscation a un caractère différent de celui d'une peine et que c'est par ce ou ces caractères supplémentaires que s'expliquent les apparentes anomalies que nous venons de signaler.

Quels sont donc ces caractères particuliers à la confiscation qui font qu'elle n'est pas une peine comme toutes les autres, ou si l'on préfère qu'elle cesse parfois d'être une peine?

Pour résoudre cette question il faut rechercher dans chaque cas particulier le but en vue duquel la confiscation a été édictée et qu'elle est destinée à atteindre. En faisant cette recherche on s'aperçoit

vite que la confiscation, quoique consistant toujours et nécessairement dans une mainmise sur un ou plusieurs biens spéciaux et tout en étant par conséquent objectivement la même toujours, vise à atteindre des buts socialement ou économiquement différents et peut par conséquent subjectivement être dissemblable à elle-même.

On a l'habitude à cet égard de diviser les différentes hypothèses dans lesquelles la confiscation peut être prononcée en trois groupes : un premier qui comprend les hypothèses où la confiscation est considérée exclusivement comme une peine, un deuxième où elle est considérée comme une mesure de police, enfin un troisième plus discuté qui comprend les hypothèses où elle est considérée comme mesure de réparation d'un préjudice causé (1).

II. — *Premier groupe. — Confiscation-peine.* — Le premier groupe comprend, avons-nous dit, les hypothèses où la confiscation est considérée comme une peine et exclusivement comme une peine. Ce caractère résulte du but que dans ces cas la confiscation est destinée à atteindre. Ce but est spécialement et *exclusivement* d'infliger à la personne poursuivie et condamnée une souffrance ou un supplément de

1. Voir principalement à ce sujet. Garçon. *Code pénal annoté*, art. 11. Laborde. *Cours de droit criminel*, p. 210, n° 326. Bertauld. *Cours de droit criminel*, p. 267. Lainé, *id.*, n° 442.

souffrance venant s'ajouter à celle qui résulte déjà de la peine principale. Toute peine est afflictive et ne peut pas ne pas être afflictive, mais il faut, en outre, pour qu'il y ait peine, que ce soit cette affliction que le législateur ait eu en vue. Dans l'hypothèse qui nous occupe, c'est-à-dire dans l'hypothèse de la confiscation-peine, l'affliction consistera dans la privation pour le condamné de la propriété avec les jouissances qu'elle comporte, de certains biens, les biens confisqués, mais cette privation existe dans tous les cas de confiscation, il faut donc pour que dans telles hypothèses et pas dans telles autres la confiscation soit une peine, que dans ces hypothèses et pas dans les autres la privation dont s'agit soit le but exclusif ou tout au moins principal voulu et réalisé par le législateur.

Ainsi dans les cas de confiscation-peine, le législateur ne se préoccupe pas du tout de *l'objet* confisqué, il se préoccupe uniquement de la personne du délinquant et c'est cette personne qu'il veut atteindre et non une autre. On dit dans ces cas que la confiscation est *personnelle*. Nous verrons que dans le deuxième groupe il en est tout autrement et que la confiscation y est dite *réelle*. A titre d'exemple de confiscation ayant le caractère exclusivement pénal, on peut citer l'article 180 du Code pénal qui prononce la confiscation des choses qui auraient servi à corrompre ou à tenter de corrompre un fonctionnaire

public. L'article 6 de la loi du 1^{er} août 1905 qui en cas de tromperie sur la marchandise prononce la confiscation des choses vendues lorsque ces choses appartiennent encore au vendeur. Dans le premier cas le législateur a entendu frapper à la fois le corrupteur et le corrompu. Dans le second cas il a entendu frapper le vendeur. Dans les deux cas c'est une souffrance pécuniaire, si l'on peut ainsi dire, qu'il a voulu infliger au délinquant. La chose elle-même ne constitue pas en effet une violation de la loi, elle a seulement servi à réaliser une action immorale.

III. — *Deuxième groupe. — Confiscation-mesure de police.* — Le deuxième groupe comprend les hypothèses où la confiscation apparaît comme étant une mesure de police. La situation est alors bien différente, en principe de celle que nous envisagions précédemment. Là nous nous trouvions en face d'une chose qui avait servi à un usage illicite, mais qui n'était pas illicite en elle-même. Ici au contraire nous nous trouvons en présence d'une chose qui par ce fait seul qu'elle existe ou par ce fait qu'elle existe dans telles ou telles conditions, constitue une violation à la loi et apporte par conséquent un trouble grand ou petit au bon ordre social. La loi prohibe d'une façon absolue l'existence de la chose ou elle en prohibe la possession. C'est donc à la chose et non à la personne que la loi s'attaque. La personne

du délinquant passe au second plan, le premier étant occupé par la chose délictueuse. La délictuosité réside donc soit dans l'objet auquel cas on fait totalement abstraction de la personne du propriétaire ou du possesseur de l'objet, soit dans la possession de l'objet dans telles ou telles conditions, auxquels cas la personnalité du délinquant est moins masquée, mais reste néanmoins sans influence appréciable. L'existence ou la possession de la chose étant prohibée, il s'agit de supprimer cette existence ou de faire cesser cette possession c'est à quoi tend la confiscation, c'est le but qu'elle poursuit et de même que le but poursuivi nous a servi à définir la confiscation-peine, de même ici le but cherché et réalisé par la loi nous sert à connaître et à définir cette nouvelle espèce de confiscation, c'est une mesure de police.

Un des exemples les plus remarquables que l'on puisse donner de la confiscation-mesure de police est la confiscation des écrits ou gravures contraires aux mœurs (art. 287, 477. C. pénal, loi du 2 août 1882 ; loi du 16 mars 1898 ; loi du 7 avril 1908). Il est évident que l'écrit où la gravure obscène constitue en soi-même une offense à la morale et une violation de la loi positive. Il s'agit par conséquent non seulement de punir l'auteur de cette violation, mais de supprimer l'offense qui réside objectivement et matériellement en la chose. A l'amende et à l'emprisonne-

ment destinés à frapper le coupable doivent donc s'ajouter la confiscation destinée à atteindre la chose. Mais que va-t-on faire de la chose confisquée, on ne peut rien en faire de socialement utile puisqu'elle continue de porter en elle le caractère de délictuosité dont elle est atteinte, on ne peut que la supprimer. Aussi d'après l'article 477 du Code pénal « ces objets, écrits ou gravures contraires aux mœurs » seront mis sous le pilon « la destruction en sera ordonnée par le jugement de condamnation » dit également l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1898.

Au contraire — dans le cas de l'article 180 (confiscation des choses livrées par un corrupteur) où il s'agit, ainsi que nous l'avons dit d'une confiscation-peine — le législateur se trouve en quelque sorte embarrassé de savoir ce qu'il convient de faire de la chose confisquée. Il ne l'a confisquée que pour en priver le délinquant, mais il n'a point sur elle de vue particulière, on ne peut songer à la détruire car elle n'est pas intrinsèquement nuisible. Elle peut être indifféremment employée à tel ou tel usage, bon ou mauvais. Il semble que le législateur ait été entraîné par une sorte de besoin de symétrie ou plutôt de compensation et puisque la chose avait été destinée à un usage pernicieux, elle sera remise, en vue d'un résultat bienfaisant, aux hospices des lieux où la corruption aura été commise. (Voir *Exposé des motifs*. Locré, tome 30, p. 246).

La digression qui précède, sur deux cas particuliers et d'espèce différente de confiscation a pu paraître un peu longue, mais elle avait pour but de bien faire saisir les dissemblances, qui séparent *la confiscation-peine de la confiscation-mesure de police* et en font presque deux institutions différentes.

IV. — *Troisième groupe. — Confiscation-réparation civile.* — Le troisième groupe comprend les hypothèses où la confiscation apparaît comme une réparation civile. Ce groupe se présente avec une apparence beaucoup plus confuse que les précédents. Le principe même en est discutable. Si, en effet, on comprend que la saisie d'un bien appartenant à un particulier puisse offrir les caractères, soit d'une peine, soit d'une mesure de police, on comprend moins bien qu'elle puisse avoir ceux d'une réparation. Il semble que la confiscation s'applique à des choses nommément et légalement déterminées, prévue et fixée à l'avance dans son étendue, manque du caractère essentiel à toute mesure de réparation civile, à savoir la proportionnalité entre le préjudice et sa réparation. La confiscation est un instrument rigide qui fonctionne avec une indifférence mécanique et injuste, inintelligiblement et sans mesure, comment y voir un instrument approprié à la réparation d'un préjudice ?

Il conviendrait, pour résoudre cette question, de considérer quelques-unes des hypothèses où on a coutume de voir dans la confiscation une mesure de

réparation, peut-être nous rendrions-nous compte alors d'une façon plus précise, si comme il semble d'abord, la confiscation est vraiment inapte à réaliser une véritable réparation, adéquate à l'objet, ou si au contraire la nature spéciale du préjudice qu'il s'agit de réparer ne demande pas un moyen de réparation également exceptionnelle. Nous ne pensons pas toutefois que ce soit le lieu ici de développer la discussion relative au troisième groupe dont s'agit ; cette discussion est trop importante pour être esquissée dans un aperçu préliminaire, elle formera l'objet d'un chapitre spécial où nous étudierons séparément 1° la confiscation en matière fiscale, 2° la confiscation en matière de propriété littéraire ou artistique, de brevets d'invention et de marques de fabrique. Ce sont en effet dans ces deux séries d'hypothèses, que la confiscation est considérée ou peut être considérée, sauf discussion, comme une mesure de réparation civile.

V. — POINTS DE RESSEMBLANCE ENTRE LES TROIS ESPÈCES DE CONFISCATIONS. — 1° *Nécessité d'une loi.* — Nous signalons ici la nécessité d'une loi devant servir en quelque sorte de base à la confiscation comme étant une nécessité commune aux trois groupes de confiscations. Cela est exact en ce sens qu'il faut une loi qui indique quels actes sont punis ou interdits, quelles choses sont licites ou illicites, prohibées ou non prohibées. La confiscation autrement prendrait un caractère arbitraire

qu'elle ne peut pas avoir dans une législation moderne. Autrement dit, dans tous les cas, il faut une loi qui définisse le délit, mais là s'arrête le point de ressemblance. En étudiant les différences entre la confiscation-peine et la confiscation-mesure de police, nous verrons que ces deux espèces de confiscations se distinguent en ce qu'il faut pour la première, outre la loi qui définit le délit, un texte exprès qui prononce spécialement la confiscation, tandis qu'il ne semble pas que l'existence de ce texte spécial soit nécessaire pour la deuxième espèce (confiscation-mesure de police).

2° *Existence d'une infraction matérielle.* — Il est encore évident qu'il faut qu'il y ait, pour que la confiscation soit prononcée, une infraction matérielle. Autrement de même que sans un texte de loi, la confiscation manquerait de point d'appui *en droit* ; de même, sans l'existence d'un délit matériel, elle manquerait de point d'appui *en fait*. Ce principe est applicable à toutes les espèces de confiscations. Il s'impose sans discussion lorsqu'il s'agit d'une confiscation-peine, mais il est encore exact lorsqu'il s'agit d'une confiscation-mesure de police. Nous verrons que la confiscation, en tant que mesure de police, peut être prononcée même contre un délinquant acquitté, mais il faut que la cause d'acquiescement tienne à la personne et non au délit même. Si le délit n'existe pas légalement ou s'il n'a pu être prouvé, la confiscation ne pourra pas être prononcée.

C'est ainsi que la Cour de cassation a décidé le 11 novembre 1897 que la confiscation d'une arme de guerre, prononcée par une Cour d'appel, ne pouvait être maintenue en Cassation lorsque l'arrêt ne s'était pas expliqué dans ses motifs sur l'infraction pouvant donner lieu à confiscation et n'avait pas non plus déclaré adopter sur ce point les motifs des premiers juges (B. 1897, n° 351). De même, le 18 août 1877, la Cour de cassation a décidé que la confiscation d'une certaine quantité de poudre de provenance frauduleuse ne pouvait pas être maintenue lorsqu'il n'était pas constaté que cette poudre était de provenance *étrangère* le fait de provenance *étrangère* étant caractéristique de l'infraction (S. 1878 1.192) (1).

3° *Objets sur lesquels peut porter la confiscation.* —

La réponse à cette question est fournie par les articles 11 et 470 du Code pénal. Ces articles exigent que les objets pour pouvoir être confisqués soient dans un certain rapport avec l'infraction, qu'ils en forment le corps, qu'ils en soient le produit, ou qu'ils en aient été les instruments. A la rigueur, dans les cas tout au moins où la confiscation peut être considérée comme une peine, on aurait pu frapper de confiscation une chose quelconque du patrimoine

1. Voir également Cass., 1^{er} mars 1855 (B. 1855, n° 75). En cas de nullité du procès-verbal, dans l'hypothèse de confiscation de poids et mesures prohibées, la confiscation est déclarée impossible. Cass., 28 sept. 1850, S. 1851, 1.458. *Code pénal annoté* de M. Garçon, n° 59.

du délinquant. On ne peut pas en effet soutenir que la chose soit en elle-même coupable et du moment qu'il s'agit d'imposer une souffrance au condamné qu'importe qu'on le prive de telle chose plutôt que de telle autre. Toutefois le législateur a obéi ici à l'antique besoin de symétrie qui dominait si fortement les législations anciennes et qui paraît être une nécessité de notre intelligence, et on ne peut pas dire en somme, qu'il ait eu tort. La confiscation se trouve ainsi échapper à l'arbitraire du juge et elle est limitée par des circonstances matérielles. Examinons donc successivement les différentes catégories de choses qui peuvent être confisquées.

a) *Corps du délit*. — Le corps du délit, indiqué dans l'article 12, et que l'article 470 du Code pénal mentionne sous le nom de « choses saisies en contravention », désigne « les choses sur lesquelles le fait délictueux a été exécuté » (1) « l'élément matériel et physique du délit » (2). Exemples : Les armes prohibées dans le délit de port d'armes prohibées (art. 314 du C. pén.) Le gibier vendu ou transporté en temps prohibé (art. 12 § 4, loi du 3 mai 1844). La marchandise dans le cas de tromperie ou de falsification de marchandises (loi du 1^{er} août 1905).

1. Garraud, *Traité théorique et pratique de droit pénal français*. II, p. 250, n° 450.

2. Blanche, *Études pratiques sur le Code pénal*, I, p. 106, n° 72.

b) *Choses produites par l'infraction* (art. 11 et 470. C. pén.). — Ce sont les choses qui « ont le crime ou le délit pour principe générateur » (1) c'est le bénéfice illicite provenant du délit. Exemple : Recettes des représentations faites au mépris de l'article 428 du Code pénal, valeurs au moyen desquelles auraient été corrompus des témoins ou des fonctionnaires publics, articles 180 et 364 du Code pénal. Dans ce dernier cas les valeurs sont les choses produites par le délit au regard du corrompu mais au regard du corrupteur on peut les considérer comme des instruments qui ont servi à soumettre le délit.

Remarquons d'ailleurs qu'il peut être parfois malaisé de séparer le corps du délit du produit du délit. Ainsi le gibier tué en temps prohibé ou à l'aide d'un instrument prohibé peut aussi bien être considéré comme le produit ou comme le corps du délit. Cela montre que cette distinction est en somme un peu artificielle (2).

c) *Instruments du délit*. — Ce sont les choses qui « ont servi ou qui étaient destinées à le commettre » article 11. Exemple : les armes ou engins avec lesquels

1. Blanche. *Études pratiques sur le Code pénal*, I, p. 105, n° 72.

2. Cependant nous verrons que cette distinction aurait une certaine importance pratique d'après la jurisprudence et une grande partie des auteurs. En effet le corps du délit ne pourrait être confisqué (art. 11.) que s'il appartient au délinquant, au contraire le produit ou les instruments pourraient en tous les cas être confisqués.

a été ou aurait pu être commis un délit de chasse.

4° *La confiscation ne peut être prononcée que par les tribunaux.* — Lorsque nous étudierons la procédure spéciale à la confiscation nous verrons quels tribunaux sont compétents pour prononcer la confiscation et si cette compétence varie selon la nature de la confiscation. Ce n'est pas le moment d'étudier ce point ; nous voulons seulement retenir comme point de ressemblance entre les trois espèces de confiscations qu'elle ne peut être prononcée en principe que par une juridiction. Cette règle est admise par tous les auteurs et constitue une garantie de la propriété individuelle (1).

VI. — HISTORIQUE DE LA DISTINCTION ENTRE LES TROIS GROUPES DE CONFISCATIONS. — Cette distinction qui sert à expliquer bien des règles qui sans elle demeureraient contradictoires ne paraît pas avoir été aperçue par les premiers auteurs qui ont écrit sur le Code pénal.

Dans notre ancien droit on peut citer un passage de Jousse (*Traité de la justice criminelle*, première

1. On peut se demander toutefois si la règle susvisée n'est pas susceptible de recevoir des exceptions dans la pratique, lorsqu'il y a urgence. Voyez. *Cass.*, 12 nov. 1842. *Bull.*, n° 302, qui admet que dans les cas d'urgence le commissaire de police délégué permanent de l'autorité municipale a le droit de jeter à la voirie les comestibles évidemment insalubres. Il n'y a pas dans ce cas confiscation proprement dite, mais le résultat est analogue.

partie, titre III, n° 176) où il est dit: « Quelques auteurs prétendent aussi qu'elle (la confiscation) a été introduite pour dédommager le fisc des frais des procès criminels... » Jousse regrette d'ailleurs cette opinion et préfère voir dans la confiscation « une seconde punition outre celle du corps. » A la rigueur on pourrait peut-être voir dans l'opinion des quelques auteurs relatée par Jousse, l'origine de la théorie qui voit en certains cas dans la confiscation une réparation envers le fisc (confiscation en matière de contribution indirecte et de douane). Mais ce serait, à la vérité, donner à cette théorie une origine peu sûre parce que les motifs invoqués dans l'ancien droit (dédommager le fisc des frais du procès) étaient d'une portée générale susceptible de s'appliquer à toutes sortes de confiscations et non pas seulement aux matières fiscales proprement dites.

Ni le Code ni les lois ultérieures n'ont établi en forme et posé en principe la distinction entre les trois sortes de confiscations. Les textes des lois paraissent employer indifféremment le mot peine dans une circonstance ou dans l'autre. Il serait exagéré cependant de conclure de cette expression en quelque sorte prodiguée par le législateur qu'il a voulu rejeter toute distinction quelconque entre les confiscations. La vérité est qu'il n'y a pas songé. Cette distinction — tout au moins en ce qui concerne les deux premiers groupes — résulte de la nature des choses ;

toutefois historiquement il est facile d'en suivre le développement progressif parmi les auteurs.

Merlin ne paraît pas se préoccuper du caractère de la confiscation.

Chauveau et Faustin Hélie dans leur *Théorie du Code pénal* dont le premier volume — celui où ils parlent de la confiscation — a paru en 1834-1835, ne paraissent pas davantage avoir aperçu la distinction entre les diverses sortes de confiscations...« De même que l'amende, elle — la confiscation — a le caractère d'une peine ; l'article 44 du Code pénal le lui imprime formellement et ce caractère répressif doit être considéré comme une règle de solution dans les questions qui peuvent se présenter » (1). Toutefois il est des cas où la loi elle-même prononce la confiscation dans des circonstances où il semblerait qu'une véritable peine ne devait pas pouvoir être prononcée. En présence de ces hypothèses qu'ils signalent eux-mêmes (art. 23, t. X, loi du 22 août 1791, art. 109, loi du 19 brumaire an VI), Chauveau et Faustin Hélie, pour les expliquer, ne songent point à mentionner une différence entre les confiscations, ils indiquent seulement que ces hypothèses constituent des *exceptions* aux principes ordinaires de la pénalité.

Il semble que Blanche (2) dans ses *Études prati-*

1. Chauveau et Faustin Hélie, I, p. 237, n° 136, 6^e édition.

2. Blanche, *Études pratiques sur le Code pénal*, n° 67 et suiv.

ques sur le *Code pénal* en 1861 commence d'apercevoir le principe de la distinction entre les diverses espèces de confiscations, toutefois il la signale en termes qui prêtent à la critique et qui montre qu'il n'aperçoit encore que très confusément cette distinction. « La confiscation spéciale doit être sans aucun doute, dit-il, considérée comme une peine. En effet l'article 11 la classe parmi les peines communes aux matières criminelles et correctionnelles et l'article 464 la met au nombre des peines de simple police ». La confiscation est donc, pour Blanche, une peine, en principe et d'une façon générale. Néanmoins voulant rattacher à une idée de principe — et ne pas en faire seulement des exceptions — les décisions ou les textes qui admettaient la confiscation dans les cas où aucune peine n'était applicable au prévenu, Blanche en est amené à cette notion vraiment extraordinaire de faire de toute confiscation et en toute matière, une peine sans doute mais une peine d'une nature spéciale affectant bien plus la chose que la personne. « Elle affecte bien plus la chose que la personne, » dit-il ; et s'il peut m'être permis de matérialiser « ainsi ma pensée, elle punit plus la chose qu'elle adjuge à l'État que l'accusé ou le prévenu qu'elle ne frappe qu'indirectement et qu'elle n'atteint même pas si la chose ne lui appartient point. » Et plus loin « la confiscation est la conséquence de la participation que la chose a prise au crime ou au délit ;

« elle n'est pas ordonnée à raison de la personne.
« Qu'importe que l'infraction ait été commise plutôt
« par celui-ci que par celui-là? Est-ce que la chose
« n'a pas, soit avec l'un soit avec l'autre concouru
« au crime ou au délit? » Il semble qu'emporté par sa
dialectique, Blanche en arrive à donner une âme à
la chose et à lui reconnaître un rôle volontaire dans
l'accomplissement du délit, rôle qui la rend justifiable
d'une peine. En réalité cette conception heurte
l'idée même de la pénalité qui est essentiellement
une punition infligée à un agent conscient et socialement
responsable, c'est-à-dire à une personne; cette
conception ne pourrait être acceptée que dans l'hypothèse où la loi la consacrerait formellement (1).

Au contraire les auteurs modernes indiquent nettement cette distinction. On la trouve en particulier formulée et présentée avec la valeur d'une idée incontestable dans le traité de droit pénal de M. Gairaud, dans le précis de M. Laborde (2). Ce dernier auteur indique même un moyen pratique de reconnaître si la confiscation doit entrer dans les deux premiers groupes ou dans le troisième : « Il faut envisager, dit « M. Laborde, en premier lieu son résultat final : *l'attribution de l'objet confisqué* ». Si cet objet doit être

1. Peut-être bien que cette conception est, en matière fiscale, celle à laquelle, ainsi que nous le verrons, le législateur s'est arrêté.

2. Laborde. *Cours de droit criminel*, p. 210, n° 327.

remis à la victime de l'infraction, la confiscation est une réparation civile; s'il doit être attribué au Trésor, c'est une peine ou une mesure de police (1).

VII. — JURISPRUDENCE. — Il n'appartenait pas à la jurisprudence qui n'a à trancher que des questions d'espèce de formuler doctrinalement la distinction, aussi ne l'a-t-elle pas fait. Mais on peut dire que depuis un temps fort éloigné, elle applique pratiquement la distinction que la doctrine n'avait pas encore posée en théorie. En matière fiscale elle a toujours proclamé que les amendes et confiscations ne sont pas des peines proprement dites mais plutôt des réparations civiles (Cass., 30 mai 1828. S. 1828.1.319. B. 1833.4.14). Peu de temps après les lois de 1844 et de 1857 sur les brevets d'invention et les marques de fabrique, elle admet le caractère de réparation civile de la confiscation en ces matières (Req., 9 mai 1859. D. 1859. 1.205). Elle admet aussi que la confiscation peut avoir en certains cas un caractère de mesure de police. A propos de l'application de la loi de 1851 sur les falsifications des denrées alimentaires, elle déclare que

1. C'est là un moyen empirique qui ne paraît pas pouvoir être recommandé scientifiquement. La vérité, c'est qu'il faut déterminer le but que la loi cherche à atteindre en édictant la confiscation, c'est le but qui donne à la mesure son véritable sens; d'ailleurs, pour reconnaître la confiscation-peine d'avec la confiscation-mesure de police, M. Laborde en revient lui-même à dire qu'il faut rechercher « la raison d'être de la confiscation ».

la confiscation ou plutôt la destruction des denrées nuisibles à la santé doit être ordonnée malgré l'acquiescement du prévenu « non plus comme une peine, « puisque le prévenu est déclaré non coupable, mais « comme *une mesure de précaution* que la loi a voulu « prescrire dans l'intérêt de la santé publique. » (Cass., 3 janv. 1857. S. 1857.1.39. B. 1857, n° 5).

Toutefois on doit ajouter que même à l'heure actuelle la jurisprudence ne semble pas faire des trois espèces de confiscations des catégories bien limitées. Elle admet que la confiscation reste dans tous les cas une peine et que les autres caractères ne sont pas des caractères exclusifs de l'idée de pénalité. Ainsi en matière de contributions indirectes et d'octroi on verra que les tribunaux considèrent que la confiscation a un caractère mixte à la fois peine et réparation civile. De même lorsque la confiscation affecte un caractère de mesure de police, elle ne cesse pas pour cela d'être une peine (Tr. cor. de Lyon, 10 juin 1886. D. 1889.3.55) (Cour de cassat., 10 décembre 1904. D. 1905. 1. 207.) A propos de la confiscation de faux poids prévue par l'article 481 paragraphe 1 du Code pénal, ce dernier arrêt décide « que cette disposition « est impérative et absolue ; *qu'indépendamment de son* « *caractère pénal*, elle constitue une mesure d'ordre « destinée à retirer du commerce des instruments de « pesage et de mesurage... » Voir autres arrêts chapitre IV, page 128.

De cette idée que la confiscation reste toujours une peine, la jurisprudence tire des conséquences qui sont parfois manifestement inadmissibles. C'est ainsi que le tribunal correctionnel de Lyon, dans son jugement du 10 juin 1886, cité plus haut (D. 1889. 3. 55), a décidé que la confiscation des boissons falsifiées nuisibles à la santé pourrait être prononcée contre un prévenu acquitté à raison de sa bonne foi, mais que, même en ce cas, elle conservait son caractère pénal et justifiait à ce titre une condamnation aux dépens contre le prévenu acquitté des autres chefs de la prévention (1).

1. Pour être d'ailleurs complet et impartial il faut ajouter que le Tribunal correctionnel de Lyon ne paraît pas du tout considérer que la confiscation-peine puisse avoir un caractère de mesure de police ; en particulier dans le cas de confiscation de marchandises nuisibles à la santé prévue par l'article 5 de la loi de 1851 (remplacée aujourd'hui par la loi de 1905) le Tribunal considère que la détention de ces marchandises est un délit contraventionnel, punissable malgré la bonne foi du prévenu et puni en fait par la confiscation.

CHAPITRE III

De la confiscation prononcée à titre de peine.

SECTION I

Examen des principales hypothèses où la confiscation peut être considérée comme prononcée à titre de peine.

Nous n'avons point à revenir ici sur le caractère général qui fait de la confiscation, en certains cas, une peine et qui consiste en ce que la confiscation est en ces cas, destinée à infliger au délinquant une souffrance pécuniaire venant s'ajouter à celle qui résulte déjà pour lui de la peine principale. Nous nous proposons de déterminer, d'abord, les principaux cas dans lesquels la confiscation peut être considérée comme une peine. Cette première étude un peu fastidieuse a cependant une importance qui n'est pas à dédaigner. Elle pose solidement les bases mêmes du sujet et empêche que la discussion abstraite qui peut suivre ne s'égare ; elle fournit à cette discussion un point d'appui dans les textes et dans les faits et

permet, au surplus, de connaître matériellement le sujet.

Il serait peut-être d'une bonne méthode d'étudier tous les textes relatifs à la confiscation et, le cas échéant, de les faire rentrer dans le groupe dont s'agit ou de les en rejeter. Mais ce serait un travail long et fastidieux ; il paraît préférable, après l'avoir accompli isolément, d'en énumérer les résultats acquis.

On peut d'abord citer comme un cas de confiscation-peine l'article 176 du Code pénal qui punit le commerce illicite de grains, vins et boissons fait par les fonctionnaires que l'article énumère (1). L'article 176 est d'un intérêt pratique bien peu considérable. Comme on l'a dit : « Cet article, quoique
« utile sans doute en lui-même, est du nombre de
« ceux qui sommeillent dans le code, et dont nulle
« application encore n'a éprouvé les dispositions et
« sondé les difficultés. »

On peut rapprocher de la disposition de l'article 176

1. Art. 176 : Tout commandant des divisions militaires, des départements ou des places et villes, tout préfet et sous-préfet, qui aura dans l'étendue des lieux où il a le droit d'exercer son autorité, fait ouvertement, ou par des actes simulés, ou par interposition de personnes, le commerce de grains, grenailles, farines, substances farineuses, vins ou boissons, autres que ceux provenant de ses propriétés sera puni d'une amende de 500 francs au moins, de 10.000 francs au plus, et de la *confiscation* des denrées appartenant à ce commerce.

du Code pénal le texte de la loi 46 (§ 2, de jure fisci, XXXIX, 14) qui défend, à peine de confiscation, aux *presedes* seu *procuratores* de faire aucune acquisition dans l'étendue des provinces qu'ils gouvernaient. « Quod a præside seu procuratore, vel
« quolibet alio in eâ provincia in qua administrat,
« licet per suppositam personam comparatum est,
« infirmato contracta vindicatur et aestimatio ejus
« fisco infertur, nam et navem id eadem provincia in
« qua quis administrat aedificare prohibetur. » De même, dans notre ancienne législation française, l'ordonnance de Charles IV du 5 février 1388, décidait « nous défendons aux sénéchaux, baillis et autres juges que par soi ni par personnes interposites, ils n'empruntent argent ou autre choses des subgez de leur sénéchaussée et bailliage ; qu'ils ne feront aucuns acquits d'héritages ou biens immeubles en leur sénéchaussée, bailliage ou administration, ne des subgez d'icelles quelque part que ce soit ; et s'ils font le contraire, le contrat sera réputé nul, et telles possessions ainsi acquises nous appartiendront... »

L'article 180 du Code pénal prononce la confiscation des choses qui auraient été livrées en vue de corrompre un fonctionnaire public. « Il ne sera jamais
« fait au corrupteur restitution des choses par lui
« livrées, ni de leur valeur : elles seront confisquées
« au profit des hospices des lieux où la corruption
« aurait été commise. » Cette confiscation, ainsi que

nous l'avons dit, peut être considérée comme une pénalité. L'exposé des motifs justifie cette disposition de la manière suivante : « Jamais le prix honteux de
« la corruption ne deviendra l'objet d'une restitu-
« tion ; la confiscation en sera prononcée au profit
« des hospices et ce qui était destiné à alimenter le
« crime tournera quelquefois du moins au soulage-
« ment de l'humanité. »

La pénalité est dirigée à la fois contre le corrupteur et contre le corrompu. En lisant l'article il semble que ce soit uniquement le corrupteur que l'on ait en vue. « Il ne sera jamais fait restitution au corrupteur » dit, en effet, le texte. Mais si l'on songe que déjà le droit civil, en vertu de la maxime « *nemo auditur turpitudinem allegans* » refuse toute action en restitution au corrupteur, on voit qu'en réalité la confiscation prévue par le Code pénal (1) n'ajoute pas grand'chose au droit commun contre le corrupteur. En somme la confiscation frappe peut-être encore plus directement le corrompu en l'empêchant de conserver ce qu'il a reçu (2).

Ce qu'il faut également retenir de l'article 180 comme chose assez remarquable c'est que la confis-

1. D'autant plus que cette confiscation ne peut être prononcée que si la chose a été livrée (Cass., 29 mai 1845. D. 1845.4.115).

2. Il ne faut pas négliger toutefois, en sens inverse, la personne du corrupteur. Sa culpabilité suffit à justifier la confiscation même si le corrompu ou plutôt celui qu'on avait tenté de corrompre est acquitté (Cass., 10 août 1854. D. 54, p. 200).

cation porte d'après l'article non seulement sur la chose même, mais sur *sa valeur* si la chose n'a pu être saisie matériellement (1).

On peut encore citer, à titre de confiscation-peine, la confiscation des marchandises falsifiées. Toutefois il y a lieu de distinguer, si les marchandises falsifiées sont nuisibles à la santé, il semble que la confiscation ne doive pas être considérée comme une peine. Les marchandises nuisibles à la santé constituent, en effet, par elles-mêmes un danger pour la santé publique, et il s'agit de les supprimer à tout prix, sans tenir compte de la personne du délinquant. C'est une mesure hygiénique et de police.

Au contraire si les marchandises ne sont pas nuisibles à la santé, leur confiscation apparaît légitimement comme une peine; elle ne saurait, en effet, avoir d'autre but que de punir l'auteur de la fraude d'avoir voulu tromper le public.

La législation sur les fraudes de marchandises est assez touffue. Notre ancienne jurisprudence rangeait dans la classe des faux les fraudes commises dans la vente des marchandises (2). L'article 423 du Code pénal de 1810 portait: « Quiconque aura trompé l'acheteur sur les titres des matières d'or et d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toutes marchandises... sera puni... etc...

1. Garçon. Code pénal annoté, art. 130, n° 9.

2. Farinacius (1554-1618). *Quaestio*, 150, n° 57. Chauveau et F. Hélie, v. p. 632.

« Les objets du délit ou leur valeur, s'ils appartiennent encore au vendeur, seront confisqués (1). »

C'était bien là une confiscation à titre de peine ; ce qui l'indiquait d'ailleurs c'était la restriction, que l'on retrouve du reste dans la législation postérieure, que, pour que la confiscation fût possible, il fallait que les choses appartiennent encore au vendeur. » Cet article unique a été singulièrement amplifié et détaillé par toute une série de lois postérieures et notamment par la loi du 27 mars 1851 tendant à la répression plus efficace de certaines fraudes dans la vente des marchandises, loi de 1851 qui elle-même a été remplacée par la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles (2). Il n'entre pas dans l'étude de notre sujet de faire l'examen des disposi-

1. Rapprochez loi du 16-22 juillet 1791, article 39 : « Les marchands ou tous autres vendeurs convaincus d'avoir trompé, soit sur le titre des matières d'or et d'argent, soit sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, seront, outre la *confiscation* des marchandises en délit et la restitution envers l'acheteur, condamnés à une amende de 1.000 à 3 000 livres et à un emprisonnement qui ne pourra excéder deux années » Ce texte est moins large que celui de l'article 423 du Code pénal. Il prévoit seulement la tromperie sur le titre des matières d'or et d'argent, et sur la qualité d'une pierre fausse.

2. Rappelons que l'article 15 de la loi du 1^{er} août 1905 substitue expressément les pénalités qu'elle prévoit aux dispositions de l'article 423. Code pénal et de la loi du 27 mai 1851 dans tous les cas où des lois postérieures renvoient aux textes des dites lois...

tions de cette grande loi de 1905 qui frappe, selon les circonstances et selon la nature des marchandises, le fraudeur de peines plus ou moins sévères. En nous en tenant strictement à la matière de la confiscation, notons que cette peine édictée déjà par la loi de 1791, en cas de tromperie sur le titre des matières d'or et d'argent et sur la qualité des pierres précieuses, édictée encore par l'article 423 du Code pénal susvisé, se trouve dans toute la législation postérieure et, en particulier, dans l'article 6 de la loi du 1^{er} août 1905 ainsi conçu : « Les objets dont
« les ventes, usage ou détention constituent le délit,
« s'ils appartiennent encore au vendeur ou déten-
« teur, seront confisqués... Si les objets confisqués
« sont utilisables, le tribunal pourra les mettre à
« la disposition de l'Administration pour être attri-
« bués aux établissements d'assistance publique... »

L'article 364 du Code pénal contient une autre application de la confiscation qui peut être considérée comme un cas de confiscation-peine. L'article prévoit l'hypothèse où un faux témoignage a été obtenu à prix d'argent ou à l'aide d'une récompense quelconque et décide : « Dans tous les cas ce que le
« faux témoin aura reçu sera confisqué ».

L'article 410 du Code pénal offre un nouveau cas de confiscation de nature plus douteuse. Il semble bien qu'en fin de compte la confiscation, dans les diverses hypothèses prévues par cet article, doive

être considérée comme une pénalité toutefois il faut reconnaître alors qu'elle présente des caractères bien exceptionnels en matière de pénalité. L'article 440 a pour but de punir ceux qui tiennent des maisons de jeux de hasard. Il édicte contre les tenanciers de ces maisons diverses peines et il termine ainsi : « Dans tous les cas, seront confisqués tous
« les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au
« jeu ou mis à la loterie, les meubles, instruments,
« ustensiles, appareils employés ou destinés au ser-
« vice des jeux ou des loteries, les meubles et les
« effets mobiliers dont les lieux seront garnis ou
« décorés. » De même l'article 477 du Code pénal décide (1) :

Déjà le droit romain prononçait la confiscation des sommes gagnées aux jeux, et des maisons où l'on avait joué (2).

Dans notre ancien droit une ordonnance de Louis XIII du 15 janvier 1629 portait, article 137 :
« Défendons à tous nos sujets de recevoir en leurs

1. Seront saisis et *confisqués* : 1° les tables, instruments, appareils des jeux ou des loteries dans les rues, chemins et voies publiques ainsi que les enjeux, les fonds, denrées, objets ou lots proposés aux joueurs dans le cas de l'art. 476 ; 2° les boissons falsifiées trouvées appartenir au vendeur et débitant : ces boissons seront répandues ; 3° les écrits ou gravures contraires aux mœurs : ces objets seront mis sous le pilon ; 4° les comestibles gâtés, corrompues ou nuisibles ces comestibles seront détruits.

2. Chauveau et F. Hélie. V. p. 526.

« maisons les assemblées pour le jeu que l'on nomme
« académies ou brelans, ni prêter ou louer leur mai-
« son à cet effet ; déclarant dès à présent que tous
« ceux qui y contreviendront et qui se prostitueront
« à un si pernicieux exercice, infâmes, intestables,
« et incapables de tenir jamais offices royaux ; en-
« joignons à tous nos juges de les bannir pour jamais
« des villes où ils seront convaincus d'avoir contre-
« venu au présent article. Voulons, en outre, que
« les dites maisons soient confisquées sur le proprié-
« taire, s'il est prouvé que le dit exercice y ait été
« fait six mois durant... »

On a vu quel'article 410 du Code pénal, s'il n'édicte plus la confiscation des maisons de jeux comme les anciennes législations, édicte encore celui des enjeux, et de tous les meubles, etc... garnissant les dites maisons.

En ce qui concerne les fonds ou effets exposés au jeu le législateur ne distingue point si ces objets appartiennent à la maison de jeu ou aux joueurs. Il confisque tout ce qui a été exposé au jeu. La confiscation des objets exposés au jeu et qui appartiennent au tenancier de la maison apparaît avec un caractère très net de pénalité et cadre sans difficulté avec les règles générales du droit pénal. En effet le tenancier de la maison de jeu est un délinquant c'est lui qui vise l'article 440 dans toutes ses dispositions, qu'il frappe d'emprisonnement et d'amende ; c'est contre

lui que la poursuite sera dirigée, c'est, en somme, lui le coupable légalement. Il est naturel que l'on confisque les choses qui lui appartiennent. Mais la loi confisque même les enjeux exposés par les joueurs. Or les joueurs ne sont pas des délinquants. Il est possible que moralement ils aient participé à une action reprehensible, mais d'après la loi ils ne sont pas incriminés. Tout d'abord, en effet, la loi, en dehors de la confiscation de leurs enjeux, ne les frappe d'aucune peine; s'il n'y avait encore que cela on pourrait dire que la confiscation est prononcée, ici, à titre principal quoiqu'en général elle ne le soit qu'à titre accessoire. Mais il y a plus. En dehors du tenancier de la maison la loi n'englobe personne dans la poursuite : les joueurs sont laissés de côté; ils ne seront pas partie à la procédure, ainsi la loi édicte la confiscation contre des personnes qui, peut être moralement coupables, sont toutefois légalement des tiers.

De même la loi édicte la confiscation de tous les meubles destinés au service des jeux ou qui garnissent la maison. La jurisprudence décide qu'il n'y a pas lieu de rechercher si ces objets appartiennent au tenancier de la maison ou à des tiers étrangers au délit; s'ils étaient ou non accidentellement affectés au jeu. La Cour de cassation a décidé, en ce sens, qu'une table de café sur laquelle un individu avait installé accidentellement un jeu de hasard devait être saisie et confisquée malgré les protestations du maître

de l'établissement qui n'avait pas participé à la tenue du jeu « ... attendu... qu'il importe peu que les tables appartiennent à un tiers étranger au délit ;
« qu'il résulte, en effet, de l'article 41 du Code pénal que, dans le cas où les instruments du délit
« doivent être confisqués, ils peuvent l'être alors
« même qu'ils n'appartiennent pas au condamné ;
« que la confiscation des appareils de jeux de hasard
« est, à la fois, une peine pour le contrevenant et une
« mesure de police et d'ordre public ayant pour but
« de retirer de la circulation tous les objets employés
« à l'usage illicite ou dangereux que la loi a voulu réprimer ; qu'en introduisant dans l'application de
« cette disposition des distinctions que le législateur a écartées, le jugement attaqué (Trib. de simple police du canton de Valence, 28 nov. 1892) a
« méconnu et violé les articles susvisés. » (Can. 25
« février 1893. O. 1894. 1:312.).

La règle en vertu de laquelle toutes les sommes exposées aux jeux et tous les objets garnissant les lieux où l'on joue doivent être confisqués sans égard à la personne du propriétaire a paru si extraordinaire qu'elle a amené certains auteurs à penser que la confiscation prévue par les articles 440 et 477 du Code pénal devait être considérée comme une mesure de police. L'arrêt dont nous venons de reproduire quelques attendus invoque lui aussi à propos de la confiscation dont s'agit, à la fois l'idée de peine et l'idée

de mesure de police (1). Cette manière de voir est certainement soutenable et elle expliquerait les caractères particuliers de la confiscation en matière de jeu. Toutefois on n'aperçoit vraiment pas toujours le danger que les objets dont la loi ordonne la confiscation font courir à l'ordre public. Par exemple, dans l'espèce sur laquelle la Cour de cassation a statué le 25 février 1893, on ne voit pas le danger intrinsèque qu'une table de café présente pour la société ; pourquoi telle table du café et pourquoi pas toutes les tables du café ? Ce fait que l'une d'entre elles a été choisie par un hôte de passage pour l'installation d'un jeu de biribi imprime-t-il à la table choisie un caractère intrinsèque de délictuosité ?

Nous pouvons trouver d'autres exemples de confiscation prononcée à titre de peine en dehors du Code pénal. On a ainsi l'habitude de considérer, — quoi qu'il pourrait y avoir discussion à cet égard, — comme une peine la confiscation édictée par l'arti-

1. L'arrêt d'ailleurs invoque un autre argument : la table sur laquelle le jeu de hasard (en l'espèce jeu de biribi) avait été installé pouvait être considérée comme l'instrument du délit et l'article 11 n'exige pas — tout au moins expressément — que l'instrument du délit soit la propriété du délinquant pour pouvoir être confisqué. Mais si cet argument est peut-être valable pour les objets qui garnissent la maison de jeu et qui peuvent être, *largo sensu*, considérés comme des instruments du délit, — il ne semble pas pouvoir s'appliquer aux sommes exposées au jeu qui constituent plutôt le *corps* que les instruments du délit.

cle 146 et par l'article 198 du Code forestier, en ce qui concerne les serpes, cognées, haches, scies et autres instruments ayant servi (art. 148) ou présumées devoir servir à l'enlèvement frauduleux de bois.

Les lois du 3 mai 1844 sur la chasse, et 15 avril 1829 sur la pêche, nous offrent, elles aussi, des exemples de confiscation que l'on paraît en droit de considérer comme prononcée à titre de peine. En particulier l'article 16 de la loi du 3 mai 1844: « décide que
« tout jugement de condamnation prononcera la con-
« fiscation des filets, engins et autres instruments
« de chasse... Il prononcera également la confis-
« cation des armes... »

Au surplus la confiscation, en matière de chasse, ne peut être considérée comme une peine que si les instruments confisqués ne sont pas prohibés; dans le cas où ils seraient prohibés, on s'accorde à reconnaître que la confiscation serait une mesure de police. Nous aurons, d'ailleurs, à revenir sur ce point.

Même au cas où les instruments ne sont pas prohibés, la Cour de Grenoble avait refusé de reconnaître à la confiscation le caractère de peine. (Voir Grenoble 20 déc. 1848. S. 1849, 2.665, 8 mars 1849 S. 1850 2.229). Elle avait, en se fondant sur certains textes de la loi de 1844, notamment sur l'article 16 qui ordonne la confiscation des armes même dans le cas où les délinquants sont restés inconnus, et qui décide que les individus qui ne représentent pas

les armes dont ils se sont servis pour commettre le délit doivent être condamnés à en payer la valeur, considéré que la confiscation, en matière de chasse avait le caractère de réparation civile. Mais cette manière de voir a été condamnée en Cassation (Cass. 6 juin 1850, S. 1850. 1.815. *Adde* Grenoble, 6 février 1850. S. 1850. 2.230).

SECTION II

Caractères spéciaux de la peine de la Confiscation.

Nous venons d'analyser ou d'indiquer, peut-être pas toutes, mais en tout cas, un assez grand nombre d'hypothèses où la confiscation peut être considérée comme prononcée à titre de peine. Il nous est possible, en nous reportant à ces hypothèses de dégager les caractères particuliers de cette peine qu'est la confiscation, c'est-à-dire que nous avons maintenant à nous demander si c'est une peine principale, accessoire ou complémentaire, une peine obligatoire ou facultative, une peine fixe ou susceptible de modération.

La peine de la confiscation apparaît dans toutes les hypothèses que nous avons passées en revue avec un caractère accessoire.

Dans aucun cas nous ne voyons la confiscation prononcée seule et à titre principal. Elle accompa-

gne toujours une peine principale d'amende ou d'emprisonnement. Toutefois la confiscation ne résulte pas de plein droit de ce que l'individu a été condamné à la peine principale, autrement dit la confiscation n'est pas une peine accessoire proprement dite. C'est une peine complémentaire. Elle doit être prononcée par le juge. Si le juge omet ou néglige de la prononcer elle ne pourra pas être appliquée.

Outre cela la confiscation apparaît très généralement avec un caractère obligatoire. C'est une peine complémentaire obligatoire (1). Les juges ne peuvent pas se dispenser de la prononcer. On peut se reporter en effet, aux diverses hypothèses que nous avons énumérées et l'on verra que les termes par lesquels le législateur édicte la confiscation sont en général impératifs. Tels ou tels objets, dit la loi, *seront confisqués*.

Enfin la confiscation, par sa nature même, ne comporte ni maximum ni minimum. Ce n'est pas une peine qui se proportionne, pour ainsi dire, à la qualité du délit. Les objets indiqués par la loi doivent être confisqués ; il ne saurait appartenir au juge de prononcer la confiscation de quelques-uns d'entre eux et d'en laisser d'autres de côté. A la rigueur on pourrait concevoir que la loi laissât cette liberté au juge. Toutefois étant donné que la loi prévoit, pour édic-

1. Voir loi 15 avril 1829. Un cas de confiscation facultative (art. 5).

ter la confiscation, que les choses à confisquer sont dans un rapport donné, avec le délit il paraît peut-être plus naturel de s'en tenir à cet élément objectif et d'admettre que les choses qui se trouvent dans le rapport voulu soient toutes confisquées. Il est certain que ce caractère donne à la pénalité une allure spéciale qu'il est impossible de méconnaître. Le juge n'est là que pour prononcer matériellement la confiscation ; c'est un organe de procédure, mais ce n'est point une conscience chargée d'apprécier et de mesurer la pénalité. La confiscation est une peine objective qui manque au principe d'individualisation cher aux criminologistes modernes. Et l'on comprend jusqu'à un certain point que l'on ait pu dire que la confiscation soit destinée à punir la chose même d'une sorte de participation criminelle qu'elle aurait prise à l'infraction.

Quoi qu'il en soit la confiscation-peine apparaît avec ce triple caractère d'être une peine : 1° complémentaire ; 2° obligatoire ; 3° fixe.

SECTION III

Conséquence du caractère pénal exclusif qu'affecte la confiscation en certains cas.

Du moment que la confiscation est une peine et dans tous les cas où elle est une peine elle doit être

soumise aux règles touchant la pénalité. Or toute peine suppose l'existence d'un texte législatif qui la formule, d'une infraction à cette règle, autrement dit d'un délit qui la motive, enfin l'existence d'un auteur responsable qui en subit l'application; on peut ajouter aussi d'un tribunal qui la prononce; mais ce dernier point rentre plutôt dans l'étude de la procédure relative à la confiscation et c'est là que nous le retrouverons.

Nous allons voir que toutes ces conditions doivent également être réalisées pour que la confiscation puisse être prononcée.

I. — Conséquence se rapportant à la pénalité elle-même.

En principe, dans notre droit moderne, une peine ne peut être édictée que par l'autorité législative (1). Au point de vue du droit pénal l'autorité législative a une double mission : 1° définir le délit, c'est-à-dire spécifier les hypothèses qui de fait constitueront un

1. Ce principe n'a pas toujours été admis; dans notre ancien droit existait un principe inverse celui de l'arbitraire des peines qui permettait aux juges de punir des faits non prévus par la loi, de choisir parmi les peines en usage celle dont l'application leur paraissait mieux convenir au délit, enfin de modifier, même en les aggravant les peines qu'ils avaient choisies.

délit; 2° établir la peine qui sera applicable à ce délit.

N'ayant pas à nous occuper ici du rôle de législateur au point de vue général nous n'avons pas étudié la première mission de la loi qui consiste à définir le délit, mais seulement la seconde qui consiste à établir la peine; et, nous restreignant à la peine de la confiscation, nous dirons qu'un délit étant donné, la peine de la confiscation ne pourra lui être applicable, que si un texte législatif spécial et exprès édicte la confiscation pour ce cas particulier.

I. — *Nécessité d'un texte législatif.* — Il faut d'abord que la confiscation soit édictée par un texte *législatif*.

L'article 44 ne le dit pas expressément en matière de délit, mais cela résulte suffisamment du caractère pénal de la confiscation. L'article 470, au contraire, en matière de contravention, décide formellement que la confiscation ne peut être prononcée que dans les cas déterminés par la *loi*.

Il résulte de là que la confiscation ne peut être édictée par un simple décret. La Cour de cassation l'a ainsi jugé à la date du 22 novembre 1838 (Sir. 1840. 1.446) en ce qui concerne un décret du 6 novembre 1813, relatif à la boulangerie de Lyon, dont l'article 12 interdisait d'établir des *regrats* de pains ou vente en seconde main de pains achetés chez un boulanger et prononçait la confiscation des pains saisis

en contravention. La Cour de cassation a déclaré que le décret n'était pas obligatoire sur ce point.

A plus forte raison la confiscation ne peut être valablement ordonnée par des arrêtés de l'autorité administrative. Ces arrêtés ne peuvent donner lieu qu'à l'application de l'amende édictée par l'article 471, n° 15, du Code pénal. Les jugements qui prononceraient la confiscation en se fondant sur de simples arrêtés administratifs commettraient un excès de pouvoir. (Cass., 24 nov. 1853. D. 1853. 1.336 ; 10 février 1854. D. 1855. 5.44 ; Cass., 18 juillet 1861. D. 1861. 1.452).

II. — *Nécessité d'un texte législatif spécial.* — Il faut, en second lieu, qu'il y ait un texte spécial qui édicte la confiscation.

Ce second point de vue, en ce qui concerne la matière de la confiscation pourrait paraître tout d'abord contraire aux dispositions de l'article 41 du Code pénal. On pourrait, en effet, en s'appuyant sur cet article être tenté de soutenir que la confiscation soit du corps, soit du produit, soit des instruments du délit est autorisée d'une façon générale en matière correctionnelle. Mais cette opinion qui a quelquefois trouvé crédit auprès de certains tribunaux n'est pas admissible (1).

Le texte de l'article 41 n'est pas, en effet, assez

1. Tous les auteurs sont d'accord sur ce point.

formel pour autoriser une semblable interprétation. Il se borne simplement à énoncer les objets sur lesquels la confiscation peut porter et à indiquer que la confiscation est une peine commune aux matières criminelles et correctionnelles. Mais quant à la question de savoir dans quels cas la confiscation peut être prononcée, le texte de l'article 44 est muet à ce sujet, et vouloir conclure de son silence à la possibilité pour le juge de prononcer la confiscation dans tous les cas serait exagéré, et contraire au principe que les textes qui prononcent une peine doivent être interprétés restrictivement.

En ce qui concerne la contravention la question ne saurait faire difficulté. Le texte de l'article 470 du Code pénal est formel. Les tribunaux de police ne peuvent prononcer la confiscation que dans les *cas déterminés* par la loi.

En définitive, qu'il s'agisse de crimes, de délits ou de contraventions l'on doit donc dire que la confiscation ne peut être prononcée que dans les cas où la loi l'édicte spécialement. L'article 44, aussi bien que l'article 470, ne constitue qu'une sorte de programme que le législateur se réserve d'appliquer ou de ne pas appliquer dans chaque hypothèse particulière (1).

1. L'opinion contraire créerait une différence entre les matières criminelles et correctionnelles d'une part et les matières contraventionnelles d'autre part. Pour les délits ou les crimes la confiscation serait

Quoique cette opinion ne paraisse pas douteuse, la Cour de Cassation a dû intervenir assez souvent pour casser des décisions qui avaient prononcé la confiscation en dehors des cas spécialement prévus par la loi. Et il ne faudrait pas croire que ces décisions ne se reproduisent plus; si, parmi elles, en effet, il y en a d'anciennes (Cass., 22 novembre 1838, S. 1840, 1.446. Cass., 21 avril 1824, B. N° 32. Cass., 10 février 1826, B. N° 80. Cass., 18 mai 1856, B. N° 212), il y en a aussi d'assez récentes. C'est ainsi que le 4 novembre 1899, la Cour de Cassation a cassé un arrêt de la Cour de Pondichéry du 15 juin 1899 qui avait prononcé la confiscation des instruments ayant servi à commettre un délit de coups et blessures, aucun texte spécial n'édicant la confiscation en pareil cas (Cass. Crim., 4 nov. 1899, D. 190, 1142. *Ad. Crim.*, 4 mai 1892, D. 1893, I. 24) (1).

toujours possible, pour les contraventions elle ne le serait que dans les cas déterminés par la loi. Cette différence, à la rigueur, pourrait, théoriquement s'expliquer, étant donné que les crimes et délits sont des faits, par hypothèse, plus graves que les contraventions; d'un autre côté, au point de vue des textes, on pourrait arguer, en faveur de ce système, que l'article 11 ne contient pas les expressions « dans les cas déterminés par la loi qui se trouvent dans l'article 470, et que cette omission est voulue ». Toutefois nous ne pensons pas que ces raisons puissent prévaloir contre celles invoquées au texte.

1. On trouvera un choix nombreux d'arrêts dans le *Code pénal* de Dalloz annoté par M. le Professeur Garçon, art. 11, n°s 6, 7, 8, 9, 10.

Jugé spécialement que la confiscation ne peut être prononcée pour

Il est à remarquer d'ailleurs que lorsque la Cour de Cassation se trouve en présence d'une décision qui prononce la confiscation dans des cas où elle ne peut pas l'être, la Cour ne renvoie pas, après cassation, la question à juger devant une autre juridiction ; elle casse simplement et annule *parte in quo* et par voie de retranchement la décision dont il y a pourvoi, toutes les autres dispositions de cette décision demeurant maintenues (1) (Cass., 4 nov. 1899. D. 1901. 1.142).

III. — *Obligation pour les juges de citer le texte de la loi.* — De ce que la confiscation est une peine

les délits prévus par l'article 433 (Cass., 1^{er} juill. 1814, D. Peine, 836)

Pour maraudages (Cass., 21 avril 1826, B. 80, D. vol. 444);

Pour contravention aux lois et règlements sur l'exercice de la pharmacie, remèdes secrets (Cass., 18 mai 1844, D. 45, l. 18, 6 mai 1854, S. 54, l. 592), contre ceux qui vendent des préparations médicamenteuses sans en avoir le droit (Cass., 15 nov. 1844, O. 45, l. 65);

Pour les objets volés ou achetés avec le produit du vol (Cass., 15 juin 1856, D. 56, l. 382, 12 nov. 1886, 2 arrêts, B. 378.380, 4 mars 1892, O. 93, l. 24);

Pour les pièces à conviction, meurtre ou assassinat (Cass., 12 nov. 1886 (B. 382), 5 janv. 1888 (B. 3), 22 déc. 1892 (B. 342), 6 février 1896, (D. 97, l. 206); coups (Cass., 13 mars 1891 (B. 67); viol (Cass., 3 février 1887, D. 87, l. 462);

Infanticide (Cass., 22 janv. 1887, (B. 147) *add.*, 13 juin 1899, D. 99.5.509).

1. Voir sur les cas de cassation sans renvoi et par voie de retranchement Dalloz (J. G. N^o Cassation, N^{os} 2233 et suivants. Supplément, *eodem verbo*, N^o 497 et suivants).

et qu'il est nécessaire qu'un texte de loi la prononce dans chaque cas spécial, résulte cette conséquence qu'il est également nécessaire que les juges citent expressément le texte sur lequel ils s'appuient (Arg. art. 195, 369 Cod. Inst. crim. Cass., 21 avril 1826, B. N° 80. Cass., 9 novembre 1893, D. 1895, 1. 21): « Attendu, « dit cette dernière décision, que l'arrêt pronon- « çant la confiscation des objets saisis se réfère au « procès-verbal qui spécifie qu'il s'agissait de 245 hec- « tolitres de maïs complètement achevés et de « 200 hectolitres de la même matière en cours de « fermentation, propres à être distillés, mais que « l'arrêt ne vise aucun texte de nature à justifier la « confiscation... ; qu'ainsi de ce chef la confiscation « prononcée manque de base légale et de motifs (1)... »

IV. — *Application de la loi la plus douce.* — En principe on sait que la loi n'a pas d'effet rétroactif ; toutefois on sait également qu'en matière pénale ce

1. On remarquera qu'il s'agit en l'espèce d'une confiscation en matière fiscale, matière où la confiscation est présentée en jurisprudence comme ayant un caractère mixte, à la fois peine et réparation civile. Ce ne peut être, quoique l'arrêt ne le dise pas nettement, qu'en s'appuyant sur le caractère pénal de la confiscation, que les juges ont exigé que le texte de loi fût nommément visé. Ne confondons pas, disons-le en passant, avec la question examinée au texte celle de savoir s'il faut une loi spéciale pour que la confiscation puisse être prononcée. Cette nécessité de fonds et non plus de procédure paraît s'imposer pour la confiscation-réparation civile de nature exorbitante comme pour la confiscation-peine.

principe souffre exception et que, par faveur pour le délinquant et probablement aussi dans un but d'intérêt social bien entendu, on applique au délinquant la loi la plus douce.

Ce principe de la non-rétroactivité de la loi mitigé par l'exception que nous venons d'indiquer s'applique à la matière de la confiscation-peine. La loi la plus douce, en matière de confiscation, ne peut être qu'une loi qui supprime la confiscation, et la loi la plus dure une loi qui l'établit. Il n'y a point, en effet, ici ces questions de *maximum* et de *minimum* qui, pour l'emprisonnement et l'amende, compliquent le problème de la non-rétroactivité de la loi. La confiscation, en effet, n'est pas susceptible d'un maximum et d'un minimum. Elle est créée, maintenue ou supprimée simplement.

En matière de confiscation on appliquera donc la loi nouvelle si elle supprime la confiscation, et on l'appliquera quoique le délit lui soit antérieur. On appliquera, au contraire, la loi ancienne, c'est-à-dire qu'on ne pourra pas prononcer la confiscation si elle n'est créée que par la loi nouvelle.

La question s'est posée devant les tribunaux, elle a été, à juste titre, résolue dans le sens que nous venons d'indiquer. On peut citer, à cet égard, un arrêt du 19 novembre 1891 de la Cour de Montpellier (D. 1892. 2. 167). Il s'agissait, en l'espèce, d'un délit de falsification de vins qui avait été poursuivi devant

le tribunal correctionnel de Céret en vertu des lois des 27 mars 1851 et 5 mai 1855. Ces lois prononcent la confiscation des marchandises falsifiées. Le tribunal n'avait pas cependant prononcé cette confiscation et il y avait en appel de ce chef par le Procureur Général. Entre temps était intervenue la loi du 11 juillet 1891 sur les boissons falsifiées qui n'édicte pas la peine de la confiscation. La Cour, en conséquence, décide : « Que la loi nouvelle, dérogeant à la législation antérieure, et ne prononçant pas la peine de la confiscation, il n'y avait pas lieu, dès lors, de s'arrêter à l'appel formé de ce chef par M. le Procureur Général. »

V. — *Impossibilité de substituer à la peine de la confiscation une autre peine.* — Ce principe peut être rattaché à l'idée que la confiscation est une peine. La peine n'étant plus dans notre droit laissée à l'arbitraire des juges, il en résulte que ceux-ci doivent prononcer la peine telle qu'elle est édictée par la loi. La peine n'est pas susceptible d'un succédané judiciaire.

La question s'est surtout posée en ce qui concerne la substitution de la valeur de l'objet même lorsqu'il est reconnu que la confiscation est impossible. Même en ce cas, toutes les fois que la confiscation doit être considérée comme une peine et exclusivement comme une peine, il ne faut pas hésiter à dire que le prévenu ne peut être condamné au paiement de la valeur de l'objet aux lieu et place de la confiscation.

Lorsque la confiscation pourra être considérée comme une réparation civile, il en sera peut-être autrement. Mais ce serait anticiper sur nos explications ultérieures que d'examiner ce point maintenant. Bornons-nous à l'hypothèse d'une confiscation-peine.

La manière de voir que nous venons d'indiquer est en général adoptée par les auteurs. MM. Chauveau et F. Hélie écrivent à cet égard : « C'est par suite du
« même principe (caractère pénal de la confiscation)
« qu'on doit décider que les juges ne peuvent con-
« vertir la confiscation de l'objet du délit en une con-
« fiscation de sa valeur ; car cette confiscation est
« une peine particulière dont ils ne peuvent altérer
« la nature. Elle se résume, à la vérité, en une peine
« pécuniaire, mais elle a pour but de frapper un
« objet déterminé, l'instrument ou le fruit du délit,
« et le but ne serait point atteint si l'inculpé était
« admis à en offrir le prix (1). »

Il importerait peu, au surplus, que le condamné consentît à payer la valeur de la chose au lieu de représenter la chose même. Il s'agit, ici, d'un principe d'ordre public qui s'impose aux parties elles-mêmes (2).

Nous croyons que l'on peut dire, — malgré qu'il y ait eu discussion sur ce point, — que la jurisprudence

1. Chauveau et F. Hélie. *Théorie du Code pénal*, 6^e édition, I, p. 238 ;
Blanche. *Études sur le Code pénal*, VII, n^o 24 ; Ortolan. *Éléments de
droit pénal*, n^o 1578 ; Laborde. *Cours de Dr. Crim.*, p. 214, n^o 332.

2. V. Garçon. *Code pénal annoté*, art. 11, n^o 31.

consacre en général les idées que nous venons d'indiquer. Il est certain que l'on peut citer des décisions qui admettent la possibilité pour les juges de substituer à la confiscation en nature le paiement de la valeur de l'objet ; mais ces décisions se rencontrent surtout en matière de contrefaçon, de contributions indirectes et d'octroi, c'est-à-dire dans des matières où l'on verra que la jurisprudence considère que la confiscation n'a pas les caractères exclusifs d'une peine mais peut être considérée comme une réparation civile.

Au contraire lorsque le caractère pénal de la confiscation ne pouvait être douteux, la jurisprudence considère que la confiscation en nature ne peut ni ne doit être remplacée par le paiement de la valeur de la chose. C'est ce qu'a décidé, en matière forestière, un arrêt de la Cour de cassation du 11 juin 1840 (Sir. 1840.1.969) : « Attendu que le paragraphe 2 de
« l'article 198 du Code forestier qui ordonne, dans les
« cas prévus par le paragraphe 1^{er} du même article, la
« confiscation des scies, haches, serpes, cognées et au-
« tres instruments dont les délinquants et leurs com-
« plices seraient trouvés nantis, n'autorise pas les
« tribunaux à substituer à ces instruments, quand ils
« n'ont pas été saisis, une valeur estimative dont la
« condamnation serait prononcée pour tenir lieu des
« instruments eux-mêmes ; que cette disposition, qui
« n'est pas dans la loi, *présenterait les caractères d'une*
« *nouvelle peine ajoutée arbitrairement à celle que*

« *la loi a prononcée...* » (*Add. Cass.*, 13 février 1847, « D. 1847.1.85 » (1)).

La loi a, elle-même, apporté quelquefois exception au principe que la confiscation doit porter sur la chose même et non sur sa valeur. C'est ainsi que l'article 16 de la loi du 3 mai 1844 sur la chasse décide que « si les armes, filets, engins ou autres « instruments de chasse n'ont pas été saisis, le délinquant sera condamné à les représenter ou à en « payer la valeur, suivant la fixation qui en sera faite « par le jugement, sans qu'elle puisse être au-dessous « de 50 francs. » Cette disposition exceptionnelle s'explique par ce fait qu'en matière de chasse la loi décide que les délinquants (qui sont souvent des individus dangereux) ne peuvent être « ni saisis ni désarmés » (art. 25, loi du 3 mai 1844). Les délinquants peuvent ainsi facilement se soustraire à la pénalité de la confiscation en nature; ils n'ont qu'à refuser de laisser saisir leur arme. La confiscation risquait, de cette façon, de rester lettre morte en matière de chasse si la loi n'avait pris soin de permettre au juge de condamner le délinquant à représenter son arme ou à en payer la valeur. Si donc l'arme n'a pas été saisie, le délinquant aura l'option ou de déposer son arme au greffe, ou d'en payer l'estimation faite par le

1. Un arrêt plus ancien de Cassation avait décidé le contraire. *Cass.*, 22 fév. 1822, B , 33. Voir également un arrêt de Metz, 22 septembre 1835, *Sir.* 37.2.117.

jugement (C. Limoges, 26 mars 1857. 1859.2.359) (1).

De même l'article 433 du Code pénal, aujourd'hui abrogé, décidait que, en cas de tromperie sur la marchandise, « les objets du délit *ou leur valeur* seront confisqués ». Il est à remarquer que l'article 6 de la loi du 1^{er} août 1905 ne contient pas l'expression « ou leur valeur ».

L'article 180 du Code pénal semble bien indiquer aussi que dans le cas de corruption ou de tentative de corruption d'un fonctionnaire public la confiscation peut porter sur la valeur des objets livrés (2).

VI. — *Prescription de la peine.* — En général l'objet à confisquer aura été préalablement saisi et mis sous main de justice. La décision qui, par la suite, en prononcera la confiscation pourra s'exécuter immédiatement et sans difficulté. Lorsque nous étudierons la procédure et les effets de la confiscation, nous verrons que cette saisie préalable n'est pas, en général, considérée comme indispensable pour que le tribunal puisse prononcer la confiscation. Si donc les juges ont prononcé la confiscation sans que l'objet ait été saisi, il y aura lieu évidemment à exécuter

1. Cette disposition a d'ailleurs l'inconvénient de permettre au délinquant de substituer à son arme une autre de bien moindre valeur, d'où l'industrie « des fusils de greffe ».

2. Voir Garçon, *Code pénal annoté*, art. 180, n° 9. Voir également art. 429. Nous reviendrons sur ce dernier article à propos de la propriété littéraire et artistique.

le jugement qui, sur ce point, pourra rencontrer des résistances plus ou moins grandes. C'est alors que la question de prescription devient intéressante. Pendant combien de temps le jugement pourra-t-il être ramené à exécution ?

Le jugement de confiscation ayant pour effet de transférer à l'État la propriété des choses confisquées, on aurait pu soutenir que l'État devenu propriétaire jouissait de l'action de revendication. En poursuivant la mainmise sur la chose il n'exécutait pas un jugement de condamnation pénale, lequel, on le sait, ne peut être exécuté que pendant vingt, cinq ou deux ans ; il exerçait un droit de revendication, lequel ne peut être paralysé que par suite de l'écoulement du délai de trente ans prévu au Code civil. Cette manière de raisonner qui a prévalu, ainsi que nous le verrons plus tard, lorsqu'il s'est agi de savoir si le jugement prononçant la confiscation pouvait être exécuté contre les héritiers du délinquant, n'a pas, au contraire, prévalu lorsqu'il s'est agi de savoir pendant combien de temps le jugement pouvait être exécuté. On a alors soumis le jugement aux règles de la prescription des peines (art. 635, 636, 639 S. cr.).

Ce sont ces idées qui sont appliquées en matière d'amende et qui, acceptées par tous les auteurs et par la jurisprudence, doivent être étendues à la peine de la confiscation (1).

1. Voir Garraud, II, p. 227, n° 444.

II. — Conséquences se rapportant à la
personne punissable.

N° 1. — *Le Délinquant.*

La confiscation, dans les cas où elle est considérée comme peine, est destinée, avons-nous dit, à infliger au délinquant une souffrance venant s'ajouter à celles qui résultent déjà pour lui de la peine principale. Cela étant, il serait contradictoire de prononcer la confiscation lorsqu'il n'y a point de délinquant pour en pâtir ou lorsque le délinquant est acquitté. Nous devons examiner à cet égard plusieurs hypothèses : il se peut ou que le délinquant ne soit pas connu, ou qu'étant connu il ne puisse être condamné (acquittement ou décès du délinquant).

I. — *Le délinquant inconnu.* — Nous n'envisageons point ici l'hypothèse où le délinquant est simplement en *fuite*. En ce cas on ne peut pas dire que le délinquant soit inconnu ou, en tout cas, on ne peut pas le dire toujours. Il est possible que la culpabilité du délinquant en fuite ait pu être suffisamment établie pour que les juges aient cru devoir prononcer une condamnation. Cette condamnation sera par défaut, peu importe. Si, en pareil cas, certains objets dont la loi prononce la confiscation, ont pu être saisis, il paraît certain que les tribunaux pourront, statuant toujours naturellement par défaut, prononcer la peine

de la confiscation. La fuite du prévenu n'est donc pas un obstacle inéluctable à la confiscation des objets abandonnés par lui.

Mais il se peut qu'une instruction ait été ouverte contre X..., et que l'on ne soit point parvenu à découvrir le coupable. Le délinquant est donc, en ce cas, proprement inconnu. Cependant certains objets qui sont avec le crime ou le délit dans l'état de relation fixé par l'article 11 sont là, sous la main de justice, déposés au greffe comme pièces à conviction, — pourra-t-on les confisquer ? On a l'habitude d'enseigner que la confiscation ne peut pas être prononcée contre un délinquant inconnu. Il semble, en effet, que la peine soit destinée en ce cas à fonctionner à vide. Toutefois on peut se demander si ce point de vue est exact. Sans doute, en fait, l'instruction dirigée contre X..., et qui n'aura pas abouti à la découverte du coupable, sera abandonnée et classée en ce qui concerne la condamnation principale, mais en ce qui concerne la confiscation pourquoi ne la prononcerait-on pas ? Elle ne porterait pas à faux puisqu'elle porterait sur un objet appartenant au délinquant ; qu'importe que ce délinquant soit inconnu. Il n'en sera pas moins atteint par la perte de l'objet (1).

1. Voir Laborde (*Cours de D. Crim.*, p. 212, n° 326, note I), qui paraît admettre comme une chose incontestable et même habituelle dans la pratique que la confiscation puisse être prononcée contre un délinquant inconnu.

Nous ne pensons pas toutefois que cette opinion doive être suivie. Du moment que la confiscation est une peine, il faut lui appliquer les principes ordinaires sur la pénalité. Au surplus, lorsque le délinquant est inconnu, on ignore tout de sa personnalité. C'est peut-être un mineur, un fou. Présent il aurait été acquitté. Pas plus qu'on ne peut prononcer la confiscation, à titre de peine, contre un délinquant acquitté ; pas plus ne doit-on pouvoir la prononcer contre un délinquant inconnu.

II. — *Délinquant décédé. Renvoi.* — Il résulte du principe de la personnalité des peines que la confiscation-peine ne peut être prononcée après la mort du délinquant. Cela résulte, pour toutes les peines en général, de l'article 2 du Code d'instruction criminelle dont le texte est d'ailleurs relatif. Nous inspirant de cet article, nous renvoyons l'étude de la question au moment où nous étudierons les causes d'extinction de l'action tendant à la confiscation.

III. — *Prévenu acquitté.* — Il se peut que le prévenu soit acquitté pour des raisons fort diverses. C'est ainsi tout d'abord qu'il est possible que, quoique la matérialité du fait soit établie, l'individu poursuivi soit reconnu n'en être pas l'auteur. Quel en est l'auteur ? quoiqu'il existe évidemment, on ignore qui il est. Nous retombons alors, en ce cas, dans l'hypothèse que nous examinions précédemment, c'est-à-dire dans celle où le délinquant est inconnu. Il

paraît donc inutile d'insister à nouveau sur ce point.

Mais il est possible que, tout en étant l'auteur matériel de l'infraction, le délinquant soit acquitté.

En ce qui concerne les causes d'acquittement, il ne paraît y avoir aucune raison de ne pas admettre, en matière de confiscation, toutes les causes d'acquittement que l'on admet généralement en matière pénale. C'est ainsi que le non discernement chez le mineur de 18 ans, la démence, la contrainte, etc., pourront être invoqués par le délinquant, avec cette remarque toutefois que la légitime défense ou l'ordre de la loi et de l'autorité légitime n'ont guère lieu de trouver application à propos des délits qui peuvent entraîner confiscation. C'est ainsi encore que le délinquant pourra invoquer la bonne foi.

Quels sont les effets de l'acquittement? Il convient de poser bien exactement la question.

Le prévenu est poursuivi pour un délit pouvant entraîner, outre la pénalité de droit commun (amende, emprisonnement), la confiscation de tels ou tels objets. Le prévenu est reconnu non coupable de ce délit, il est acquitté, c'est-à-dire qu'on ne peut prononcer aucune peine contre lui et qu'il doit être renvoyé indemne de la poursuite. La confiscation étant supposée, par hypothèse, une peine, la logique veut qu'elle ne puisse être prononcée. On dit souvent qu'elle ne peut pas être prononcée parce qu'elle est une peine accessoire et qu'elle suppose l'existence

d'une peine principale, mais il paraît inutile d'invoquer le caractère accessoire de la peine de la confiscation pour expliquer qu'elle ne puisse pas être prononcée en cas d'acquittement. Il suffit simplement d'invoquer son caractère pénal. Sans doute, en fait, la confiscation, dans notre droit actuel, a un caractère accessoire, mais on pourrait concevoir, en législation, qu'elle fut, au contraire, une peine principale. En ce cas elle ne pourrait pas davantage être prononcée s'il y avait acquittement.

Comme nous l'avons dit, il serait contradictoire d'admettre que dans certains cas la confiscation a le caractère d'une peine et de reconnaître, en même temps, aux juges le droit de la prononcer dans ces mêmes cas malgré l'acquittement. Ce point de vue est très généralement accepté par les auteurs et reconnu depuis longtemps par la jurisprudence (Cass., 15 mars 1828, B. N° 78, 1^{er} avril 1854, B. N° 96). En résumé, ainsi que le disent MM. Chauveau et Faustin Hélie, « la confiscation ne peut être prononcée qu'à la suite d'une déclaration de culpabilité » (1).

1. Chauveau et F. Hélie. *Théorie du Code pénal*, t. I, p. 238, 6^e édition. Ces auteurs formulent le principe d'une façon générale sans le restreindre aux cas où la confiscation est une peine. Toutefois ils reconnaissent que certaines lois spéciales prononcent la confiscation sans condamnation préalable et ils considèrent alors ces lois comme apportant une exception à la règle. Cela vient de ce que ces auteurs n'apercevaient point encore d'une façon nette la distinction de principe entre les diverses espèces de confiscations.

Il convient cependant de signaler ici, à cause du nom de son auteur, une théorie d'après laquelle la confiscation pourrait toujours être prononcée dès que la preuve du délit serait faite matériellement et alors même que le délinquant serait acquitté.

Blanche (1), dans ses *Études pratiques sur le Code pénal* (t. I, n^{os} 80 et suivants), examinant cette question écrit, en effet... « J'ai reconnu que la confiscation était une peine ; mais en même temps, j'ai « démontré, en m'appuyant sur la jurisprudence de « la Cour de Cassation, que c'était une peine d'une « nature particulière qui affectait plus la chose qui « en était l'objet que la personne à raison de laquelle elle était prononcée.

« Je serai le premier à soutenir qu'en vertu de l'un « de ces principes, la confiscation ne pourra être « ordonnée par les tribunaux que dans le cas où la « preuve du crime ou du délit dont elle est l'une « des peines sera acquise. Mais le second ne m'autorise-t-il pas à croire qu'elle devra être appliquée dès que cette preuve sera faite ? Si, par sa nature particulière, la confiscation affecte plus la chose que la personne, pourquoi ne serait-elle pas prononcée par les juges dès qu'il serait reconnu que la chose est reprochable, c'est-à-dire qu'une infraction ayant été commise elle en est

1. Blanche. *Études pratiques sur le Code pénal*, 1, n^o 82.

« soit le corps, soit le produit, soit l'instrument ? »

L'éminent auteur cite, en sa faveur, deux arrêts de la Cour de cassation : l'un du 3 janvier 1857 (S. 57.1.39), l'autre du 12 juillet 1860 (S. 1860.1.1017). Ces deux arrêts statuent : le premier sur une confiscation de vinaigres falsifiés par l'addition d'acide sulfurique et reconnus nuisibles à la santé, le second sur une confiscation de denrées falsifiées mises hors du commerce par les articles 1 et 3 de la loi du 27 mars 1851 et le paragraphe 3 de l'article 5 de la même loi. Dans les deux cas la Cour de Cassation ayant reconnu que la confiscation pouvait être prononcée malgré l'acquiescement du prévenu, Blanche en déduit que les magistrats ont dû reculer devant le principe qu'ils avaient posé, en d'autres circonstances, à savoir que la confiscation, étant une peine, ne pouvait être prononcée que contre un individu reconnu coupable ; et il conclut : « Sans doute elle (la jurisprudence) ad-
« met, en principe, que la confiscation ne doit être
« prononcée qu'accessoirement à une condamnation
« principale, mais ce principe, elle cesse de l'appli-
« quer lorsqu'il compromet trop ouvertement l'ordre
« public.

« Pour moi, je le répète, je suis tenté de croire qu'il
« suffit que l'existence de l'infraction soit prouvée
« pour qu'il y ait lieu, en *toute matière*, à prononcer
« la confiscation. J'applique à *toutes les espèces* les
« principes des deux arrêts que je viens de rappeler. »

Il est manifeste que Blanche confond les hypothèses où la confiscation est prononcée exclusivement à titre de peine (hypothèses qui seules nous occupent en ce moment) et celles où la confiscation est prononcée à titre de mesure de police. La distinction, nous l'avons dit, n'était pas posée avec précision à l'époque où Blanche écrivait (1), et, faute de ce critérium, on faisait prédominer arbitrairement, c'est-à-dire d'une façon trop générale, tantôt le caractère de peine, tantôt le caractère de mesure de police. C'est ce qui est arrivé à Blanche ; il a étendu à toutes matières une solution qui n'était acceptable et que d'ailleurs la jurisprudence appliquait, en quelque sorte, d'instinct, que pour les matières où la confiscation affectait le caractère d'une mesure de police.

Nous avons cru devoir exposer, avec quelques détails, l'opinion de Blanche, d'abord, comme nous l'avons dit, à cause du nom de son auteur, ensuite parce qu'elle fait bien apercevoir l'importance qu'il y a à préciser nettement les caractères de la confiscation, et enfin parce qu'elle constitue une contribution intéressante à l'étude de la formation du principe qui distingue les diverses espèces de confiscation.

L'opinion de Blanche paraît être restée isolée. Il paraît admis de façon générale, aujourd'hui, que la

1. Voir ce que nous avons dit plus haut en étudiant l'historique de la distinction.

confiscation, lorsqu'elle est une peine, ne peut être prononcée s'il y a acquittement. C'est en ce sens qu'assez récemment encore la Cour de Montpellier a statué par un arrêt du 18 février 1892, rendu en matière de falsification de vins (D. 1892.2.191) :
« Attendu... qu'en cas d'acquittement du prévenu, à
« raison de sa bonne foi, il ne peut y avoir lieu à
« confiscation des objets falsifiés que par mesure de
« police ou de salubrité publique lorsqu'ils sont re-
« connus nuisibles à la santé (1). »

N° 2. — *Les Tiers.*

On peut diviser les tiers qui n'ont pas participé au délit en trois groupes que nous aurons d'ailleurs à retrouver encore une fois lorsque nous étudierons la confiscation-mesure de police : les tiers absolument étrangers à l'infraction, les personnes civilement responsables et les héritiers. Aucun de ces trois groupes ne doit pouvoir être atteint par la confiscation-peine.

I. — *Tiers complètement étrangers à l'infraction.* —

1. Rapprochez les décisions rendues en matière de propriété littéraire et artistique (Ainsi : Cass., 29 décembre 1882, D. 1884.1.369. Crim., 23 juin 1893, D. 1893.1.616). On sait que la jurisprudence, en matière de propriété littéraire et artistique, considère la confiscation comme une peine.

Il convient de montrer comment se pose la question à leur égard. Il faut supposer que le délinquant n'est pas propriétaire des objets qui constituent le corps ou les instruments du délit et que ces objets appartiennent à un tiers qui n'a participé, en aucune manière, à l'infraction. Il s'agit de savoir si ce tiers aura le droit de s'opposer à la confiscation ou s'il devra subir cette confiscation, contre-coup d'un délit commis par un étranger, et si, par conséquent, il sera réduit à une action en dommages-intérêts très généralement inefficace contre l'auteur du délit.

Il semble que posée en ces termes la question soit toute résolue. Du moment que la confiscation est une peine, — dans les cas naturellement où elle est considérée comme telle, — elle ne peut porter que sur une chose qui appartient au délinquant. La confiscation est destinée à être un surcroît de pénalité pour le délinquant. Or si on confisque une chose qui ne lui appartient pas et qu'il ne détenait qu'accidentellement et peut-être illégitimement, quelle punition lui inflige-t-on ? de quoi le prive-t-on ? d'une chose dont il n'est pas propriétaire et que, normalement, par le jeu du droit commun, il aurait dû rendre. La confiscation ne l'atteint pas. Pourquoi s'attacher à ce fait accessoire et sans portée juridique que la chose était entre ses mains au moment du délit ? En réalité par-dessus la tête du délinquant non propriétaire, c'est le non-délinquant propriétaire que

l'on atteindrait. La peine frapperait à faux. A s'en tenir donc aux principes de logique il ne serait pas douteux que, sans qu'il y ait à distinguer entre le corps, les instruments ou le produit du délit, on devrait dire qu'une des conditions essentielles de la confiscation est que la chose, pour être confisquée, doit être la propriété du délinquant.

Mais il y a les textes. L'article 11 du Code pénal, d'une part, formule le principe que la chose doit appartenir au délinquant, seulement pour le corps du délit ; l'article 11 ne signale pas cette condition lorsqu'il s'agit des instruments ou du produit du délit. D'autre part, l'article 11 est spécial aux délits, et l'article 470 du Code pénal relatif à la confiscation en matière de contravention ne répète pas la condition dont s'agit. Aussi se demande-t-on : 1° s'il faut étendre la condition de propriété du *corps* du délit au produit et aux instruments du délit ; 2° s'il faut l'étendre à la matière des contraventions. Distinguons donc.

A. — *Matière délictuelle.* — a) *Corps du délit.* — Ici il n'y a aucun doute. Le texte de l'article 11 est formel. La chose qui forme le corps du délit doit appartenir au délinquant. On pouvait trouver une application de cette idée de l'article 423 du Code pénal relatif aux tromperies sur les marchandises vendues. Aujourd'hui cet article est abrogé par l'article 14 de la loi du 1^{er} août 1905 « sur la répression

des fraudes dans la vente des marchandises »... Mais dans l'article 6 de la même loi on peut voir une application du principe formulé en termes généraux par l'article 11 du Code pénal. Cet article 6 est, en effet, ainsi conçu : « Les objets dont les vente, usage « ou détention constituent le délit, *s'ils appartiennent encore au vendeur ou détenteur*, seront confisqués. »

L'hypothèse prévue est que le détenteur était propriétaire mais a cessé de l'être. Ainsi — et cela est logique — la confiscation est impossible non seulement lorsque le détenteur n'était pas propriétaire au moment où l'infraction a été constatée mais encore lorsque, tout en étant propriétaire à ce moment, il a cessé de l'être et ne l'était plus au moment où la confiscation pouvait être prononcée. En effet, dans un cas comme dans l'autre, la peine de la confiscation, si elle était prononcée, risquerait d'atteindre un innocent (1).

1. Il y a lieu de remarquer que dans le cas particulier de vente, l'objet aura cessé d'appartenir au vendeur. On peut toutefois supposer que l'acheteur ait refusé de prendre livraison ou que la vente ait été annulée (Voir Dalloz, J. G., *Industrie et Commerce*, 244). Au surplus, en cas de falsification, les choses peuvent être saisies également sur l'acheteur de mauvaise foi qui se trouve, par le fait de sa détention, délinquant aussi bien que le vendeur. Cependant si l'acheteur a donné à la chose une destination qui lui enlève son caractère illicite et constitue un motif légitime de détention, on se trouve dans

Il ne faudrait pas d'ailleurs que le détenteur sentant l'imminence de la confiscation se fût débarrassé de la chose par une vente frauduleuse (Cr., 15 mai, 1856. D. 1856.1.287). En ce cas les juges pourraient ne pas tenir compte de la vente et prononcer la confiscation.

b) *Instruments du délit.* — Il ne paraît y avoir aucune bonne raison d'établir, en ce qui concerne la condition de propriété, une règle différente pour le corps du délit d'une part et d'autre part pour les instruments du délit. Du moment que l'objet qu'il y aurait lieu normalement de confisquer (corps ou instrument) n'appartient pas au délinquant, il conviendrait de le restituer à celui à qui il appartient. Autrement la peine de la confiscation, aussi bien pour l'instrument que pour le corps du délit, porterait à faux, et manquerait au principe de la personnalité des peines.

La plupart des auteurs (1) toutefois et la jurisprudence sont en sens inverse. L'article 11, en effet, en ne parlant de la condition de propriété qu'en ce qui concerne la confiscation des instruments du délit a paru imposer la confiscation des instruments du délit en tout état de cause. Les auteurs même qui,

l'hypothèse de l'art. 4 de la loi du 1^{er} août 1905 et la confiscation ne peut pas être prononcée. (Voir sous l'empire de la loi de 1851 (Daloz J. G., *Vente de substances falsifiées*, n° 86).

1. Blanche (I, n° 74), Chauveau et Faustin Hélie (I, p. 239, n° 137.

comme Laborde (*Cours de dr. crim.*, p. 213, n° 331), déclarent que le motif de distinguer, à cet égard, entre le corps et les instruments du délit échappe à l'analyse, n'en admettent pas moins la distinction, en s'inclinant devant le texte de l'article 11 du Code pénal.

Certains auteurs, comme Laborde que nous venons de citer, apportent toutefois des restrictions au principe que les instruments peuvent être confisqués, quel que soit le propriétaire. Laborde considère qu'en ce qui concerne les instruments l'article 11 a, sans doute, voulu établir une présomption de faute à la charge du propriétaire et que ce dernier peut détruire cette présomption par la preuve contraire, auquel cas il évitera la confiscation.

Certains autres admettent que la confiscation doit être prononcée quel que soit le propriétaire, mais que le propriétaire, s'il est étranger au délit, aura le droit de revendiquer l'objet qui lui appartient. C'est ainsi que l'on pense concilier le texte de l'article 11 du Code pénal et le respect dû à la propriété.

Mais, en réalité, aucune de ces opinions moyennes ne paraît admissible et il faut ou admettre que la confiscation doit être définitivement prononcée sans égard pour la personne du propriétaire, ou admettre qu'elle ne peut pas l'être si le propriétaire n'est pas le délinquant.

La jurisprudence accepte, nous l'avons dit, la pre-

mière solution (Cass., 26 mars 1835, B. n° 110). Elle la pousse même aussi loin que possible. Ainsi elle admet, en matière de chasse, que le fusil doit être confisqué alors même qu'il aurait été remis au délinquant comme garde nationale.

c) *Choses produites par le délit.* — On conçoit assez difficilement que la question que nous examinons, à savoir si la confiscation est possible malgré que la chose appartienne à autrui, puisse se poser dans la pratique à propos des choses produites par le délit.

Les choses produites par le délit constituent le bénéfice illicite procuré par le délit. De deux choses l'une : ou bien la chose appartenait à autrui et le délit a consisté à lui soustraire la possession de la chose, et dans ce cas aucun texte de loi ne prononcera la confiscation. La chose sera purement et simplement restituée au propriétaire. C'est ce qui se produira en cas de vol, d'abus de confiance. Ou bien la chose n'appartenait encore à personne (gibier pris à la chasse...), alors la question de propriété ne se présentera pas. Le législateur pourra prononcer la confiscation quitte à déterminer l'emploi qui devra être fait de la chose confisquée.

B. — *Matière contraventionnelle.* — L'article 470 ne reproduit pas la condition de propriété indiquée dans l'article 11 du Code pénal. Aussi en conclut-on que cette condition n'est pas exigée lorsqu'il s'agit d'une confiscation à propos de contravention. L'opinion

générale est en ce sens, mais il faut avouer que si cette opinion a peut-être pour elle le texte de l'article 470, elle ne se justifie pas en logique (1).

II. — *Personnes civilement responsables.* — On a l'habitude d'étudier à part cette catégorie de tiers. C'est peut-être parce qu'il aurait pu sembler qu'ils ne sont pas complètement étrangers à l'infraction. La chose qu'il s'agit de confisquer et qui leur appartient est trouvée entre les mains d'une personne qu'ils doivent surveiller (parents vis-à-vis du mineur) ou qu'ils ont choisie (maître ou commettant vis-à-vis de leurs domestiques ou préposés). On pourrait soutenir qu'ils ne sont pas complètement indemnes de tout reproche et, à la rigueur, l'on pourrait concevoir qu'ils subissent la confiscation de la chose qu'ils ont confiée à une personne dont ils n'étaient pas sûrs. Néanmoins ce défaut de surveillance ou ce mauvais choix n'étant pas et ne pouvant pas être considéré comme une co-participation effective du délit, on doit admettre que les personnes susvisées (père, mère, maître ou commettants) sont bien responsables des conséquences civiles du délit mais qu'elles doivent demeurer indemnes des conséquences proprement pénales telles que la confiscation. Cela est surtout exact et doit être admis sans difficulté par tout le monde lorsqu'il s'agit du corps du délit. Exemple : Un enfant ou un

1. Laborde, *Cours de dr. criminel*, p. 213, n° 331.

domestique vend des marchandises falsifiées que le père ou le maître possédait et qu'il avait un motif légitime de posséder (art. 4, loi du 1^{er} août 1895). Le père ou le maître pourra s'opposer à la confiscation.

En ce qui concerne les instruments du délit, du moment que l'on admet que la confiscation doit en être prononcée quel que soit le propriétaire (1), on doit admettre qu'elle est également possible si ce propriétaire est une personne civilement responsable. Toutefois dans les cas où l'instrument n'a pu être saisi, la personne civilement responsable ne pourrait pas être condamnée à en payer la valeur alors même que la loi autoriserait les juges à substituer, contre le délinquant, le paiement de cette valeur à la confiscation devenue impossible. C'est ce qu'a jugé la Cour de cassation relativement à l'application de l'article 16 de la loi du 3 mai 1844 sur la chasse. Cet article décide, on le sait, que lorsque les instruments de chasse n'ont pas été saisis, le délinquant sera condamné à les représenter ou à en payer la valeur. La Cour de Grenoble avait cru pouvoir condamner le père d'un mineur à payer la valeur de l'arme ayant servi à commettre le délit de chasse (2). La Cour de cassation a décidé, au con-

1. Nous avons déjà dit, du reste, que cette théorie ne nous paraissait pas à l'abri de la critique.

2. (C. Grenoble, 20 décembre 1848. Sirey, 1849.1.665 ; 8 mars 1849, Sirey, 1850.2.229). Dans le même sens que l'arrêt de cassation rapporté

traire, que cette condamnation étant une peine ne pouvait frapper une personne responsable seulement aux yeux de la loi civile (Cass., 6 juin 1850, 1850.1.815) (Voir ce que nous avons déjà dit plus haut).

En matière fiscale la Cour de cassation reconnaît, au contraire, d'une façon générale que les personnes civilement responsables doivent subir la confiscation mais cela tient à la nature particulière que la jurisprudence reconnaît à la confiscation en matière fiscale et qui serait d'être une réparation civile; nous n'avons donc pas à examiner pour l'instant ce point sur lequel nous aurons à revenir ultérieurement.

III. — *Héritiers. Renvoi.* — Parmi les tiers étrangers au délit le troisième groupe que nous avons indiqué est formé par les héritiers. Nous renvoyons, comme nous l'avons déjà fait, l'étude de la question au moment où nous étudierons les conséquences du caractère pénal de la confiscation en ce qui concerne l'exercice de l'action.

III. — Conséquences se rapportant à l'action.

L'action qui doit aboutir à faire prononcer la peine de la confiscation est une action nécessairement pénale.

au texte (voir C. Grenoble, 6 février 1850, 1850.2.230). Dans les arrêts de 1848 et de 1849, la Cour de Grenoble, d'ailleurs, avait condamné le père non comme pénalement mais comme civilement responsable. La confiscation en matière de chasse ne paraissait pas à la Cour être une peine.

Elle doit donc être soumise à toutes les règles applicables aux actions pénales. Ce serait peut-être le lieu d'étudier l'exercice de cette action dans son ensemble, mais alors il n'y aurait presque aucune portion de notre étude sur la confiscation qui ne pourrait entrer sous la rubrique relative à l'action. Nous avons déjà étudié, en somme, les conditions d'exercice de l'action dans la partie précédente, nous étudierons plus loin la procédure à suivre sur cette action dans une partie spéciale. Pour le moment bornons-nous seulement à étudier les conséquences du caractère pénal de la confiscation relativement à l'extinction de l'action, en particulier en ce qui concerne la prescription et le décès du délinquant.

I. — *Prescription.* — L'action étant une action pénale doit être soumise aux délais ordinaires de la prescription : trois ans si l'on est en matière délictuelle, un an si l'on est en matière contraventionnelle. C'est ce qu'a décidé par exemple un arrêt de la Chambre criminelle du 29 décembre 1882 (D. 1884. 2.369). Il s'agissait, en l'espèce, d'une confiscation en matière de propriété artistique et littéraire, hypothèse où il n'est pas certain que la confiscation puisse être considérée comme une peine mais l'on sait que la jurisprudence n'hésite pas, quant à elle, à attribuer, même dans ce cas, à la confiscation le caractère d'une peine.

II. — *Décès du délinquant.* — L'article 2 du Code d'Instruction criminelle décide que l'action publi-

que, pour l'application de la peine, s'éteint par la mort du prévenu. Ce principe doit s'appliquer à la confiscation dans tous les cas où cette mesure n'est qu'une peine. Ainsi le veut le principe de la personnalité des peines.

On doit toutefois distinguer deux périodes : avant et après le prononcé du jugement qui édicte la confiscation. C'est la même règle, ici, qu'en ce qui concerne l'amende. Ce qui est éteint, par le décès du délinquant, d'après le Code d'Instruction criminelle, c'est l'action. Lorsque le délinquant est décédé avant que le jugement qui édicte la confiscation soit prononcé, la confiscation ne peut plus être prononcée ; elle atteindrait alors directement les héritiers, ce qui n'est pas possible.

Au contraire lorsque le délinquant décède après que le jugement rendu contre lui est devenu irrévocable, on admet, pour la confiscation comme pour l'amende, que l'État peut agir contre les héritiers. En effet, de même que l'État est devenu créancier du montant de l'amende, il est devenu propriétaire de la chose confisquée.

C'est donc une action en paiement d'une créance ou une action en revendication qu'il exerce. Ce n'est plus une peine dont il poussait l'exécution. On peut ajouter que l'on doit se placer au moment même où la condamnation est devenue irrévocable et raisonner comme si cette condamnation avait été immédia-

tement, comme elle aurait dû l'être, exécutée. Or, si elle l'avait été, on n'aurait pas eu le droit bien évidemment de demander à l'État la restitution de ce qu'il aurait touché. Le fait que le paiement ou la livraison de la chose a été accidentellement retardé ne saurait avoir d'influence sur le droit de l'État. Cette solution résulte à *contrario* des termes de l'article 2 du Code d'Instruction criminelle qui décide que l'action publique pour *l'application de la peine* s'éteint par le décès du prévenu et ne parle pas de l'action publique pour *l'exécution de la peine*. Elle a d'ailleurs été adoptée par le Conseil d'État dans la discussion de l'article 2 du Code d'Instruction criminelle. Elle est enfin admise par tout le monde.

SECTION IV

Conséquences des caractères spéciaux de la peine de la confiscation.

Dans la section précédente nous avons étudié les conséquences qui résultent du caractère *pénal* de la confiscation. Mais nous avons dit que la peine de la confiscation avait certains caractères spéciaux. Elle était une peine : 1° complémentaire, 2° obligatoire, 3° fixe. De ces caractères spéciaux résultent certaines conséquences. Ce sont ces conséquences que nous voulons maintenant étudier.

I. — *Non applicabilité des circonstances atténuantes.* — En matière criminelle et délictuelle l'article 463, en matière contraventionnelle, l'article 483 du Code pénal organisent les effets de l'admission par le juge de circonstances atténuantes. Sans entrer dans le détail de ces effets disons simplement que les circonstances atténuantes aboutissent à modérer la condamnation et à donner au juge une liberté d'appréciation très large. Mais cette liberté d'appréciation suppose nécessairement une peine variable, susceptible d'un minimum et d'un maximum. En effet qui dit atténuation dit abaissement de la pénalité. Or il ne s'agirait pas ici d'abaissement, mais de *suppression* de cette pénalité puisque la confiscation n'est pas susceptible de plus et de moins, et qu'elle existe ou n'existe pas. Ce serait dépasser l'effet normal des circonstances atténuantes (1).

Il y a un autre argument auquel la jurisprudence paraît peut-être plus sensible c'est que l'article 463 ne parle pas des amendes et de l'emprisonnement

1. Cela est si vrai que la loi du 29 mars 1897 (art. 19 de la loi des finances) qui a admis les circonstances atténuantes pour la confiscation en matière de contributions indirectes a dû permettre au juge de transformer cette confiscation en un paiement d'une somme d'argent que le juge pourra alors arbitrer, c'est-à-dire modérer ou augmenter selon les cas. Mais ce système présente un caractère exceptionnel et il ne peut être permis de le recommander dans les cas ordinaires sans un texte spécial qui n'existe d'ailleurs pas.

(V. Cass., 22 septembre 1833. B. cri., n° 440) (1).

On doit admettre qu'étant donné le caractère de peine obligatoire et fixe de la confiscation les circonstances atténuantes ne peuvent avoir aucun effet en ce qui la concerne.

II. — *Concours d'infraction*. — On sait que d'après l'article 365 du Code d'Instruction criminelle «... En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits la peine la plus forte sera seule prononcée... » Cette règle s'applique-t-elle à la peine de la confiscation ?

La jurisprudence et la majorité des auteurs admettent la négative en se fondant sur le caractère complémentaire de la confiscation. Les raisons que l'on donne sont que les peines complémentaires sont établies à raison du caractère propre de certaines infractions et comme le moyen de répression ou de prévention le mieux approprié à leur nature ; on ne peut donc admettre qu'il soit possible d'y échapper en subissant une autre peine même plus grave attachée à une autre infraction. En outre les peines soit accessoires, soit complémentaires, ne sont pas hiérarchisées par le Code pénal, comme les peines principales ; il est donc impossible de dire quelle serait légalement la plus forte ou la plus faible dans le sens de l'article 365. Il en résulte

1. V. Blanche, VI, n° 702. M. Laborde (p. 331, n° 502, 2), admet au contraire la possibilité pour le juge de tenir compte des circonstances atténuantes.

qu'une peine complémentaire, telle que la confiscation spéciale, doit échapper à la règle du non-cumul établie dans l'article 365 et doit être prononcée quoique la peine principale dont elle est le complément soit absorbée dans une autre peine plus grave (1).

Cette manière de voir est en général adoptée ainsi que nous l'avons dit. Néanmoins nous ne pouvons nous empêcher de transcrire ici les raisons invoquées en sens contraire par M. Laborde et qui paraissent très fortes : « Tous les arguments dit cet auteur, sur
« lesquels se fonde ce système généralement suivi,
« sont des pétitions de principe, ou des considéra-
« tions sans valeur au point de vue de l'interpréta-
« tion juridique. Et d'abord, que veut-on dire quand
« on affirme sentencieusement que ces peines sont
« accessoires à l'infraction, qu'elles en sont les con-
« séquences, ou bien qu'elles paraissent les mieux
« appropriées à la nature des faits qu'il s'agit de
« réprimer. La première de ces propositions est une
« banalité : toutes les peines sont, en effet, les con-
« séquences de l'infraction. La seconde tend à éta-
« blir entre les peines spéciales à un petit groupe
« d'infractions et celles relatives à un groupe plus
« étendu une différence injustifiable. Peut-on suppo-

1. Garraud. *Précis de droit criminel*, p. 382, n° 298, 6 et 13 mars 1856. B. n° 95 et 104, 30 juin 1881. B. n° 165, 9 septembre 1881. B. n° 325.

« ser, en effet, que le législateur édicte une pénalité
« qu'il ne croyait pas en rapport avec le fait qu'il
« incrimine? où s'arrêtera-t-on si l'on se met ainsi
« à rechercher quelles peines paraissent plus ou
« moins appropriées à l'infraction? n'existe-t-il pas,
« par exemple, une différence profonde entre un
« crime politique et un crime de droit commun? Les
« peines qui les répriment ne sont-elles point, cha-
« cune de leur côté, appropriées au fait incriminé?
« Faudra-t-il donc cumuler, sous ce prétexte, la peine
« politique et la peine de droit commun, la réclusion
« et la détention par exemple? Cet argument se
« réfute donc par ses conséquences. On insiste en
« disant que les peines complémentaires sont des
« mesures de protection sociale plus encore que des
« peines. Nous avons combattu précédemment cette
« opinion à propos de l'interdiction du séjour. Tou-
« tes les peines sont des mesures de protection
« sociale quand on considère les raisons qui les ont
« fait établir; mais si l'on envisage les conditions
« dans lesquelles elles sont appliquées, on voit tout
« de suite la différence qu'il faut faire entre les mesu-
« res de police préventive et les peines proprement
« dites. »

CHAPITRE IV

De la confiscation prononcée à titre de mesure de police.

SECTION I

Examen des principales hypothèses où la confiscation peut être considérée comme prononcée à titre de mesure de police.

On se rappelle les explications générales que nous avons fournies à propos de la confiscation-mesure de police et les traits qui permettent de distinguer les deux espèces de confiscations. Tandis que la confiscation-peine s'attaque à la personne, la confiscation-mesure de police s'attaque à la chose considérée comme dangereuse et illicite soit dans son existence même, soit dans sa possession.

Il convient, comme nous l'avons fait précédemment pour la confiscation-peine, d'énumérer les principaux cas où la confiscation peut être considérée comme une mesure de police.

Une des premières hypothèses qui se présentent à l'esprit est celle des écrits, gravures ou objets con-

traires aux mœurs. Nous en avons déjà parlé et il ne paraît pas utile d'y insister très longuement. La matière est actuellement régie principalement par la loi du 16 mars 1898. Cette loi ordonne la saisie et la destruction des objets dont s'agit : « Les écrits, dessins, affiches, etc., incriminés et les objets ayant servi à commettre le délit seront saisis ou arrachés. La destruction en sera ordonnée par le jugement de condamnation (1). » C'est, en effet, comme nous l'avons dit, la chose même dont l'existence compromet le bon ordre social et il est naturel qu'elle soit détruite après confiscation. On voit rarement cette destruction dans les hypothèses de confiscation-peine.

De même, en ce qui concerne les marchandises falsifiées, l'article 6 de la loi du 1^{er} août 1905 en ordonne la destruction si elles sont nuisibles. Nous avons dit, en effet, qu'il fallait distinguer parmi les marchandises falsifiées celles qui étaient nuisibles à la santé et celles qui ne l'étaient pas. Pour ce dernier cas la confiscation n'a pas d'utilité en elle-même ; ce n'est pas une mesure qui s'impose. Elle n'a d'autre but que d'accroître la pénalité principale. Au contraire dans le premier cas (marchandises nuisibles) la confiscation est utile en elle-même, indispensable. On ne peut laisser dans le commerce des marchandises qui constituent un danger pour la santé

1. Voir article 287 du Code pénal.

publique. La confiscation est encore, ici, une mesure de police, et, d'autre part, de même que dans l'hypothèse des gravures ou objets immoraux, c'est, ici, l'existence de la chose même, falsifiée et nuisible qui constitue le danger; il ne saurait donc y avoir, après confiscation, d'autre solution que la destruction de la marchandise.

Il est vrai que la loi met sur le même pied et paraît traiter du même point de vue les marchandises *inutilisables* et les marchandises *nuisibles*. Elle ordonne la destruction aussi bien de la première catégorie (marchandises inutilisables) que de la seconde (marchandises nuisibles). Or, si l'on aperçoit le danger public qui résulte du caractère *nocif* de la marchandise, on n'aperçoit pas celui que peut présenter une marchandise simplement inutilisable. Cependant la loi en ordonne la destruction dans les deux cas. Pourquoi donc? Et cela ne vient-il pas à l'encontre de la théorie qui paraît cependant logique et d'après laquelle on doit ranger en deux catégories distinctes la confiscation selon qu'elle porte sur une marchandise nuisible ou qu'elle porte sur une marchandise non nuisible? Il n'en est rien. La destruction, en effet, de l'objet n'est pas un effet exclusif de la confiscation-mesure de police. Elle peut se rencontrer même dans l'hypothèse de la confiscation-peine et l'article 6 de la loi du 1^{er} août 1905 en offre un exemple. Toutefois il y a cette différence entre les deux

cas, c'est que si la destruction est ordonnée dans le cas d'une marchandise nuisible, c'est que cette destruction réalise le but même poursuivi par le législateur ; elle est, en quelque sorte, un prolongement logique et obligatoire de la confiscation, tandis que si la destruction de la chose est ordonnée dans le cas d'une marchandise non nuisible mais seulement inutilisable, c'est que l'État ne sait à quoi employer cette marchandise qu'il a confisquée ; on comprendrait aussi bien que la destruction n'en fût pas ordonnée et que l'État se contentât de la jeter au rebut ; et, en définitive, si la loi en ordonne la destruction c'est que c'est le moyen simplement le plus radical et le moins embarrassant de la jeter au rebut.

Le dernier alinéa de l'article 6 de la loi du 1^{er} août 1905 doit également retenir un moment notre attention. Cet alinéa décide que le tribunal pourra ordonner que la destruction ou effusion aura lieu *devant l'établissement ou le domicile du condamné*. Il s'agit toujours dans cet alinéa d'objets inutilisables ou nuisibles. Quel est le caractère de cette sorte de mise en scène un peu théâtrale qui se trouvait déjà dans la loi du 17 mars 1851 (art. 5)? Elle n'a pas d'utilité propre en dehors de celle d'infliger au condamné une petite souffrance supplémentaire et publique, de le marquer d'une sorte de déshonneur professionnel ou de le signaler à la clientèle. En particulier, en ce qui concerne les choses nuisibles, il suffit de détruire la

chose pour que le danger qui en résultait soit supprimé. Il résulte de là que, même relativement aux objets nuisibles, cette effusion ou destruction *devant l'établissement du fraudeur* doit être considérée comme une pénalité. Ce n'est plus une mesure de police ; c'est une formalité qui vient s'ajouter à la mesure essentiellement de police de la destruction mais qu'on est en droit d'en détacher et d'analyser séparément.

Il faut admettre, en conséquence, semble-t-il, que cette pénalité spéciale et supplémentaire ne doit pouvoir être ordonnée qu'autant que l'individu poursuivi pour fraude est *condamné*.

La loi du 1^{er} août 1905 (1) punit en outre la tromperie sur la *quantité* de la marchandise, que cette tromperie ait été effectuée sans instruments ou qu'elle ait été effectuée à l'aide d'instruments faux ou inexacts. Dans ce dernier cas la peine est toutefois plus forte et la *confiscation* et destruction des instruments faux ou inexacts est ordonnée. Il y a encore une mesure d'assainissement, par conséquent comme une mesure de police. L'existence des poids faux, des fausses mesures est injustifiable ; et alors même que ces poids ou mesures ne sont pas saisis dans le moment même où on les utilise à l'opération frauduleuse, il n'en est pas moins vrai qu'ils constituent pour eux-

1. Voir antérieurement loi du 27 mars 1851, articles 1-3-5.

mêmes, par leur vice intrinsèque, une menace pour la bonne foi publique. Au reste la loi punit non seulement la tromperie effectuée à l'aide de ces instruments mais encore la *simple détention* de ces instruments ; toutefois la loi de 1905, aussi bien en ce qui concerne les marchandises falsifiées qu'en ce qui concerne les poids faux ou inexacts, autorise la détention qui se justifie par des motifs légitimes (Loi du 1^{er} août 1905, art. 4. Loi du 27 mars 1851, art. 3) (1).

Dans les hypothèses que nous avons analysées précédemment le caractère de mesure de police que nous avons attribué à la confiscation est à peu près indiscutable. La chose confisquée offrant en elle-même un danger, il est naturel qu'elle soit supprimée. Mais il y a d'autres hypothèses où, quoiqu'il semble bien qu'il y ait mesure de police, le doute est au moins permis.

Il en est ainsi en matière de confiscation d'armes. Il faut distinguer dans la législation sur les armes le *port* ou *détention* d'avoir la fabrication et le commerce. La fabrication et le commerce sont actuellement régis par la loi du 14 août 1885. Le port continue d'être régi par la législation antérieure.

1. Loi du 1^{er} août 1905, art. 4. La loi d'ailleurs édicte la confiscation en cas de détention de marchandises falsifiées même lorsque les marchandises ne sont pas nuisibles à la santé. On peut se demander si c'est alors à titre de peine ou de mesure de police.

Port d'armes. — Le port d'armes continue d'être réglé par la déclaration du 23 mars 1728, par les décrets du 2 nivôse an XIV, du 12 mars 1806, par la loi du 24 mai 1834; par l'ordonnance du 23 février 1837. Il y a lieu de distinguer à la suite de ces dispositions les armes prohibées et les armes non prohibées. Le port d'armes prohibées est puni, et les armes prohibées sont confisquées. On peut encore facilement admettre, ici, que cette confiscation est une mesure de police plutôt qu'une peine. L'arme prohibée, c'est-à-dire l'arme « offensive cachée et secrète » pour employer les expressions de la déclaration de 1728, constitue intrinsèquement un danger pour la sécurité publique et il est naturel qu'on n'en autorise pas la possession, et qu'on confisque, à titre de mesure préventive, une telle arme lorsqu'on la découvre entre des mains de simples particuliers.

Fabrication et commerce des armes. — Cette matière a été complètement refondue par la loi du 14 août 1885. Avant cette loi les mêmes dispositions qui régissaient le port des armes en régissaient aussi la fabrication et le commerce (1). C'était peut-être

1. Avec cette particularité cependant que la fabrication et le commerce des armes dites de guerre, c'est-à-dire des armes servant ou ayant servi à armer des troupes françaises ou étrangères, n'étaient pas absolument interdits mais étaient soumis seulement à une autorisation du ministre de la Guerre (Loi du 14 juillet 1860. Décret du 4 septembre 1870. Loi du 19 juin 1871).

excessif. En vue de favoriser le développement de l'industrie armurière privée, la loi du 14 août 1885 en a assuré la liberté dans une mesure assez large. La loi divise toutes les armes en deux catégories : les armes réglementaires et les armes non réglementaires. La fabrication et le commerce des armes de toutes espèces, non réglementaires en France... et des munitions non chargées employées pour ces armes sont entièrement libres.

La fabrication et le commerce des armes de toutes espèces des modèles réglementaires en France et des munitions non chargées employées pour ces armes sont soumis à certaines conditions et notamment à la condition d'une déclaration qui doit être faite au préfet du département dans lequel on se propose de créer l'établissement commercial ou la manufacture d'armes (art. 2-3 et suivants de la loi du 14 août 1885) (1).

La loi (art. 12) édicte la confiscation des armes, etc., de modèles réglementaires, fabriquées ou mises en vente sans qu'il y ait eu la déclaration préalable susvisée. Quel est le caractère de cette confiscation ? Il est permis d'hésiter. La fabrication et le commerce

1. On appelle armes de modèle réglementaire celles qui sont en service dans les armées de terre et de mer ; elles sont définies par les tables de construction approuvées par le ministre de la Guerre et par le ministre de la Marine (art. 2, loi du 14 août 1885).

des armes de modèle réglementaire ne paraissent pas en soi chose particulièrement dangereuse puisqu'on les autorise sous la condition d'une simple déclaration et lorsqu'on les confisque, il semble que ce soit pour punir le commerçant ou l'industriel de n'avoir pas fait la déclaration prévue par la loi plutôt que pour détruire un commerce dangereux. Une confiscation provisoire des armes entraînant un arrêt momentané de la fabrication ou du commerce jusqu'à ce que la personne inculpée se soit mise en règle avec la loi, aurait pu passer pour une mesure de police, mais on peut se demander si une confiscation définitive ne dépasse pas les limites d'une simple mesure de police et n'atteint pas l'individu à titre de peine.

Poudres à feu. — C'est par suite de considérations d'ordre public que le monopole de la fabrication et de la vente de poudre à feu a été réservé à l'État (loi 13 fructidor an V, art. 16 et 24). La détention de toute poudre autre que celle provenant d'une poudrerie de l'État est interdite sauf autorisation (loi, 13 avril 1898). Il en est de même de la détention d'une quantité si minime qu'elle soit de poudre de guerre et de la détention d'une poudre quelconque au-dessus de deux kilogrammes (loi du 13 fructidor an V, 24 mai 1834). L'introduction en France de poudres étrangères est prohibée (loi du 13 fructidor an V, art. 24). Le monopole est exercé par le minis-

tère des Finances pour la vente (1). La loi prononce la confiscation des poudres saisies en contravention. On peut considérer qu'il y a là encore une mesure de police.

On doit rapprocher des hypothèses qui viennent d'être étudiées, les cas de confiscation d'instruments prohibés en matière de chasse ou de pêche. C'est encore là une mesure de police. Ce n'est point tant, en effet, pour punir le coupable que pour supprimer des objets qui constituent par eux-mêmes une violation flagrante à la loi, que le législateur en édicte la confiscation (loi du 3 mai 1844, art. 16. Loi du 15 avril 1829, art. 29 et 41). Au surplus que fait la loi avec les objets qu'elle confisque ainsi ? elle en ordonne la destruction (art. 16, loi de 1844 ; art. 41, loi de 1829). Ce n'est pas que ces objets soient inutilisables, mais c'est qu'ils ne sont susceptibles que d'une utilisation illicite et coupable. La destruction desdits objets marque bien le caractère de la confiscation qui l'a précédée.

Une autre série d'hypothèses un peu différentes de celles que nous avons examinées va clore notre énumération. Il s'agit de la confiscation, toujours en

1. Des dispositions spéciales sont applicables aux poudres dynamites ou à base de nitro-glycérine. La fabrication en est autorisée moyennant un impôt (loi, 8 mars 1876, D. 14 janvier 1899). La vente et la circulation des salpêtres sont libres (loi du 10 mars 1819, ordonnance du 11 août 1819 sur les dépôts d'explosifs). Voir décrets du 24 avril 1875, 28 octobre 1882, 23 décembre 1891, 20 avril 1904.

matière de chasse, ou de pêche, du gibier, mis en vente, vendu, acheté, transporté ou colporté en temps prohibé (art. 4, loi du 3 mai 1844) ; des poissons qui n'ont pas les dimensions fixées (art. 30, 42, 43, loi du 15 avril 1829). Dans tous ces cas les objets eux-mêmes ne constituent pas un danger pour le bon ordre public ou une violation de la loi, ce ne sont pas des objets nuisibles, ils peuvent, au contraire, être tournés vers une utilisation profitable au bien social, et la preuve c'est que la loi en ordonne, en certains cas, l'attribution à l'établissement de bienfaisance le plus voisin (art. 4, loi du 3 mai 1844). Il n'en est pas moins vrai que leur possession est injustifiable dans les mains du délinquant ; cette possession est illicite en ce sens qu'elle résulte d'un acte d'appropriation contraire à la loi. Si on confisque les dits objets, ce n'est point tant pour punir le chasseur ou le pêcheur que pour faire cesser entre ses mains une possession illégitime ; une possession, par conséquent, qui ne peut pas durer. En somme, on ne le frappe pas d'une peine puisqu'on ne lui enlève qu'une chose qui ne lui appartient pas.

Il semble, enfin, que l'on doive ranger dans la catégorie des hypothèses de confiscation-mesure de police les confiscations édictées par les articles 413, 472, 481 du Code pénal.

L'article 413 édicte la confiscation des marchandises dans le cas de violation des règlements d'admi-

nistration publique relatifs aux produits des manufactures françaises qui s'exporteront à l'étranger et qui ont pour objet de garantir la bonne qualité, les dimensions et la nature de la fabrication. Après hésitation et après avoir pensé tout d'abord à ranger le cas de confiscation parmi ceux de confiscation-peine, nous croyons qu'il est plus exact d'y voir une confiscation-mesure de police. Sans doute l'article 413 prononce le mot peine pour caractériser la confiscation, mais cette expression pourrait se retrouver en d'autres hypothèses où le caractère pénal de la confiscation n'existe pas. Ce qu'il faut donc surtout retenir c'est que la confiscation est prononcée à raison d'un vice intrinsèque de l'objet: *non conformité aux règlements*. La marchandise constitue dans ce cas, par son existence même, une violation du règlement et on la supprime pour supprimer cette violation.

On remarquera au surplus que cette violation quoique existant en la chose même peut être susceptible de différents degrés; et qu'au surplus l'article 413 tout entier est inspiré par une sorte de patriotisme dont l'application peut être plus ou moins opportune. C'est ce qui explique les caractères vraiment exorbitants de la confiscation dans le cas de l'article 413. Elle est facultative et peut être prononcée à titre principal. Qu'une mesure de police puisse être prise à titre principal, rien ne s'y oppose en principe, quoique, très généralement, en ce qui concerne la confiscation,

cette mesure soit accompagnée de pénalités proprement dites. Il paraît plus difficile de concevoir qu'une mesure de police telle que la confiscation soit édictée à titre facultatif, cela s'explique toutefois par la question d'opportunité que nous indiquions tout à l'heure.

L'article 472 prononce la confiscation des pièces d'artifices qui ont été tirées en des lieux où il était défendu de le faire. La pièce d'artifice n'est pas prohibée en elle-même, mais elle peut devenir une chose dangereuse entre certaines mains. Ce n'est donc pas la pièce d'artifice en elle-même qui est incriminée, c'est sa possession dans telles ou telles conditions. C'est cette possession reconnue dangereuse qu'il convient de ne pas laisser durer.

L'article 481-2° édicte la confiscation des « instruments, ustensiles et costumes servant ou destinés à l'exercice du métier de devin, pronostiqueur ou interprète de songes ». Cette confiscation destinée à supprimer des objets appelés à un usage illicite et contraire à l'ordre public peut être encore considérée comme une mesure de police.

SECTION II

Conséquences du caractère de mesure de police qu'affecte la confiscation en certains cas.

Nous avons étudié, précédemment, les conséquences qui devaient découler du caractère pénal que la

confiscation revêt en certains cas. Nous devons étudier maintenant, dans les cas où la confiscation présente le caractère d'une mesure de police, les conséquences qui découlent de ce caractère. Elles seront précisément inverses de celles qui résultent du caractère pénal.

I. — Conséquences en ce qui concerne le principe même de la confiscation.

I. — Il n'est pas nécessaire qu'il existe une loi. — Il n'est pas nécessaire qu'il y ait une loi qui prononce expressément la confiscation. Il faut évidemment s'entendre sur le sens de cette phrase. Sans doute il ne peut dépendre de l'administration ni des juges de décréter que tels objets seront confisqués par mesure de police. Il faut évidemment qu'un acte émanant de l'autorité compétente ait, au préalable, prohibé l'existence de l'objet. Mais cela suffit, il n'est pas nécessaire qu'un texte prononce spécialement la confiscation. Du moment que l'existence de l'objet ou la possession de l'objet est prohibée, la confiscation de cet objet, comme mesure de police, en découle nécessairement. Il n'est pas possible, alors même que la loi ne le dirait pas expressément, qu'un objet dangereux ou nuisible continue d'exister, ni qu'un particulier continue une possession considérée comme illicite.

II. — *Caractère rétroactif qui déclare l'objet prohibé.* — Nous avons vu que la loi qui prononce la confiscation à titre de peine ne peut pas avoir effet rétroactif, et qu'en cas de conflit entre deux lois de date différente la loi la plus douce doit s'appliquer.

Il en est autrement pour la confiscation-mesure de police. La loi qui déclare que tel objet est prohibé (engin de chasse ou de pêche, etc., gravures obscènes) rend immédiatement cet objet confiscable. L'objet qui n'était pas prohibé jusque-là le devient instantanément à moins de dispositions transitoires de la loi. Il n'est plus permis de le conserver, quoiqu'on l'ait acquis en un temps où sa détention était licite. Du moment, en effet, que cet objet est considéré comme illicite ou dangereux, on ne saurait faire de distinctions à son égard, selon l'époque où il a été créé.

En sens inverse une loi qui viendrait à supprimer la confiscation devrait s'appliquer immédiatement. Il en serait de même, il est vrai, pour la confiscation-peine, mais en vertu d'un principe différent. Pour la confiscation-peine si la loi nouvelle qui supprime la confiscation s'applique immédiatement, c'est parce qu'en matière pénale c'est toujours la loi la plus douce qui doit être appliquée. Pour la confiscation-mesure de police, si la loi nouvelle qui supprime la confiscation s'applique aussi immédiatement c'est parce que l'objet considéré jusque-là comme

nuisible ou illicite a cessé de le paraître et que la confiscation ne peut par conséquent en être effectuée. Dans ce cas on considère le délinquant et c'est par une pure faveur à son profit et contrairement à la stricte logique qu'on lui applique la loi la plus douce, quoique nouvelle; dans l'autre cas, au contraire, c'est par une observation très rigoureuse des lois de la logique qu'on applique la loi plus récente. On ne tient, en ce dernier cas, aucun compte de la personne.

II. — Conséquences relativement à la personne qui subit la confiscation.

On verra, encore, dans ce paragraphe, combien la considération de la personne est de peu d'importance. Au fond, si l'on pouvait concevoir que la chose délictueuse existât en dehors de toute appropriation individuelle, fût une *res nullius*, la confiscation jouerait encore et produirait entièrement l'effet cherché. On comprend donc que, quel que soit le détenteur actuel et peut-être accidentel de la chose, la confiscation puisse être prononcée. Tandis que pour la confiscation-peine nous avons dit qu'elle ne pouvait atteindre ni un délinquant inconnu ni un individu acquitté, ni, *a fortiori*, un tiers étranger au délit; au contraire, pour la confiscation-mesure de police, non seulement elle peut atteindre un inconnu, mais encore on admet qu'elle pourra être prononcée en cas d'acquiescement

et même frapper un tiers, ou plutôt, dans tous les cas, en vertu de la même idée, ce n'est pas la personne qu'elle frappe, c'est la chose qu'elle atteint, qu'elle accapare, en considération du bien public, en quelques mains qu'elle se trouve. Appliquons ces idées :

I. — *Individu inconnu*. — Il suffit que l'infraction matérielle qui résulte d'ailleurs de ce fait seul que la chose existe absolument, ou existe dans de telles ou telles conditions, soit prouvée pour que le tribunal doive prononcer la confiscation. Alors même que le détenteur de la chose (gravure obscène, etc...) fuyant l'emprisonnement ou l'amende aurait abandonné la chose délictueuse, cette chose très légitimement et sans discussion possible pourra être confisquée.

II. — *Individu acquitté*. — Il n'est pas douteux que la confiscation, en tant qu'elle constitue une mesure de police, puisse être prononcée même en cas d'acquittement. Des textes de loi et une jurisprudence constante sont en ce sens. Nous n'avons plus sans doute à en indiquer la raison, elle résulte surabondamment de tout ce que nous avons dit antérieurement.

C'est ainsi que la loi du 19 brumaire an VI sur la garantie des matières d'or et d'argent décide que les ouvrages marqués de faux poinçons seront confisqués dans tous les cas. Le reste de l'article qui frappe de peines proprement dites les détenteurs à condition

qu'ils soient de mauvaise foi, indique bien que, dans la pensée du législateur, premièrement la confiscation n'est pas ici une peine et, deuxièmement, qu'elle doit être prononcée même si le détenteur est de bonne foi.

On peut encore citer, dans le même sens, les articles 23 de la loi du 6 août 1791 (douanes) et 34 du décret du 1^{er} germinal an XIII (droits réunis) qui, en ce qui concerne les marchandises prohibées, en autorisent la confiscation malgré la nullité du procès-verbal de saisie. Nous n'avons pas encore vu, mais nous verrons plus tard, en effet, que l'on peut considérer comme une mesure de police la confiscation des marchandises prohibées en matière fiscale.

La jurisprudence a eu, plusieurs fois, à faire application de ces idées. Un arrêt de la Cour de cassation du 26 mars 1835 (Sirey, 1835.1.635) n'hésite pas à prononcer la confiscation d'armes de guerre, détenu sans autorisation quoique le prévenu eût été acquitté à cause de sa bonne foi. Un arrêt de la Cour de cassation du 3 janvier 1857 (Sirey, 1857. 1.398) applique les mêmes principes en ce qui concerne les substances falsifiées. Nous savons que la confiscation de substances falsifiées non nuisibles à la santé peut être considérée comme une peine, mais que doit être considérée comme une mesure de police la confiscation de substances falsifiées nuisibles à la santé. L'arrêt de la Cour de cassation décide: «... Il

« n'est permis ni de vendre ni de conserver dans
« les lieux de vente les substances nuisibles à la santé
« et de ce que leur destruction est généralement
« prescrite, on doit nécessairement induire que ces
« substances ainsi placées hors du commerce ne peu-
« vent, en aucun cas, lorsqu'elles ont été régulière-
« ment saisies, être restituées aux personnes dans
« les mains desquelles elles se trouvaient; que dès
« lors, lorsque le prévenu est renvoyé des fins de la
« poursuite à raison de sa bonne foi, il n'y a pas
« lieu de donner mainlevée des objets saisis toutes
« les fois que ces objets sont reconnus pouvoir être
« nuisibles à la santé; que leur destruction doit être
« ordonnée dans cette hypothèse non plus comme
« une peine puisque le prévenu est déclaré non cou-
« pable, mais comme une mesure de précaution que
« la loi a voulu prescrire dans l'intérêt de la santé
« publique et qui a pour objet d'enlever de la circu-
« lation des objets qui pourraient lui nuire (1). »

Dans les hypothèses précédentes l'acquiescement résultait de la bonne foi du prévenu, il peut résulter de toute autre cause, par exemple de ce que la poursuite a été irrégulièrement engagée. Cette irrégularité doit aboutir à la relaxe du prévenu, mais la confiscation de l'objet n'en doit pas moins être

1. *Adde*: 12 juillet 1860. B. n° 156 T. Cor., Lyon. 10 juin 1886, D. 1889. 3. 55.

prononcée. Ainsi l'a jugé un arrêt de la Cour de Grenoble du 2 janvier 1896 (D. 1896. 2.47). Il s'agissait en l'espèce d'une introduction frauduleuse d'une certaine quantité d'allumettes chimiques. La contravention avait été régulièrement constatée et la saisie régulièrement opérée par les agents de douanes (art. 4, loi du 21 juin 1873, et 3, loi du 28 janvier 1875). Mais la même administration des Douanes avait cru pouvoir intenter la poursuite qui, elle, appartenait exclusivement à l'administration des Contributions indirectes. L'action de l'administration des Douanes était irrecevable et le prévenu devait être acquitté. C'est ce qui eut lieu, mais la Cour décide, en même temps « qu'il y a lieu, même en l'état de l'acquittement du prévenu, de valider cette saisie et d'ordonner la confiscation desdites cinq cents allumettes, mais que cette confiscation ne pouvant être prononcée, au cours d'une poursuite irrégulière, avec le caractère d'une peine, mais bien *avec celui d'une mesure de police ou d'ordre public...*, etc. (1). »

De même si l'individu poursuivi était acquitté, vu sa minorité, comme ayant agi sans discernement, la confiscation de l'objet trouvé entre ses mains devait être prononcée. Nous ne connaissons, sur ce point, aucune décision de justice, mais le principe n'est pas douteux.

1. Voir: armes découvertes au cours d'une perquisition illégale, Bourges, 12 mars 1869, D. 74. 5, 30.

En définitive toutes les fois que la cause d'acquittement est, en quelque sorte, extérieure à la matérialité même de l'infraction et tient à une qualité de l'agent ou à un défaut de procédure, la confiscation doit néanmoins être prononcée. Il est bien évident au contraire que si l'acquittement était dû à une cause supprimant la matérialité même du fait (défaut de délictuosité de l'objet...), la confiscation ne pourrait pas être prononcée.

III. — *Tiers.* — Les personnes étrangères à l'infraction peuvent se diviser en trois groupes : les tiers complètement étrangers qui n'ont eu aucune relation avec l'auteur de l'infraction, les personnes civilement responsables, les héritiers.

A. — *Tiers proprement dits.* — Il se peut que la chose prohibée appartienne à une autre personne que le détenteur actuel. En la confisquant on prive de sa propriété ce tiers. Cette hypothèse est, en elle-même, assez difficile à concevoir. Puisque la chose est, en elle-même, une chose nuisible ou illicite, on ne voit pas comment le propriétaire, même non détenteur actuel, peut être étranger au délit. Il semble, en effet, que l'on ait le droit de dire que la propriété même d'une telle chose est une violation de la loi, une infraction, et que le propriétaire n'est jamais étranger au délit.

Toutefois nous croyons qu'à la rigueur on peut réaliser l'hypothèse. En général la propriété de la chose

ne devient si l'on peut dire délictueuse que lorsqu'elle est publique. Tant qu'elle se dissimule et qu'elle demeure secrète dans le domicile du propriétaire, elle échappe aux rigueurs de la loi. On pourrait dire, il est vrai, que l'origine même de la propriété est illégale, car il a bien fallu que l'on achetât la chose défendue et cet achat constitue l'infraction. Cela ne serait pas exact toujours. Ainsi, en matière de gravures obscènes, etc..., la loi du 16 mars 1898 ne punissait que la vente, l'offre, l'exposition... etc., sur la voie publique ou dans les lieux publics (sauf pour les acheteurs mineurs). On pouvait avoir acheté une gravure immorale en dehors des conditions prévues par ce texte (1) et s'en trouver légitimement et très licitement propriétaire. Supposons maintenant que la chose soit dérobée à ce propriétaire, ou qu'elle ait été offerte ou prêtée par lui à un ami et que le détenteur actuel se mette, par sa façon de posséder l'objet, sous le coup de la loi de 1898. La chose sera-t-elle confisquée sans égard pour le tiers propriétaire ? Cela ne paraît pas douteux. A la rigueur on pourrait concevoir le contraire. Il est peu de choses dont l'exis-

1. Cela paraît pouvoir se réaliser moins facilement avec la loi du 7 avril 1908 qui punit la vente ou l'offre même non publiques sans distinguer si cette vente ou cette offre sont faites à un mineur ou à un majeur. Toutefois on pourrait encore imaginer telles hypothèses qui ne tomberaient pas sous l'application de la loi, mais cela nous entraînerait dans la discussion du texte et sortirait de notre sujet.

tence soit si dangereux pour la Société ou si nuisible aux intérêts de l'Etat qu'on en prohibe absolument, et sans restrictions, la détention, publique ou non (1). On pourrait donc admettre que, quoique mesure de police, la confiscation ne frappât pas le tiers étranger au délit et que le législateur après avoir saisi l'objet n'en poursuivît pas la confiscation proprement dite et la rendît à son propriétaire.

Toutefois telle ne paraît pas être la conception du législateur. Il semble que s'il n'a pas confisqué la chose avant que son existence ne soit manifestée avec une certaine publicité, c'est simplement par suite de l'impossibilité où il était de la connaître, mais du moment qu'il la connaît il la confisque sans se préoccuper du propriétaire.

Un autre exemple peut être tiré de la loi de 1903 sur la répression des fraudes. Nous avons dit que la confiscation des instruments de pesage, faux ou inexacts, ainsi que des marchandises nuisibles à la santé, était une mesure de police. Toutefois la détention de ces objets n'est répréhensible, aux yeux mêmes de la loi, qu'autant que le détenteur ne peut invoquer des motifs légitimes (art. 4). Il semblerait donc que le véritable propriétaire, auquel par exemple ces

1. On pourrait peut-être en voir un exemple dans le cas de détention d'objet dont la fabrication et la vente sont exclusivement réservés à l'Etat. (Voir au Chapitre V ce que nous disons à propos des monopoles d'Etat).

objets auraient été dérobés, serait en droit de s'opposer à la confiscation s'il prouve qu'il avait des motifs légitimes de les posséder. Le peut-il? Nous serions assez disposés à le croire (1), toutefois cela est douteux étant donné le caractère de mesure de police de la confiscation en pareil cas.

B. — *Personnes civilement responsables.* — Les règles qui précèdent et qui sont relatives à un propriétaire complètement étranger à l'infraction, s'appliquent tout naturellement au cas où le propriétaire est une des personnes civilement responsables, énumérées dans l'article 1383 du Code civil. Cette responsabilité civile, en effet, est sans importance en la matière. Il ne s'agit pas d'une réparation d'un préjudice causé, idée qui sert de fondement au principe de la responsabilité civile. Nous nous plaçons en face d'un objet considéré comme nuisible ou illicite soit en lui-même, soit parce que sa possession s'est manifestée de telle ou telle façon; de quelle importance peut être, au point de vue de la question de savoir si l'objet doit ou ne doit pas être confisqué, la question toute différente de savoir si le propriétaire de cet objet est ou n'est pas responsable civilement du fait ou détenteur? Ce n'est pas parce que le propriétaire serait responsable civilement qu'il devrait subir la confiscation; cette question de responsabilité civile n'a

1. Voyez argument en ce sens, Cass., 26 mars 1835.

rien à voir en ce qui concerne la confiscation-mesure de police.

C. — *Héritiers*. — En ce qui concerne les héritiers du détenteur, la question paraît extrêmement simple. La confiscation encourue par le « de cujus » pourrait être poursuivie directement contre les héritiers. Cela ne souffre aucune difficulté. Ce n'est pas parce que les héritiers sont responsables des dettes de leur auteur, c'est parce que le même vice qui infestait la chose dans les mains du « de cujus » continue de l'infester dans les mains des héritiers. Si les héritiers subissent directement la confiscation, ce n'est pas parce qu'ils sont héritiers, c'est parce qu'ils sont détenteurs, au même titre que leur auteur, d'une chose dangereuse ou illicite.

S'ils acceptaient la succession sous bénéfice d'inventaire ou s'ils y renonçaient, la confiscation n'en pourrait pas moins être poursuivie contre le patrimoine successoral, représenté par un administrateur quelconque.

III. — Conséquences en ce qui concerne l'action.

I. — *Prescriptions*. — L'action qui appartient à la société en vue de faire prononcer la confiscation des objets illicites ou nuisibles n'ayant pas pour but de frapper le délinquant d'une pénalité, ne peut être

considérée comme une action pénale. On ne s'aurait donc lui appliquer les règles relatives à la prescription de l'action publique. On ne peut pas davantage lui appliquer la prescription des actions civiles, c'est-à-dire la prescription de trente ans. Le fondement même de l'action fait qu'elle doit être imprescriptible. Il s'agit, en effet, de faire disparaître, en le confisquant, un objet prohibé. Tant que cet objet continue d'exister, il y a violation à la loi et la confiscation demeure possible. Le détenteur d'un objet prohibé aura beau le posséder pendant des temps aussi longs qu'il plaira de supposer, il n'acquerra jamais le droit de continuer à le posséder. Sa possession, en durant, ne peut devenir licite. Le droit de confiscation de l'État est, en ce cas, par définition même un droit imprescriptible.

En revanche, il se peut que l'action tendant à la confiscation disparaisse subitement faute en quelque chose d'objet. Tandis que l'action qui tend à la répression d'un délit dure un certain temps quand le délit a cessé d'exister, l'action qui tend à la confiscation de l'objet prohibé disparaît et n'a plus de raison d'être du jour où l'objet lui-même a été détruit par une cause ou par une autre ou est purgé du vice qui l'infestait. L'action existe donc tant que dure l'objet et cesse d'exister quand l'objet cesse lui-même d'exister.

II. — *Décès du prévenu.* — Le décès du prévenu

est sans influence sur l'action qui n'est pas une action pénale et ne peut, par conséquent, tomber sous l'application de l'article 2 du Code.

III. — *Impossibilité de substituer à la confiscation prévue par la loi une autre mesure de police.* — C'est ici un trait qui rapproche la confiscation-mesure de police de la confiscation-peine. Nous avons dit que, lorsque la loi édictait la confiscation à titre de peine, les juges n'avaient pas le droit d'y substituer une mesure de répression différente. Il semble que l'on doive décider de même en ce moment: lorsque la loi (à tort ou à raison) édicte la confiscation à titre de mesure de police, il ne paraît pas que les juges aient le droit d'y substituer une autre mesure de police alors même que cette autre mesure serait suffisante. La jurisprudence est en ce sens.

C'est ainsi qu'en matière de faux poids la Cour de cassation a décidé que la confiscation devait être prononcée alors même que le poids présentait seulement un excédent et était susceptible d'être ramené à la pesanteur légale (Cass., 1^{er} août 1861, D. 1861.1.453).

De même encore la confiscation des mesures portant d'un côté les divisions anciennes et de l'autre les divisions nouvelles doit être prononcée quoiqu'il soit possible de faire disparaître les divisions prohibées (Cass., 25 septembre 1840, D. 1840.1.443). Il en est de même des poids et mesures non poinçonnés

qui ne présentent rien d'inexact et pourraient recevoir un poinçon de vérification (Cass., 10 mai 1851, D. 1851.398) (1).

1. Ces décisions paraissent devoir être approuvées. On doit remarquer qu'elles appuient d'ailleurs en général la solution qu'elles adoptent sur ce que la confiscation, même dans les cas indiqués, est une peine (Voir ce que nous disons pages 64 et suivantes).

CHAPITRE V

De la confiscation en matière fiscale et en matière de propriété littéraire, artistique et industrielle.

Nous abordons, dans ce chapitre, l'étude du troisième groupe qui nous a paru mériter un examen spécial à cause du caractère discutable sous lequel y apparaît la confiscation. Est-elle une peine, une mesure de police, ou est-elle une réparation civile, ou, peut-être, encore, quelque chose de mixte qui emprunte des traits aux trois caractères différents ?

Ces questions se posent : 1° à propos des confiscations prononcées en matière fiscale proprement dite ; 2° à propos des confiscations prononcées au sujet d'infraction qui porte atteinte à un monopole d'État (monopole du tabac, des allumettes) ; 3° à propos des confiscations qui portent atteinte, si l'on peut dire, à un monopole privé (Brevets d'invention. Marques de fabrique, etc.).

SECTION I

Confiscation en matière fiscale.

I. — Confiscation en ce qui concerne les objets tarifés.

Nous envisageons, ici, uniquement les hypothèses où la confiscation porte sur des objets qui ont participé à une fraude envers les droits du Trésor (confiscation en matière de douane, d'octroi, de contributions indirectes d'une façon générale).

Il ne semble pas que l'on puisse, en pareille matière, attribuer à la confiscation le caractère d'une mesure de police. Il ne s'agit pas, en effet, d'objets prohibés, dangereux ou illicites, que le législateur se propose, en les confisquant, de supprimer. Il s'agit d'objets parfaitement indifférents au point de vue de la sécurité publique, mais sur lesquels l'État, en vue de se créer des ressources, a mis un impôt, impôt de consommation ou impôt à l'entrée de la marchandise, de douane ou d'octroi. Ce sont ces ressources dont l'État ne veut pas être frustré et c'est pour ne pas l'être, qu'il confisque les objets introduits en fraude. Il n'y a donc là rien qui ressemble à la mesure de police que nous avons définie antérieurement, qui est prononcée en considération de la chose et qui est généralement suivie de la destruction de la chose jugée dangereuse.

N'y aurait-il pas alors dans la confiscation prononcée en matière fiscale une mesure de *réparation civile*? L'État ne constitue-t-il pas une victime d'un dommage, victime atteinte dans ses intérêts pécuniaires? Et ne sont-ce pas ces intérêts pécuniaires qu'il s'agit de sauvegarder en réparant le préjudice causé? De ce point de vue l'amende d'abord, mais la confiscation aussi, constitueraient donc des mesures de réparation. Cette théorie est assez séduisante, on peut dire même qu'elle est populaire. Le public considère assez volontiers l'État comme un particulier riche qui défend ses droits et son patrimoine par des mesures d'ailleurs fort souvent jugées arbitraires.

La jurisprudence elle-même paraît avoir une tendance de plus en plus marquée à se ranger à cette manière de voir (Cass., 22 déc. 1892. *Lois nouvelles*, 1893. 2. 15).

Toutefois, en se plaçant sur le terrain juridique et en essayant d'analyser logiquement le sujet qui nous occupe, on peut demander si l'on ne se trompe point en attribuant à la confiscation fiscale le caractère d'une réparation civile. Une mesure de réparation doit, en effet, obéir à cette première règle fondamentale d'être en équivalence avec le préjudice causé. Or il ne semble pas que le législateur en édictant, en matière fiscale, la confiscation ait pris le moins du monde en considération le préjudice. La confiscation, en tant que mesure de réparation, tantôt

dépasserait son but et tantôt resterait à moitié route. Ce dernier cas se réaliserait d'ailleurs rarement. La confiscation ne devrait pas être, en effet, séparée de l'amende qui l'accompagne et qui aurait, au reste, le même caractère qu'elle, et prises ensemble, comme elles doivent l'être, amende et confiscation dépasseraient le but, c'est-à-dire le préjudice qu'il s'agit de réparer. Elles ne pourraient donc être considérées comme étant exclusivement une mesure de réparation ; il y aurait en elles un surplus inemployé et ce surplus, en bonne justice, l'État s'il obéissait à une idée de réparation, devrait le restituer. Il n'y songe pas. Que fait donc la loi en édictant, en matière fiscale, l'amende et la confiscation ? Elle punit. Elle punit, en vue d'empêcher le renouvellement de faits qu'elle considère non seulement comme préjudiciables mais comme coupables et quasiment assimilables à des vols. L'erreur provient de ce que les contraventions fiscales causent à l'État un préjudice direct mais d'ordre spécial, préjudice qui ne paraît pas retentir sur la collectivité tout entière. Les individus ne se sentent ni individuellement ni socialement atteints par les fraudes envers le fisc. Mais on a tort. Le fisc remplit une mission sociale et en défendant les intérêts fiscaux il défend les intérêts sociaux. L'acte de fraude est donc un acte anti-social et il est naturel non seulement que le préjudice qu'il cause soit réparé, mais encore qu'il soit puni. L'amende et

la confiscation sont des peines, et si elles réparent le préjudice causé c'est par surcroît, c'est, en quelque sorte, par suite de ce fait accidentel que, la victime étant justement l'État, c'est-à-dire la société, elles profiteront à la victime en profitant à l'État ; tandis que, normalement, la victime n'étant qu'un particulier, l'amende et la confiscation attribuées à l'État ne profitent point à la victime à qui il faut une réparation spéciale.

Il n'est pas possible de disconvenir toutefois que certaines dispositions de nos lois sont ou paraissent contraires à la théorie qui vient d'être développée.

C'est ainsi que les textes reconnaissent, en matière fiscale, aux administrations intéressées le droit de diriger l'action et de jouer le rôle de ministère public. On a voulu en conclure que l'action n'était pas une action pénale, mais une action de réparation : l'influence prépondérante de l'administration intéressée s'expliquerait de cette façon. Il semble que la valeur attribuée à cet argument soit exagérée. Il y a là, en somme, simplement une question de procédure qui ne paraît pas susceptible de réagir contre le fond du droit. Au reste cette particularité de procédure existe également en matière forestière (art. 159 et 50 du Code forestier) et on ne songe pas à lui attribuer une valeur spéciale de nature à altérer le caractère pénal des amendes ou confiscations prononcées par le Code forestier.

On peut d'ailleurs expliquer ce droit d'action dévolu par les textes aux administrations d'État. C'est à cause même de leur titre d'administrations d'État et parce que leurs intérêts spéciaux se confondent avec les intérêts généraux qu'elles peuvent poursuivre elles-mêmes directement les délinquants (1).

En second lieu on fait valoir le droit de transiger que les textes accordent aux administrations susvisées tant en ce qui concerne l'amende qu'en ce qui concerne la confiscation : on ne transige pas en matière fiscale. Il semble en effet que ce droit, si on accepte l'idée que l'amende et la confiscation, même en matière fiscale, sont des peines, paraisse tout d'abord exorbitant. Toutefois, de même que précédemment, on peut commencer par remarquer que le Code forestier permet également à l'administration forestière de transiger (Code forestier, art. 159). En second lieu ce droit de transaction dont on veut faire état existe non seulement en ce qui concerne l'amende ou la confiscation, mais même en ce qui concerne l'emprisonnement (2). Or il paraît difficile de reconnaître à l'emprisonnement le caractère de réparation civile.

Au surplus, en analysant même la question dans

1. Voyez conclusions de M. l'avocat général Desjardin. Cass., 10 décembre 1890. D. 1891.1.102.

2. Arrêté du 5 germinal an XII, art. 23.

son fonds, ce droit de transaction si surprenant qu'il paraisse, s'explique et se justifie. Nous avons dit que les administrations fiscales (douanes, contributions indirectes, etc.,) sont chargées d'une mission publique. Toutefois les intérêts qu'elles défendent en sont peut-être pas pour la société des intérêts vitaux, en tous cas les délits qu'elles poursuivent ne sont pas des délits d'ordre général, comme un vol ou un meurtre. L'on comprend donc que dans cette sphère restreinte d'intérêts sociaux qu'elle est chargée de sauvegarder, l'administration constitue une sorte de puissance autonome. Pour les délits d'ordre général, tous les rouages sociaux sont mis en mouvement, et les trois pouvoirs, judiciaire, exécutif et législatif, interviennent. Ils interviennent par le droit de poursuites et de jugement qui appartient au ministère public et aux tribunaux; par le droit de grâce qui appartient au chef du pouvoir exécutif; par le droit d'amnistie qui appartient au pouvoir législatif. Ces droits ou quelques-uns de ces droits sont réunis, en ce qui concerne la répression des délits fiscaux, dans une seule et même main, celle de l'administration intéressée. Cette administration n'a ni le droit de juger, ni le droit d'amnistier, mais elle a le droit de poursuivre et le droit de gracier sous forme de transaction. La transaction n'est qu'une sorte de grâce anticipée quelquefois qui intervient en faveur du délinquant, de même qu'en sens inverse

on pourrait dire que la grâce n'est qu'une sorte de transaction entre la société et le coupable (Voyez sur toute la question, conclusions de M. l'avocat général Desjardin. D.1891.1.103).

Mais il reste d'autres textes d'un ordre plus spécial et qu'il est, on doit le reconnaître, beaucoup moins facile d'expliquer. Le principal de ces textes est l'article 20 du titre XIII de la loi des 6-22 août 1791 sur les douanes. Aux termes de cet article : « Les propriétaires des marchandises seront responsables civilement du fait de leurs facteurs, agents, serviteurs et domestiques en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens (1). » Ce texte constitue un argument incontestable en faveur de la théorie qui voit dans l'amende et la confiscation, en matière fiscale, une réparation civile. On est porté, en effet, tout naturellement à faire cadrer l'article 20 du titre XIII de la loi des 6-22 août 1791 et les textes analogues avec les articles 1382 et suivants du Code civil. L'article 1384 du Code civil déclare que les maîtres et commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et proposés. C'est

1. Voir dispositions analogues : article 3, titre III du décret du 4 germinal an II ; et article 35 du décret du 1^{er} germinal an XIII, concernant les droits réunis. Ce dernier texte est ainsi conçu : « Les propriétaires des marchandises seront responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens. » *Adde*, article 36 du même décret,

ce que le langage technique du droit appelle « la responsabilité civile ». Or, l'article 20 de la loi de 1791, susvisé déclare que les propriétaires (lisez les maîtres et commettants) sont responsables civilement du fait de leurs facteurs, agents, serviteurs et domestiques, en ce qui concerne les amendes et confiscations. Voilà qui heurte nos idées. La personnalité des peines déjà proclamée s'oppose à ce que les maîtres soient tenus de payer les amendes ou de subir une confiscation pour un délit commis par un subordonné.

Et il semble qu'il n'y ait qu'un moyen de concilier cette contradiction, c'est de dire que l'amende et la confiscation ne sont pas des peines mais sont destinées à réparer un dommage, et l'on rentre alors dans la règle normale. Tel est le raisonnement. Il n'a point convaincu tout le monde et l'on a cherché plusieurs explications de l'article 20 précité de la loi de 1791. La principale est la suivante : On peut dire tout d'abord que l'expression *responsables civilement* n'a pas le sens aussi précis, aussi technique qu'on le soutient ; responsables civilement serait dans l'article 20 synonyme de *responsables pécuniairement*. Ce point admis, on peut démontrer que cette responsabilité pécuniaire est, en définitive, une responsabilité *pénale* ; et on peut le démontrer sans faire échec au principe de la personnalité des peines. En effet la loi punit, dans l'article 20 dont s'agit, une complicité

morale de la part du maître, ou tout au moins un mauvais choix par le maître de son domestique. Cette faute initiale du maître est érigée en délit *sui generis* et punie au même titre que celle subséquente du domestique ou de l'agent. Cette thèse paraît un peu subtile. Toutefois, étant donné que logiquement l'amende ou la confiscation ne sont pas des réparations civiles parce qu'elles manquent à ce principe essentiel d'être tarifées d'avance et sans considération du préjudice réel et d'être tarifées par volonté unilatérale et souveraine (1), on ne peut guère faire autrement que d'accepter l'explication qui précède. Si subtile qu'elle soit, elle est encore préférable à l'explication qui fait de l'amende ou de la confiscation des réparations civiles. Au reste, en insistant davantage, la subtilité reprochée à l'explication qui précède est-elle si exacte ? En somme la réparation civile elle-même obéit au principe de la personnalité ; le maître dans l'article 1384 du Code civil ne répare le dommage du domestique que parce qu'il a commis une faute lui-même. L'article 1384 repose, en ce qui concerne la responsabilité des maîtres et commettants, sur une présomption irréfragable de faute. Qu'y

1. La clause pénale équivalente à une clause de dommages-intérêts a aussi ce caractère d'être fixée et limitée par anticipation, sans que l'on connaisse exactement l'étendue du préjudice. Mais au moins, ne résulte-t-elle pas d'une volonté unilatérale ; elle s'appuie sur un accord de volonté.

a-t-il d'extraordinaire à ce que, ayant commis une faute, il soit tenu non seulement de réparer mais de subir personnellement une peine telle que l'amende ou la confiscation ? On ne l'a pas admis pour l'emprisonnement, mais c'est parce que sans doute sa faute initiale n'a pas paru suffisante pour mériter une peine de prison. Si donc il est frappé d'amende ou de confiscation et n'est pas frappé d'emprisonnement ce n'est point parce que l'emprisonnement serait une peine et l'amende et la confiscation des réparations civiles, mais c'est parce que, toutes trois étant des peines, l'emprisonnement est une peine plus grave que l'amende ou la confiscation et trop grave en la circonstance.

Mais si l'article 20 du titre XIII de la loi du 6 au 22 août 1791 peut encore s'expliquer tout en conservant à l'amende ou à la confiscation leur caractère de peine, il existe d'autres textes qui ne sont pas généralement invoqués et qui paraissent cependant d'une explication encore plus pénible. L'article 5 du titre XII de la loi des 6 au 22 août 1791 sur les douanes décide en effet que « les objets saisis pour fraude ou contravention, ou confisqués, ne pourront être revendiqués par les propriétaires sauf leurs recours contre les auteurs de la fraude. » Même décision et presque dans les mêmes termes, dans l'article 36 du décret de 1^{er} germinal an XIII (22 mars 1805). Si les textes se rapportent uniquement aux pro-

priétaires responsables par suite du fait de leurs agents ou facteurs, nous retomberions dans l'argument précédent déjà suffisamment développé; d'un autre côté si ces textes se rapportaient seulement aux marchandises prohibées et non aux marchandises simplement tarifées, ils ne pourraient être provoqués dans le débat actuel parce que l'on peut admettre, sans trop de discussions, que la confiscation de marchandises prohibées a plutôt le caractère d'une mesure de police que d'une peine. Mais, ni d'un côté ni de l'autre, il ne semble que les articles précités doivent être limités dans leur application. Les termes dont ils se servent sont très généraux et paraissent pouvoir s'appliquer d'une part à des propriétaires quels qu'ils soient, même complètement étrangers aux fraudeurs, et d'autre part à toutes espèces de marchandises prohibées ou simplement tarifées. S'il en est ainsi, ces textes constituent évidemment une contradiction avec les principes les plus essentiels de la pénalité puisqu'ils frappent d'une mesure considérée comme une peine des individus complètement étrangers à l'infraction. Toutefois on doit remarquer que ces textes ne sont pas moins inconciliables avec l'idée d'une mesure de réparation. En effet, la réparation civile, tout comme la peine, suppose, nous l'avons dit, la faute personnelle de celui qui est obligé à réparer. Pas de responsabilité même civile sans faute (art. 1382 et suivants). Or, ici, on imposerait

l'obligation de réparer le préjudice à une personne qui n'y aurait en aucune façon participé.

Les textes susvisés paraissent donc inexplicables aussi bien avec les principes de la réparation civile qu'avec ceux admis ordinairement en matière de pénalité. Ces textes existent cependant et il faut les expliquer, qu'en conclure ?

Nous serions disposés à croire que l'amende et, en particulier, la confiscation, constituent dans notre législation fiscale des mesures d'un ordre tout à fait spécial. Ce ne sont ni des réparations civiles, ni des peines ordinaires. Ce sont des mesures qui se rapprochent davantage de la peine que de la réparation civile mais qui s'en distinguent par leur caractère objectif. Ou, si l'on veut, ce sont des peines en retard sur notre notion moderne de la pénalité fondée sur l'idée de culpabilité. Ce sont des peines qui continuent d'obéir aux idées primitives qui ne tenaient compte que du fait matériel indépendamment de la personne de l'agent. En particulier, en ce qui concerne la confiscation, le fisc, lorsqu'il a saisi un objet en contravention, ne se préoccupe, et les textes l'y autorisent, que de le conserver sans tenir compte de la personne du propriétaire. Cela est injuste, dirait-on ? Mais il ne semble pas que ce soit la première fois qu'en matière fiscale, sous l'exigence des besoins pécuniaires, la notion du juste ou de l'injuste se soit obscurcie.

Jurisprudence. — La jurisprudence n'accepte pas que la confiscation, en matière fiscale, conserve son caractère pénal. Elle lui attribue plutôt un caractère mixte avec une tendance qui paraît s'accroître à faire prédominer le caractère de réparation civile.

Du caractère mixte de la confiscation en matière fiscale la jurisprudence conclut qu'il faut, suivant les cas, tantôt appliquer les conséquences de l'idée de peine et tantôt celles de l'idée de réparation civile. Le plus grave reproche que l'on puisse faire à cette théorie c'est de manquer d'un critérium sûr pour opérer le partage entre ces deux idées. Pourquoi dans tels cas appliquer l'idée de peine et dans tels autres, l'idée de réparation? on ne le saisit pas bien. Par suite la jurisprudence paraît quelquefois arbitraire et soumise à l'inspiration du moment (1).

Nous devons cependant analyser cette jurisprudence et la suivre dans les deux séries d'applications parallèles qu'elle fait de ces deux idées, à savoir que la confiscation, en matière fiscale, est une mesure de réparation civile tout en restant une peine.

A. — De l'idée de réparation civile la jurisprudence tire les conséquences suivantes :

1° La confiscation des objets saisis doit être main-

1. Certaines décisions de justice, en particulier en ce qui concerne la confiscation, ne paraissent pas éloignées d'accepter cette manière de voir (Cass., Cour de Besançon, 21 décembre 1854; 1855.2.18).

tenue alors même que l'auteur de la fraude reste *inconnu* et ne *peut pas être atteint*. On peut citer, en ce sens, un arrêt de la Cour d'Agen du 20 novembre 1878 (D. 1880.2.158). Il s'agissait, en l'espèce, de la confiscation d'un fût de rhum voyageant avec un acquit inapplicable. L'Administration des contributions indirectes avait laissé de côté, on ne sait trop pourquoi, le transporteur et n'avait cité que l'exploiteur et le destinataire qui tous deux reconnus de bonne foi furent relaxés. Néanmoins la confiscation du fût de rhum fut maintenue.

Nous croyons devoir reproduire, sur ce point, la décision de la Cour : « Attendu qu'en matière d'im-
« pôts indirects, toute contravention régulièrement
« établie a pour sanction obligée la confiscation des
« objets saisis, alors même que l'auteur de la con-
« travention ne peut être atteint, que cette *peine* est
« la *réparation* nécessaire du préjudice éprouvé par
« le Trésor... »

On le voit, cet arrêt invoque à la fois l'idée de peine et l'idée de réparation civile ! Les deux notions coexistent dans la pensée des juges et l'on ne saisit pas à laquelle de ces deux idées ils ont voulu rattacher leur solution. Cela montre, au surplus, combien la notion de la confiscation et de l'amende en matière fiscale est, en somme, une conception confuse et mal établie.

En l'espèce nous sommes d'ailleurs disposé à

croire que ni l'idée de peine ni l'idée de réparation civile ne pouvaient justifier la décision de la Cour. Cette décision était peut-être néanmoins légale parce qu'elle paraît conforme à l'esprit de notre législation fiscale qui entend avant tout confisquer l'objet sans se préoccuper de la personne du délinquant. Cela résulte de textes que nous avons déjà cités. Mais, en citant ces textes, nous avons dit, en même temps, qu'ils étaient inexplicables aussi bien avec l'idée de peine, qu'avec l'idée de réparation civile. Ces deux idées, en effet, supposent toutes les deux à leur base un auteur responsable et coupable pénalement ou civilement (voir dans le même sens que l'arrêt de la Cour d'Agen un jugement du tribunal civil de Saintes du 3 janvier 1879 confirmé le 23 mai 1879 devant la Cour d'appel de Poitiers par adoption de motifs. D. 1880.2.48) (1).

2° La jurisprudence admet qu'un individu mineur, acquitté comme ayant agi sans discernement, peut être néanmoins condamné à l'amende et à la confiscation en matière fiscale; en effet les mineurs ne sont point restituables contre leurs délits ou leurs quasi-délits, ils peuvent même, de ce chef, être condamnés à des dommages-intérêts. L'amende et la confiscation n'étant pour la jurisprudence qu'une forme

1. Voir également Cass., 8 juillet 1841. B. N° 204; 27 mai 1876 D. 78.1.43; 6 novembre 1885. B. N° 295; 8 novembre 1889. B. N° 330.

de dommages-intérêts, il est naturel que, quoique acquitté, le mineur y soit astreint (1).

3° La confiscation peut être prononcée contre les personnes civilement responsables énumérées dans l'article 1384 du Code civil. On a vu que l'article 20 du titre XIII de la loi du 6-22 août 1791 et l'article 35 du décret du 1^{er} germinal an XIII, déclarent les propriétaires des marchandises, maîtres et commettants, responsables du fait de leurs facteurs en ce qui concerne les confiscations. Ces textes, d'après la jurisprudence, s'expliquent par le principe que la confiscation, en matière fiscale, est une mesure de réparation. N'étant que l'application d'un principe ces textes doivent être généralisés et appliqués non seulement aux maîtres et commettants qui ne sont qu'une des catégories de personnes civilement responsables prévues par l'article 1384 du Code civil, mais à toutes les catégories de personnes que la loi considère comme responsables du fait d'autrui, en particulier aux pères et mères. La jurisprudence a eu occasion, plusieurs fois et depuis fort longtemps, d'appliquer son principe. Elle l'a fait surtout en ce qui concerne

1. Cass., ch. réunies, 13 mars 1844. D. J. G. V° *Peine*, n° 455. V. Douanes, n° 976. La question ne soulève plus aucune discussion en jurisprudence. Il en résulte, en particulier, que l'amende fiscale ou la confiscation prononcées contre le mineur acquitté comme ayant agi sans discernement ne doivent pas être marquées sur le bulletin n° 3 de son casier judiciaire.

l'amende, mais il y a un *a fortiori* pour la confiscation (1).

4° Que faudra-t-il décider en ce qui concerne les héritiers du délinquant ? Il est admis, en principe, que les condamnations civiles, telles que celles à des dommages-intérêts, peuvent être poursuivies contre les ayants cause de celui qui a commis le préjudice. Ces ayants cause sont responsables du délit ou du quasi-délit de leur auteur par ce fait qu'ils acceptent purement et simplement sa succession ; et s'ils l'acceptent sous bénéfice d'inventaire c'est la succession elle-même, le patrimoine laissé par le défunt, qui paiera les dommages-intérêts. Pourquoi ne pas appliquer ces principes à l'amende fiscale et surtout à la confiscation ? En ce qui concerne l'amende, la jurisprudence ne semble pas cependant vouloir en admettre la poursuite directement contre les héritiers. Elle est entraînée par l'idée de la personnalité des peines et n'a pas la hardiesse d'appliquer ici le principe de l'amende-réparation civile (V. Cass., 28 messidor an VIII, B. n° 391, Cass., 9 décembre 1813, B. n° 258).

En ce qui concerne la confiscation, la question est plus douteuse. Il semble que la jurisprudence ait, au contraire, une tendance à en permettre l'application

1. Cass., 6 juin 1811. D. 1811.1.314. Cass., 30 mai 1828. B. N° 164 ; 5 septembre 1828. B. N° 233. D. 1829.1.81. Cass., 11 octobre 1834, 1.703. Cass., 30 novembre 1869. D. 1870.1.30.

directement contre les héritiers. On peut citer, en ce sens : C. Douai, 3 mai 1904 ; D. 1905.2.12 ; Cass., 9 décembre 1813 précité. Ce dernier arrêt est particulièrement intéressant en ce qu'il fait expressément la distinction entre l'amende et la confiscation, et, tandis qu'il repousse l'idée que les héritiers puissent être directement condamnés à l'amende pour une infraction commise par leur auteur, il accepte, au contraire, qu'ils puissent subir la confiscation pour la même infraction. Étant donné que, d'après la jurisprudence, amende et confiscation marchent de pair et ont, au même degré, un caractère mixte à la fois peine et réparation civile, la décision susvisée du 9 décembre 1813 est assez inexplicable.

Toutefois, il convient de remarquer que, dans l'espèce, il s'agissait d'une confiscation de marchandises prohibées (tabac) et que la confiscation, en pareil cas, ainsi que nous l'avons déjà plusieurs fois laissé pressentir et que nous nous réservons de l'indiquer plus nettement ultérieurement, peut être considérée comme une mesure de police. Est-ce inconsciemment ce point de vue qui l'a emporté dans l'esprit des juges ? En tous cas, ils ne l'ont pas indiqué avec précision et c'est toujours, semble-t-il, en se référant au caractère de réparation civile attribué à la confiscation qu'ils fondent leur décision.

Ce même motif se retrouve plus catégoriquement dans l'arrêt de Douai cité précédemment du 3 mai

1904. En l'espèce, d'ailleurs, il s'agissait non seulement de la confiscation de la marchandise qui était encore une marchandise prohibée mais de la confiscation des moyens de transport (art. 4, loi du 2 juin 1875) pour lesquels il est plus difficile de songer à une mesure de police. Le tribunal de Lille avait admis la confiscation de la marchandise contre les héritiers mais n'avait pas cru pouvoir admettre celle des instruments de transport. La Cour de Douai rejette, au contraire, la distinction que le tribunal avait voulu établir et admet, en principe, la possibilité de la confiscation aussi bien en ce qui concerne les moyens de transport qu'en ce qui concerne la marchandise prohibée (1). Elle se fonde pour repousser cette distinction sur le caractère de réparation civile qu'il convient, d'après elle, d'attribuer à la confiscation dans les deux cas.

Un autre arrêt intéressant a été rendu par la Cour de Besançon à la date du 21 décembre 1854 (S. 1855. 2. 182). Cet arrêt est particulièrement important : 1^o parce que dans l'espèce il s'agissait non de marchandises prohibées mais de marchandises simplement tarifées pour lesquelles le caractère de mesure de police attribué à la confiscation ne peut être invo-

1. L'arrêt de la Cour de Douai rejette finalement les prétentions du fisc mais pour des motifs spéciaux de procédure dont nous n'avons pas à nous occuper.

qué ; 2° parce que ce n'est point en s'appuyant sur le caractère de réparation civile de la confiscation que l'arrêt admet la possibilité de la prononcer directement contre les héritiers, mais c'est en donnant à la confiscation le caractère d'une peine de nature tout à fait spéciale. L'arrêt considère, en effet, que la confiscation et l'amende, en matière fiscale, ont un caractère pénal sinon exclusif, du moins « principal et dominant ». Cela étant, l'amende ne pourra pas être prononcée contre les héritiers. Quant à la confiscation si elle est une peine, aux termes des articles 11 et 464 du Code pénal, elle n'affecte pas néanmoins « la personne du contrevenant ; qu'elle n'affecte « que la marchandise ; qu'il n'importe, en conséquence, que la marchandise se trouve entre les « mains du contrevenant ou entre les mains de ses « héritiers ou d'un tiers ; qu'il suffit qu'elle existe, « pour que la confiscation en soit prononcée, que « cette suite de l'acte de contrebande survivant « au décès de Félix Laitier, il y a lieu de prononcer « contre ses héritiers la confiscation des objets saisis ; attendu qu'on ne doit pas distinguer, à cet « égard, entre les marchandises prohibées et les « marchandises tarifées ; que celles-ci, quand elles « sont introduites frauduleusement en France, sont « également nuisibles au commerce, quoique à un « moindre degré que celles-là ; qu'il n'en faut pas davantage pour que la confiscation en soit pronon-

« cée puisque c'est en raison du préjudice que leur
« présence en France cause au commerce que le lé-
« gislateur en a ordonné la suppression entre les
« mains de celui qui les détient (1)... »

5° Le sursis, d'après la jurisprudence, ne saurait être accordé au délinquant ni pour l'amende, ni pour la confiscation, toujours en vertu de la même idée que le sursis est inopérant lorsqu'il s'agit de dommages-intérêts. La Cour de Cassation, sur le rapport de M. le conseiller Chambareaud et sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Baudoin, l'a décidé, le 19 novembre 1891, en ces termes (D. 1892. 1.109) (2):

« Vu les articles 1^{er} et 2 de la loi du 26 mars 1891
« et 484 du Code pénal, attendu qu'aux termes de
« l'article 2 de la loi susvisée, la suspension de la
« condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende,
« prévue par l'article 1^{er} de la dite loi, ne peut avoir lieu
« ni pour les frais, ni pour les dommages-intérêts, at-
« tendu que les peines fiscales, telles que la confisca-
« tion et les amendes, sont moins des peines que des

1. Voyez Cass., 27 mai 1876, D. 78. 1.43.

2. En l'espèce il s'agissait de la confiscation de tabac colporté et offert en vente; il s'agissait donc de la confiscation d'une chose prohibée et la confiscation pourrait passer pour une mesure de police, ce qui aurait pu justifier l'inadmissibilité du sursis; mais la Cour ne se place pas sur ce terrain; elle invoque seulement le caractère de réparations civiles de l'amende et de la confiscation, et c'est à ce titre qu'elle repousse l'application de la loi du 26 mars 1891.

« réparations civiles attribuées au Trésor et dont le
« montant est fixé par la loi, dans les termes de l'arti-
« cle 41 du Code pénal; d'où il suit qu'en décidant
« qu'il serait sursis à l'exécution de la condamnation
« prononcée contre Morize pour colportage de tabac
« de fraude (300 francs d'amende et confiscation du
« tabac saisi) l'arrêt attaqué a commis un excès de
« pouvoir, donné à la loi du 26 mars 1891 une exten-
« sion qu'elle ne comporte pas, et formellement violé
« les articles susvisés; casse. »

(Voir dans le même sens, C. Bordeaux, 14 août 1891.
C. Bourges, 17 décembre 1891. C. Besançon, 27 jan-
vier 1892. D. 1892.2.61, 1^{re}, 6^e et 7^e espèces. *Contra* :
Cour de Lyon, 19 novembre 1891. D. 1891.2.41, 4^e es-
pèce.)

6° La jurisprudence admet qu'en matière fiscale
le principe de non-rétroactivité des lois édictant ou
n'édictant pas l'amende ou la confiscation ne suit
pas les règles spéciales aux lois pénales mais suit les
règles de droit commun. Autrement dit on ne se
préoccupe pas d'appliquer à l'individu la loi la plus
douce (qui serait par exemple en l'espèce la loi sup-
primant la confiscation) mais on applique à l'individu
la loi existant au moment où il a commis l'infraction
fiscale; si, à ce moment, la loi édictait la confiscation,
la confiscation devra être prononcée alors même
qu'au moment du jugement une loi nouvelle l'au-
rait supprimée. Nous ne savons pas si la question

s'est posée relativement à la confiscation, mais elle s'est posée et a été résolue dans le sens sus-indiqué en ce qui concerne l'amende fiscale. Les motifs invoqués pour l'amende peuvent également être étendus dans leur principe à la confiscation. On peut voir à ce sujet un arrêt de la Cour de Cassation du 9 novembre 1888 (S. 1889.1.217) cassant un arrêt de la Cour de Bordeaux. Il s'agissait, en l'espèce, de l'application au prévenu de la loi du 30 mars 1888 dont l'article 42 autorise l'application aux contraventions fiscales de l'article 463 du Code pénal. L'infraction avait été commise antérieurement à la loi de 1888. Le prévenu pouvait-il en bénéficier, et l'amende qu'il avait encourue pouvait-elle être modérée? La Cour de Cassation a jugé par la négative par ce motif que les amendes, en matière de contributions indirectes, sont moins des peines dans le sens de l'article 9 du Code pénal, que des réparations et indemnités dans le sens de l'article 10 du même Code ; qu'à ce titre elles sont encourues par le fait même qui donne lieu à la contravention et au préjudice causé au Trésor dans les limites fixées *par la loi existant au moment de la perpétration* (1).

1. Le même jour deux arrêts ont cassé pour les mêmes motifs : 1° un arrêt de la Cour d'Agen du 8 août 1888 ; 2° un arrêt de la Cour de Limoges du 24 mai 1888. Voir Dalloz, 1889.1.217 et note de M. le professeur Garraud. *Adde.* Cass., 20 avril 1809, B. n° 79 ; 11 décembre 1863, D. 64.1.200.

Ces mêmes motifs, dans leur principe tout au moins, peuvent s'appliquer à la confiscation aussi bien qu'à l'amende (1).

7° La confiscation en matière fiscale ayant principalement les caractères d'une réparation civile, serait-il logique, dans le cas où il n'y a pas eu saisie réelle, de condamner l'individu qui ne répare pas le préjudice causé au moyen de la confiscation à le réparer au moyen du paiement de la somme représentant la valeur de la chose qui aurait dû être confisquée. En effet la confiscation de la chose n'étant qu'un *moyen* et la réparation du préjudice étant le *but*, il devrait être permis de substituer un moyen à un autre prévu par la loi mais reconnu impossible ou inefficace ; autrement, contrairement à toute logique, on arriverait à ce résultat que le législateur attacherait plus d'importance au *moyen* qu'au *but*. Ce serait enlever au *moyen* le caractère accessoire et subordonné qu'il

1. On doit noter, ici, en ce qui concerne l'application de l'article 463 à la confiscation fiscale que les tribunaux, toujours en vertu de l'idée que la confiscation est une réparation civile, refusaient d'admettre la possibilité de circonstances atténuantes. Mais la loi du 29 mars 1897 (art. 19) est venue donner à la jurisprudence un démenti sur ce point. La loi en matière de contributions indirectes autorise les tribunaux à libérer, le cas échéant, le délinquant de la confiscation, sauf pour les objets prohibés, par le paiement d'une somme que le tribunal arbitrera et qui ne pourra, en aucun cas, être inférieure au montant des droits fraudés.

doit avoir et lui donner une importance principale ; ce serait en somme lui enlever son caractère propre et faire qu'il devienne lui-même un but. En définitive la confiscation n'étant pas susceptible d'être remplacée apparaîtrait comme voulue principalement par le législateur, comme ayant par conséquent son but en elle-même, et comme étant, en résumé, non un moyen de réparation, mais une mesure spéciale, originaire, *sui generis* de répression, naturellement susceptible d'aucun équivalent.

La jurisprudence est assez contradictoire sur cette question. Elle paraît faire, sans peut-être l'indiquer nettement, une distinction entre les marchandises *prohibées* et les marchandises *tarifées*.

Pour les marchandises *prohibées* les tribunaux n'admettent pas que la confiscation puisse être remplacée par une condamnation en argent. Cela s'explique si l'on accepte l'idée sur laquelle nous aurons à revenir que la confiscation, en ce qui concerne les marchandises *prohibées*, a les caractères d'une mesure de police. Contentons-nous, pour l'instant, de rappeler les arrêts de la Cour de Nancy du 27 février 1878 (D. 78.2.46) et de la Cour de Pau du 13 avril 1889 (D. 1890.2.271) (1).

1. Dans la deuxième espèce, il est vrai, il s'agissait non seulement de la confiscation de la marchandise prohibée elle-même (tabac) mais des moyens de transport. *Adde* : Cass., 19 août 1858.5.59..., 444.

Pour les marchandises tarifées, au contraire, il semble que la jurisprudence soit disposée à admettre que la confiscation puisse être transformée, le cas échéant, en une condamnation de somme d'argent. Cela serait d'accord avec l'idée que la confiscation dans ce cas est une mesure de réparation civile. On peut citer, en ce sens, un arrêt de la Cour d'Amiens du 15 décembre 1893 (D. 1896.2.203) (1).

Remarquer d'ailleurs que certains textes permettent expressément aux contrevenants, en matière de douanes et de contributions indirectes, d'obtenir mainlevée de la saisie opérée sur des objets déterminés moyennant la consignation de leur valeur ou l'engagement cautionné de payer cette valeur (V. Loi du 9 floréal an VII, t. 4, art. 5 et 7. Décret du 1^{er} germinal an XIII, art. 23, loi du 28 avril 1816, art. 17, 27, 95, 106, loi du 27 mars 1817, art. 20). Il résulte nécessairement des textes précités qu'une condamnation pécuniaire peut être substituée à la confiscation.

B. — Au contraire, la jurisprudence considère la confiscation, en matière fiscale, comme une peine à certains autres points de vue et décide en conséquence :

1^o L'action par laquelle le fisc poursuit la condamnation à l'amende ou à la confiscation est une action

1. Voir Cass., 12 janvier 1877 ; D. 78.1.11. Limoges, 23 mars 1877, S. 77.2.183.

pénale, en conséquence elle est soumise au délai ordinaire de la prescription en matière correctionnelle ; il y a lieu en cette matière de se référer aux articles 637 et 638 du Code d'Instruction criminelle et l'action est prescrite lorsque, au bout de trois ans, il n'a été fait aucun acte de poursuite à compter du délit (Cass., 5 juin 1880 ; D. 1881.1.494) (1).

Il aurait pu sembler que du moment que l'amende ou la confiscation n'avaient le caractère de dommages-intérêts, l'infraction fiscale pouvait être considérée comme simplement une source de préjudice et non comme un délit, et qu'en conséquence l'action née d'un fait dommageable et tendant à le réparer ne devait se prescrire que par trente ans.

2° De même, en ce qui concerne non plus la prescription de l'action mais la prescription de la peine, c'est-à-dire la prescription de l'exécution du jugement prononçant l'amende ou la confiscation, la jurisprudence fait encore prédominer le caractère pénal de ces mesures. On peut se reporter, à cet égard, à un arrêt de la Cour de Cassation du 10 octobre 1890 (D. 1891.1.102) rendu après un rapport conforme de M. l'avocat général Desjardins. Il s'agissait en l'espèce, non de la confiscation, mais de l'amende ; il importe peu, la même règle est applicable aux

1. Cass., 9 juin 1837, S. 1838.1 174. Introduction de poudres étrangères.

deux hypothèses. La prescription sera celle prévue par l'article 636 du Code d'Instruction criminelle, c'est-à-dire la prescription de cinq ans.

II. — Confiscation des marchandises dont l'État a le monopole.

Il s'agit, ici, de la confiscation de marchandises dont l'État s'est réservé le monopole de la fabrication, ou de la vente et qui, entre les mains de particuliers, peuvent être considérées comme des marchandises prohibées (tabac, allumettes, cartes à jouer, poudre, explosifs, engins meurtriers ou incendiaires).

Tabacs. — La vente du tabac est une somme importante de revenus pour l'État qui en retire un bénéfice de 400 millions environ par an (exactement en 1908 : 386.306.913 francs). Le privilège exclusif de la fabrication et de la vente du tabac a été établi par le décret du 29 décembre 1810, il a été depuis successivement prorogé et, en dernier lieu, sans limitation de durée par l'article 25 de la loi des finances du 26 décembre 1892 (1). Deux administrations concou-

1. La législation sur les tabacs est une législation extrêmement toulue, et il serait fastidieux d'énumérer tous les textes qui se rapportent à la matière. Ce serait d'ailleurs en dehors de notre sujet. Contentons-nous d'observer que le décret du 20 mars 1791 avait établi la liberté absolue de cultiver et de débiter du tabac. Ce n'est que pro-

rent à l'exploitation du monopole : celle des manufactures nationales (Décret des 12 mars 1860, 13 novembre 1873) pour la fabrication et celle des contributions indirectes pour la vente (Ordonnance du 5 janvier 1871, art. 2).

Le monopole s'étend d'ailleurs à la fabrication des cigarettes. La fabrication n'est licite que si elle est effectuée au domicile du consommateur dans la limite de ses besoins personnels par lui-même, par les membres de sa famille ou par les gens à son service (Loi des finances du 16-17 avril 1895, art. 27-3°) (1). Les cigarettes autres que celles de la régie ne peuvent circuler en quantité supérieure à 500 cigarettes.

En ce qui concerne les tabacs étrangers, ils sont prohibés à l'entrée sur le territoire français à moins qu'ils ne soient achetés pour le compte de la régie

gressivement que de l'état de liberté absolue tel qu'il résultait de ce décret on est arrivé au monopole, au profit de l'État, de la fabrication et de la vente. On a d'abord frappé les fabrications privées d'une forte taxe (loi du 22 brumaire an VII, etc.), et on les a astreintes à prendre une licence. On a astreint à la même licence les marchands et commissionnaires (Décret du 4 messidor an XIV; 23 juin 1905). On a prohibé ensuite les fabrications particulières et la vente (Décret du 29 octobre 1810). On a soumis la culture du tabac à des règles sévères, etc., etc. Voir principalement, sur toute la matière, la loi du 28 avril 1816, titre V.

1. Ce monopole se trouvait compromis d'après l'administration par deux arrêts de Cassation du 13 novembre 1890 (D. 91.1.286) et du 4 mai 1894 (D. 94.1.572), d'où le vote de l'article 17 de la loi des finances de 1895.

(loi de 1816, art. 173) ou que la quantité importée n'excède pas 10 kilogrammes (art. 1^{er}, loi du 7 juin 1820. Loi sur le tarif des douanes du 11 janvier 1892. Loi des 16-17 avril 1895, art. 17). Les tabacs ne peuvent d'ailleurs servir qu'à l'usage personnel du destinataire.

Allumettes. — La fabrication et la vente des allumettes chimiques ont d'abord été laissées à l'industrie privée. La loi du 4 septembre 1871 établit à ce sujet une taxe de consommation intérieure. Pour les allumettes venant de l'étranger l'importation en était permise moyennant le paiement du droit de douane et de la taxe intérieure.

Le monopole fut établi par la loi du 2 août 1872. Il fut d'abord exploité par une compagnie concessionnaire. Depuis le 1^{er} janvier 1890 il est exploité directement par l'État. L'importation de l'étranger n'est permise que pour le compte du monopole (lois, 15 mars 1873, 11 janvier 1892) (1).

Cartes à jouer. — Le monopole de l'État consiste dans l'obligation imposée aux fabricants de cartes de n'employer que les feuilles de moulage et le papier filigrané qui sont fournis par l'administration (Décret du 4 prairial an XIII. Loi du 16 avril 1816).

1. Voir également, en ce qui concerne les allumettes, la loi de finances de 1895, art. 19 et 20. Le monopole des allumettes a rapporté à l'État, en 1908, 27.495.527 francs.

Poudres. — Nous avons déjà étudié antérieurement le monopole en ce qui concerne les poudres, monopole qui paraît fondé sur des considérations d'ordre public encore plus que sur des considérations fiscales. Ce monopole relève du Ministère de la Guerre pour la fabrication et de l'administration des contributions indirectes pour la vente.

Lorsqu'il y a monopole, la loi édicte comme sanction obligatoire la confiscation non seulement des objets saisis en contravention et qui constituent le corps du délit mais encore du moyen de transport considéré comme instruments du délit. Quelle est la nature de cette confiscation ? On considère, en général, qu'il y a là une mesure de police (1). Pour les objets tarifés la confiscation serait donc une réparation civile du préjudice causé au fisc, tandis que pour les objets prohibés la confiscation serait une mesure de police. On considère, en effet, que dans ce dernier cas c'est l'objet lui-même que la confiscation a pour but de faire disparaître car c'est l'existence même de l'objet qui constitue la violation de la loi.

En ce qui concerne la jurisprudence, elle est assez

1. Lorsque le monopole est fondé sur des considérations d'ordre public, on peut sans difficulté admettre que la confiscation a le caractère d'une mesure de police (Ex. monopole en matière de poudres). Lorsque au contraire le monopole est fondé sur des considérations d'ordre purement fiscal, la question paraît plus douteuse.

obscure. Elle ne paraît pas faire de distinction bien nette entre les marchandises tarifées d'une part et d'autre part les marchandises prohibées. Il lui arrive parfois de caractériser la confiscation des objets prohibés comme une mesure de police (Cour de Grenoble, 2 janvier 1896, D. 1896. 2. 47); mais il lui arrive aussi et, semble-t-il, encore plus fréquemment d'invoquer l'idée de réparation civile à propos de la confiscation dont s'agit (Nancy, 27 février 1878, D. 79. 2. 46, 19 novembre 1891, D. 92. 1. 109.) Il lui arrive même d'invoquer l'idée de peine (Cass., 9 juin 1837. S. 1838. 1. 174).

SECTION II

Confiscation en matière de propriété industrielle et de propriété littéraire et artistique.

I. — *Brevets d'invention* (loi du 5 juillet 1844). *Marques de fabrique* (loi du 23 juin 1857). — On peut rapprocher la protection que la loi accorde aux titulaires de brevets d'invention et de marques de fabrique de celle qu'elle accorde au fisc pour l'exploitation de ses monopoles. Au lieu d'être un monopole d'État, l'exploitation d'un brevet d'invention ou d'une marque de fabrique serait un monopole privé. Nous n'avons point, en établissant ce rapprochement, la prétention d'établir la nature juridique

du droit qui appartient au breveté ou au titulaire de la marque de fabrique. On sait que cette question est fort discutée en droit commercial ou industriel et nous n'avons aucunement l'intention d'en entreprendre l'examen.

Nous voulons simplement conclure du rapprochement sus-indiqué que l'on comprend qu'un certain nombre d'auteurs, reconnaissant à la confiscation en matière de monopole le caractère de mesure de police, aient reconnu ce même caractère à la confiscation en matière de brevets d'invention et de marques de fabrique. Il y a même situation dans un cas comme dans l'autre ; il s'agit, dans les deux cas, par le moyen de la confiscation, de supprimer l'existence d'un objet qui par lui-même constitue la violation d'un droit approuvé, consacré, protégé par la loi.

Il y a toutefois deux différences entre la confiscation en la matière qui nous occupe actuellement et la confiscation en matière de monopole fiscal, mais ces deux différences, dit-on, n'ont aucune importance en ce qui concerne la nature de la confiscation.

1° Dans un cas (monopole fiscal) c'est l'État qui jouit du monopole ; dans l'autre c'est un simple particulier. On pourrait évidemment être tenté de dire que la violation d'un droit reconnu à l'État constitue apparemment une infraction beaucoup plus grave au point de vue de l'ordre public que la violation d'un droit reconnu à un simple citoyen. Au fond il

n'en est rien. La violation d'un droit quel qu'il soit est une atteinte à l'ordre public. En définitive le vol n'est pas autre chose que la violation d'un droit privé (le droit de propriété) et personne ne contestera que le vol ne soit une infraction contraire à l'ordre public au premier chef. Or, l'exploitation illicite d'un brevet d'invention ou d'une marque de fabrique appartenant à un autre a singulièrement de ressemblance avec un vol. Il importe donc à la société non seulement de punir le délinquant mais de supprimer une possession illicite contraire à l'ordre public. C'est à quoi tend la confiscation des objets contrefaits ou portant une marque frauduleuse (1).

2° La deuxième différence consiste en ce que le produit de la confiscation est attribué à l'État lorsqu'il s'agit de monopole fiscal tandis que le produit de la confiscation est ou détruit ou attribué au breveté.

Cette deuxième différence est la conséquence de la première et si l'une ne réussit pas à affecter la nature même de la confiscation, l'autre ne pourra pas l'affecter davantage. On ne doit pas, pour déterminer la

1. Le rapprochement du délit prévu par les lois de 1844 et de 1857 et du délit de vol peut suggérer également de comparer la confiscation, en ces matières, à une *restitution*. Mais ce serait exagérer la portée du rapprochement. La victime n'est, en matière de délits relatifs à la propriété industrielle, qu'une partie lésée; ce n'est pas un *volé*. Matériellement on ne lui a rien *soustrait*, or c'est le fait de *soustraction* qui caractérise le vol, et qui est nécessaire également pour qu'on puisse dire qu'il y ait *restitution*.

nature de la confiscation, rechercher à qui sont attribués les objets confisqués. C'est là un moyen empirique qui peut induire en erreur. Il est possible que la remise de la chose confisquée au breveté indemnise ce dernier du préjudice qui lui a été causé, il est possible que ce soit même en partie dans cette intention que la loi décide que cette remise lui soit faite, mais cela n'est qu'un résultat heureux et ce n'est pas le but principal que la loi poursuit, pas plus qu'en matière fiscale la remise définitive à l'État des choses prohibées, quoique en fin de compte elle indemnise l'État, ne peut servir à caractériser la confiscation des marchandises prohibées qui reste une mesure de police.

La cause de la confiscation c'est la violation du droit d'autrui qui résulte de l'existence même de l'objet sur lequel la marque contrefaite est apposée ou qui a été fabriqué par les procédés brevetés. Cet objet constitue en lui-même et par ce fait seul qu'il existe la violation dont il s'agit. Il s'agit donc non pas seulement de réparer le préjudice ou de punir le délinquant mais d'aller en quelque sorte aux racines mêmes du mal et d'en supprimer la cause. La confiscation est édictée dans ce but. C'est là sa raison d'être profonde et essentielle et par conséquent c'est par là qu'elle doit être caractérisée.

Que va-t-on faire maintenant des objets confisqués? A la rigueur on pourrait les détruire et le but de la

confiscation n'en serait pas moins atteint. Mais pourquoi détruire ces objets ? Ce sont des choses qui ont de la valeur et comme d'autre part il convient de réparer le préjudice causé, autant vaut d'ores et déjà attribuer à la victime les produits de la confiscation à titre de dommages-intérêts qui viendront s'ajouter à ceux qu'elle pourra réclamer de l'auteur du préjudice. C'est ce que font les articles 49 de la loi du 5 juillet 1844 et 14 de la loi du 24 juin 1857 (1).

Cette manière de voir cependant n'est pas adoptée en général, et la plupart des auteurs et la jurisprudence attribuent à la confiscation, en matière de brevets d'invention et de marques de fabrique, le caractère de réparation civile. On ne peut même pas dire que les auteurs et les arrêts repoussent, en cette matière, la théorie de la confiscation-mesure de police ; ils ne l'examinent pas. Il est à peu près indiscuté aujourd'hui et passé en axiome, surtout en jurisprudence, que la confiscation est, ici, une réparation civile.

Jusqu'en 1844 et 1857, c'est-à-dire jusqu'aux lois spéciales sur les brevets d'invention et les marques de fabrique, la jurisprudence considérait la confiscation comme une peine. Elle ne distinguait pas la confiscation en ces matières de la confiscation ordinaire.

1. Cette destruction avait été demandée par quelques orateurs lors de la discussion de la loi de 1844.

Ce sont les lois de 1844 et de 1857 qui ont modifié sa manière de voir.

La presque unanimité de la doctrine (1) et de la jurisprudence s'explique en effet par les termes mêmes dont se sert le législateur : « Les objets confisqués seront remis au propriétaire du brevet, sans préjudice de *plus amples dommages-intérêts...* », dit l'article 49 de la loi du 5 juillet 1844. « Le tribunal « peut ordonner que les produits confisqués soient « remis au propriétaire de la marque contrefaite ou « frauduleusement apposée ou imitée, indépendam-
« ment *de plus amples dommages-intérêts* s'il y a lieu », dit l'article 14 de la loi de 1857.

Il y a toutefois lieu de faire une distinction entre la confiscation en matière de brevets d'invention et la confiscation en matière de marques de fabrique. L'article 49 de la loi de 1844 (brevets d'invention) fait de la confiscation une mesure obligatoire ; il est également obligatoire que les objets confisqués soient remis au breveté. Enfin l'exercice de l'action est subordonné à la plainte de la partie lésée (art. 45).

1. Nouguier : *Des brevets d'invention et de la contrefaçon*, n° 1014 ; Blanc : *Traité de la contrefaçon*, p. 677 ; Bédarride : *Comment. des lois de 1844 et de 1857*, n° 654 et 958 ; Rendu : *Codes de la propriété industrielle*, t. II, n° 233-234 ; E. Pouillet : *Traité théorique et pratique des Brevets d'invention*, p. 881, n° 966. *Traité des marques de fabrique et la concurrence déloyale*, p. 317, n° 281 ; Garraud, 1, p. 256, n° 455.

Le rôle de la victime est donc prépondérant, c'est avant tout son intérêt qui est pris en considération.

Au contraire, l'article 14 de la loi de 1857 (marques de fabrique) fait de la confiscation une mesure facultative pour le tribunal (1); en admettant même que la confiscation soit prononcée, il n'est pas obligatoire que les objets confisqués soient remis à la victime, le juge peut les attribuer au Trésor (2); enfin l'action du ministère public n'est pas subordonnée à la plainte de la partie lésée.

« Cette différence, dit M. Calmus, entre les inven-
« tions brevetées et les marques de fabrique s'ex-
« plique parfaitement : lorsqu'il s'agit de la contre-
« façon d'une invention brevetée, l'intérêt privé seul
« est en jeu ; lorsqu'il s'agit au contraire d'une contre-
« façon ou d'une usurpation de marque de fabrique,
« un intérêt général, celui du public, des consom-
« mateurs est compromis et, bien que la poursuite
« intentée à la requête du ministère public dans
« notre cas ne doive pas être confondue avec celle
« qui a pour objet la tromperie sur la marchandise

1. La construction de la marque est, au contraire, une mesure obligatoire à la différence de la confiscation des produits revêtus de a marque qui, comme nous le disons au texte, est facultative (art. 14).

2. Pouillet. *Marques de fabrique*, p. 316. n° 281. V. Rouen, 25 février 1859 ; Annales 64.66.

« vendue, elle n'en a pas moins un intérêt public
« pour objet (1). »

Ces différences ont amené la jurisprudence à attribuer à la confiscation, en matière de marques de fabrique, tantôt un caractère pénal, tantôt un caractère de réparation civile. On lit à ce sujet dans un arrêt de Cassation du 13 avril 1877 (D. 1877.1.401) :
« Attendu que cette mesure particulière ordonnée par
« la loi, la destruction des marques reconnues con-
« trefaites (2), doit être considérée comme présen-
« tant un double caractère ; qu'en effet elle peut, en
« certains cas, même en dehors de l'action d'une
« partie civile, être réclamée par le ministère public
« et qu'elle est alors une pénalité accessoire ; mais
« que quand elle est réclamée par la partie qui se
« plaint de la contrefaçon de sa marque et qui de-
« mande la destruction même au cas d'acquiescement
« il n'est plus possible d'y voir un caractère pénal ;
« que dans ce cas, la destruction de la marque affecte
« nécessairement le caractère de réparation civile (3). »

1. Calmus, *Des noms et marques de fabrique et de commerce et de la concurrence déloyale*, n° 105.

2. Ce que l'arrêt dit de la destruction peut être étendu à la confiscation.

3. Il y a d'ailleurs un cas où il n'y a pas de partie lésée, c'est le cas prévu par les articles 9 et 15 de la loi de 1857. L'article 9 prévoit 1° l'hypothèse où une marque déclarée obligatoire ne serait pas apposée sur un produit ; et 2° le cas de vente du produit ne portant pas la marque déclarée obligatoire. L'article 15 édicte que « le tribunal peut

Ainsi il résulterait de cet arrêt que si la destruction et la confiscation sont poursuivies par le ministère public ou si la remise de la chose confisquée n'a pas été prononcée au profit de la partie lésée, la confiscation a les caractères d'une condamnation pénale.

C'est en s'appuyant sur le caractère de réparation civile attribué à la confiscation que les auteurs et la jurisprudence expliquent certaines règles applicables à la confiscation en matière de brevets d'invention et de marques de fabrique et qui pourraient passer pour des anomalies.

I. — *Acquittement du délinquant.* — Les articles 49 de la loi du 5 juillet 1844 et 14 de la loi de 1857 sont formels à cet égard (1). L'acquittement du prévenu

« prononcer la confiscation des produits si le prévenu a encouru, dans
« les cinq années antérieures, une condamnation pour un des délits
« prévus par les deux premiers paragraphes de l'article 9. » En ce cas
il n'apparaît pas non plus que la confiscation puisse conserver son
caractère de réparation civile et le caractère pénal est certainement
moins discutable que dans les hypothèses visées au texte.

1. Art. 49, loi du 5 juillet 1844 : « La confiscation des objets reconnus contrefaits, et, le cas échéant, celle des instruments ou ustensiles destinés spécialement à leur fabrication, seront, même en cas d'acquittement, prononcées contre le contrefacteur, le receleur, l'introducteur ou le débitant. Les objets confisqués seront remis au propriétaire du brevet, sans préjudice de plus amples dommages-intérêts et de l'affiche du jugement s'il y a lieu.

Art. 14, loi du 23 juin 1856 : La confiscation des produits dont la marque serait reconnu contraire aux dispositions des articles 7 et 8 peut, même en cas d'acquittement, être prononcée par le tribunal, ains

n'empêche pas la confiscation d'être prononcée. Ce sont même ces textes qui ont entraîné la jurisprudence et qui lui ont fait accepter l'idée que la confiscation était, en la matière qui nous occupe, une réparation civile. Il était, en effet, impossible de conserver à la confiscation le caractère pénal que les tribunaux lui reconnaissaient primitivement puisqu'elle pouvait être prononcée malgré l'acquiescement.

L'article 49 de la loi de 1844 (brevets d'invention) doit retenir un moment notre attention. Cet article 49 prescrit la confiscation, malgré l'acquiescement, contre le contrefacteur, le receleur, l'introducteur ou le débitant.

Le contrefacteur c'est celui qui a fabriqué l'objet contrefait ou qui a usé des moyens faisant l'objet du brevet (art. 40). La mauvaise foi n'est pas un élément essentiel du délit de contrefaçon et l'absence de cet élément n'amènerait pas l'acquiescement du contrefacteur. Le mot *sciemment* qui est employé par l'article 41 en ce qui concerne l'introducteur, le vendeur et le receleur, ne se retrouve pas dans l'article 40

que celle des instruments et ustensibles ayant spécialement servi à commettre le délit. Le tribunal peut ordonner que les produits confisqués soient remis au propriétaire de la marque contrefaite ou frauduleusement apposée ou imitée, indépendamment de plus amples dommages-intérêts s'il y a lieu. Il prescrit dans tous les cas la destruction des marques reconnues contraires aux dispositions des articles 7 et 8.

touchant le contrefacteur (Metz, 11 février 1869, S. 1869.2.204) (1). Le contrefacteur de bonne foi devra donc être condamné, à plus forte raison devra-t-il subir la confiscation puisque l'article 49 prononce la confiscation contre le contrefacteur même acquitté. L'usage *commercial*, c'est-à-dire l'exploitation en vue d'un gain de la chose contrefaite ou des moyens de fabrication brevetés, est, au contraire, un élément essentiel du délit de contrefaçon. L'individu qui fait usage du produit ou des moyens faisant l'objet du brevet pour son usage personnel ne peut pas être condamné comme contrefacteur dans le sens strict du mot (Angers, 29 juin 1870, A. Pataille, 72.371) (2). Il pourra peut-être être condamné seulement comme receleur.

Le receleur est celui qui détient l'objet contrefait à quelque titre que ce soit même pour *son usage personnel*. Le législateur exige ici la mauvaise foi pour qu'il y ait recel. L'article 41 dit, en effet : ceux qui auront sciemment recélé... L'individu qui usera donc de *bonne foi* d'un objet contrefait pour son usage personnel ne pourra pas être considéré comme un receleur et ne pourra pas à ce titre être condamné. Pourra-t-il, tout au moins, subir la confiscation ? L'article 49 est assez contradictoire ; d'une part, en

1. Pouillet, *Brevets d'invention*, p. 651, n° 691, 4^e éd.

2. Pouillet, *loc. cit.*, p. 637, n° 676 et suivants.

effet, il dit que la confiscation sera prononcée malgré l'acquittement, or nous sommes justement en présence d'un individu acquitté et, si l'on accepte la bonne foi, on peut se demander quelles sont donc les causes d'acquittement que le législateur a bien pu avoir en vue (1) ; d'autre part l'article 49 ne prononce la confiscation que contre le receleur proprement dit ; or l'individu qui fait usage de bonne foi pour ses besoins personnels d'un objet breveté n'est pas un receleur. La jurisprudence est en ce dernier sens. Elle n'admet pas que la confiscation puisse être prononcée contre un individu qui se sert de bonne foi et pour son usage personnel d'un objet breveté (Cass., 25 mars 1848, 1848.1.579, 12 juillet 1851, D. 1851.5.56). Plus récemment que les arrêts précités un arrêt de Cassation du 5 avril 1889 (*Annales de droit commercial*, 1889, p. 241) s'est prononcé dans le même sens. Il s'agissait en l'espèce d'ascenseurs qui avaient été installés dans un immeuble particulier et qui avaient été construits par un contrefacteur à l'aide de procédés brevetés au profit d'un autre. La Cour de Cassation a refusé de prononcer la confiscation demandée contre les propriétaires de l'immeuble qui se servaient de bonne foi de l'ascenseur.

1. Cet argument a entraîné certains auteurs, Pouillet en particulier (*B. invention*, p. 900, n° 897 ; *adde* également notes 6 et 7 dans *Dalloz*, 54.1.72).

La thèse de la jurisprudence nous paraît devoir être acceptée comme étant la plus sûre. Il semble, en effet, que les tiers détenteurs de bonne foi sont en droit d'invoquer l'article 2279 du Code civil « en fait de meubles, possession vaut titre » (1). On ne peut se dissimuler, toutefois, qu'avec cette interprétation on diminue considérablement les hypothèses pratiques dans lesquelles la confiscation sera possible contre un tiers acquitté.

Il ne paraît rien y avoir de particulier à dire en ce qui concerne l'*introduceur* et le *débitant* mentionnés dans l'article 49. Ces expressions se comprennent d'elles seules.

En résumé ce qu'il faut retenir à propos de l'article 49 précité c'est qu'il édicte la confiscation malgré l'acquiescement et lui attribue ainsi un caractère qui ne peut être pénal et qui, d'après la jurisprudence et la généralité des auteurs, serait celui d'une mesure de réparation civile.

C'est en s'appuyant sur ce même caractère de ré-

1. On pourrait aussi se demander très sérieusement, quoique la question ne paraisse avoir encore été soulevée ni en doctrine ni en jurisprudence, si le brevet ne pourrait passer prévaloir de l'article 228 du Code civil. On assimilerait ainsi la contrefaçon au vol avec lequel on ne peut nier qu'elle ait des traits communs, l'objet contrefait à un objet volé, et le breveté à un propriétaire exerçant l'action en revendication. Le breveté pourrait ainsi obtenir confiscation de l'objet quitte à rembourser au possesseur de bonne foi le prix qu'il lui a coûté.

paration civile que les auteurs et la jurisprudence, d'accord encore une fois, admettent que la confiscation peut être prononcée non seulement par les tribunaux correctionnels mais par les *tribunaux civils*. Ni le texte de la loi de 1884, ni celui de la loi de 1857 ne l'indiquent formellement ; c'est une conséquence déduite par les interprètes (Cass., 9 mai 1859, D. 1859.1.205 (1) ; 22 juin 1860, D. 1860.1.29).

Il semblerait que la même idée de réparation civile une fois admise eût dû amener les tribunaux et les auteurs à reconnaître la possibilité d'exercer directement la confiscation contre les héritiers du contrefacteur. Les dommages-intérêts dus par un auteur doivent continuer en effet de peser sur ses ayants cause (art. 2., C. crim.). La question est d'ailleurs susceptible d'être divisée en deux hypothèses :

1° L'action civile est portée devant les tribunaux de répression accessoirement à l'action pénale ; survient le décès de l'inculpé. Le tribunal répressif ne peut plus prononcer de condamnation, cela est bien certain, mais reste-t-il saisi de l'action civile ? Si oui, il doit pouvoir prononcer la confiscation qui est une conséquence civile du délit. Si non, il est évident qu'il ne doit pas pouvoir prononcer la confiscation

1. Et. Blanc. *De la Contrefaçon*, 4^e édit., p. 677, Rendon et Delorme, *Dt. industrie*, n° 568. Dalloz, J. G., v° *B. d'invention*, n° 383. Pouillet, *B. d'invention*, p. 882, n° 966. *Marques de Fabrique*, p. 316, n° 281.

pas plus qu'il ne pourrait condamner à d'autres dommages-intérêts.

S'il est déjà intervenu un jugement contradictoire, la jurisprudence semble admettre que les tribunaux de répression dessaisis par le décès du prévenu de l'action publique restent saisis de l'action civile portée devant eux (Cass., 2 mai 1864, D. 1864.1.321. Paris, 26 juillet 1901, cité par Pouillet, *Marques de Fabrique*, n° 290, p. 323).

Mais alors même qu'il ne serait pas intervenu de jugement contradictoire, nous serions disposé à croire que les tribunaux répressifs, par analogie avec l'hypothèse de l'acquiescement, peuvent prononcer sur les dommages-intérêts et notamment sur la question de confiscation toujours étant supposé que l'on admette que cette confiscation soit une réparation civile.

Toutefois les auteurs sont, en général, en sens inverse. En particulier M. Pouillet (1) écrit :

« Nous avons examiné, dans notre traité des brevets, les différentes questions que peut faire naître le décès du prévenu au cours de l'instance correctionnelle, soit avant, soit depuis le jugement, le lecteur voudra bien s'y reporter. Il s'agit ici de savoir quelle influence le décès du prévenu, avant le jugement, peut exercer sur la confiscation des

1. Pouillet, *Marques de fabrique*, p. 322, n° 290.

« objets revêtus de la marque contrefaite ou sur la
« destruction de cette marque. On a vu que, même
« en cas d'acquittement, le tribunal peut prononcer
« la confiscation et doit ordonner la destruction de
« la marque. Ne suit-il pas de là qu'il a le même
« pouvoir, et le même devoir dans le cas du décès
« du prévenu? Ce décès n'équivaut-il pas à une sorte
« d'acquittement, ne faut-il pas reconnaître, au con-
« traire, que le décès du prévenu a pour effet immé-
« diat, nécessaire, d'éteindre l'action, de dessaisir les
« juges correctionnels, et de les rendre incompé-
« tents, le délit disparaissant, pour en apprécier les
« conséquences civiles? Cette dernière solution, quels
« qu'en soient les inconvénients pour le plaignant,
« nous paraît, à vrai dire, la seule juridique. »

2^o En admettant que les tribunaux répressifs ne soient plus compétents, par suite du décès du prévenu, pour statuer sur l'action civile et en particulier sur la confiscation, on peut se demander si l'action tendant à obtenir la confiscation ne peut pas alors être portée directement devant les tribunaux civils. Rien ne paraît devoir s'y opposer. La confiscation n'étant qu'une forme de dommages-intérêts doit suivre le sort de l'action qui peut, elle, certainement, pour les réparations pécuniaires être solutionnée par les tribunaux civils, malgré le décès du prévenu, en vertu de l'article 2 du Code d'Instruction criminelle.

II. — *Propriété littéraire et artistique.* — La con-

fiscation en matière de propriété littéraire et artistique est réglée par les articles 425 à 429 du Code pénal, et par la loi du 9 février 1895, article 3 (1). En lisant ces textes et en voyant qu'ils attribuent le produit des confiscations au propriétaire pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert, il ne semble pas qu'il y ait lieu d'établir de différence entre la confiscation en matière de propriété littéraire et artistique et la confiscation en matière de marques de fabrique et de brevets d'invention. Si l'on admet qu'en ces dernières matières la confiscation est une mesure de police ou une réparation civile on devrait, à ce qu'il semble, admettre que la confiscation, en matière de propriété littéraire et artistique, est également soit une mesure de police (2), soit une

1. Article 429. — Dans les cas prévus par les quatre articles précédents, le produit des confiscations, ou les recettes confisquées, seront remis au propriétaire, pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert; le surplus de son indemnité, ou l'entière indemnité, s'il n'y a eu ni vente d'objets confisqués, ni saisie de recettes, sera réglé par les voies ordinaires. La loi du 9 février 1895, sur les fraudes en matière artistique, article 3, dit: « les objets délictueux seront confisqués et remis au plaignant ou détruits sur son refus de les recevoir. »

2. Il est un cas cependant où il est impossible d'attribuer à la confiscation le caractère de mesure de police, c'est le cas prévu par l'article 428 qui prévoit la confiscation des recettes provenant d'une représentation dramatique donnée au mépris de l'auteur. Confisquer les recettes ce n'est pas supprimer la cause de la violation du droit, cette cause existe dans la représentation qui a eu lieu et elle est désor-

réparation civile. C'est ce qu'admettent certains auteurs (1). Mais la jurisprudence est absolument formelle en sens contraire. Elle considère que la confiscation est, en matière de propriété littéraire et artistique, une peine et qu'elle est soumise aux mêmes règles que les peines ordinaires. C'est ce que décide, en particulier, pour le cas où le prévenu avait été acquitté, un arrêt de la Cour de cassation du 29 décembre 1882 (*Pat. ann.*, 1884, p. 366) : « Attendu que si, aux termes de l'article 49 de la loi du 5 juillet 1844, la confiscation des objets reconnus contrefaits doit être prononcée, même en cas d'acquiescement contre le contrefacteur, le receleur, l'introducteur ou le débitant, c'est là une disposition exceptionnelle qui ne s'applique qu'en matière de brevets d'invention et doit être restreinte aux cas expressément prévus par cette loi; que lorsqu'il s'agit de la contrefaçon artis-

mais ineffaçable. La confiscation des recettes ne peut être qu'une peine ou une réparation civile.

1. Pouillet, *Traité de la propriété littéraire et artistique*, p. 634, note dans Dalloz, 1902.1.17. M. Pouillet qui, on l'a vu, en matière de brevets d'invention et de marques de fabrique admet que la confiscation est une indemnité, emploie, ici, des termes qui autoriseraient à croire qu'il considérerait la confiscation, en matière de propriété littéraire et artistique, comme une mesure de police : « ... On ne peut nier, dit-il, que l'objet contrefait ne soit prohibé en lui-même et à raison de sa nature; on ne peut nier que la loi n'en condamne l'existence et que dans quelques mains qu'il se trouve il ne constitue une offense directe à la loi .. »

tique ou littéraire réprimée et punie par la loi du 19 juillet 1793 et par les articles 425 et suivants du Code pénal, ce sont les principes et les règles du droit commun qui doivent être observés.

« Attendu que la première condition exigée par la loi pour qu'une peine puisse être prononcée, c'est que le prévenu soit déclaré coupable du délit qui lui est imputé; que la confiscation, d'après l'article 44 du Code pénal étant une peine, ne saurait être ordonnée dans le cas où, comme dans l'espèce, l'auteur et le complice du délit sont renvoyés des poursuites, l'action publique et l'action civile étant déclarées éteintes par la prescription, rejette, etc... (1). »

Du caractère pénal de la confiscation dans la matière qui nous occupe la jurisprudence tire encore cette conséquence qu'elle ne peut être prononcée que par les tribunaux correctionnels (C. de Paris, 21 février 1901, S. 1902.2.17) (2).

1. Voir Cass., 5 juin 1847. D. 47.1.170. Cass., 23 juin 1793. D. 1893.1 610.

2. Certains auteurs distinguent entre la confiscation qui serait une peine et la remise des objets au propriétaire laquelle serait une indemnité et pourrait être prononcée par les tribunaux civils (Blanc. *Traité de la Contrefaçon*, p. 446; Renouard, *Droit d'auteur*, II, n° 254).

CHAPITRE VI

Procédure et effets de la confiscation,

Nous avons étudié les questions les plus intéressantes relatives à la confiscation. Celles qui restent à étudier sont relatives seulement à la procédure et aux effets de la confiscation. Quoique certainement plus ingrate que celle que nous venons de laisser, cette partie de notre thèse ne laisse pas d'avoir de l'importance. Elle est généralement négligée ou omise dans les livres.

Au reste il est certain que la procédure devant aboutir à la confiscation rentre à beaucoup d'égards dans le cadre habituel de la procédure pénale, fiscale ou civile. A la rigueur on pourrait, sauf sur quelques points, se borner à renvoyer à l'étude de la procédure de droit commun, et c'est ce qui explique l'oubli des auteurs, dans leurs écrits, de cette partie spéciale du sujet.

I. — Procédure.

Qui a qualité pour introduire l'action et demander la confiscation? — Cette question, pas plus qu'au-

cune de celles qui touchent à la confiscation, n'est susceptible d'une réponse uniforme. Cela dépend du caractère que revêt la confiscation.

S'agit-il d'une confiscation pénale, le droit d'exercer l'action appartient nécessairement et exclusivement au ministère public. Toutefois, comme partout, le tribunal peut se trouver saisi par voie de citation directe émanant de la partie lésée, auquel cas il peut prononcer la confiscation. Mais, même en ce sens, cette confiscation conserve son caractère pénal, est requise par le ministère public et ne profite en aucune façon à la victime.

Ces principes souffrent exception en ce qui concerne la confiscation en matière forestière. Nous avons dit que la confiscation prévue par le Code forestier conservait, sauf exception, son caractère pénal au même titre d'ailleurs que l'amende. Néanmoins, comme on le sait, notre législation donne à l'administration des eaux et forêts, concurremment avec le ministère public, le droit d'exercer l'action publique. Le rôle de l'administration est même prépondérant, celui du ministère public se borne à une simple surveillance (1). Il en résulte que l'administration des eaux et forêts peut poursuivre et requérir l'application de la confiscation en matière forestière

1. Loi des 15-29 septembre 1791, t. IX, art. 1^{er}; C. Ins. crim., art. 19 et 182; C. forestier, art. 159, 183; décret, 21-28 décembre 1859.

au même titre qu'elle peut poursuivre l'application de l'amende ou même de l'emprisonnement.

En matière fiscale (douanes, octrois, contributions indirectes) la jurisprudence admet, avons-nous dit, que la confiscation, comme d'ailleurs l'amende, a un caractère non pas exclusif mais principal de réparation civile envers le Trésor. C'est grâce à ce caractère attribué à la confiscation et à l'amende que la jurisprudence explique que les administrations fiscales aient le droit de poursuivre et de requérir l'application des condamnations *pécuniaires* y compris naturellement la confiscation.

Pour les contributions indirectes le droit de poursuite en ce qui concerne les condamnations pécuniaires (amendes et confiscation) résulte de l'article 23 de l'arrêté du 5 germinal an XII, de l'article 10 de l'ordonnance du 3 janvier 1821 ou décret du 1^{er} germinal an XIII. Les deux premiers textes donnent à l'administration le droit de transiger sur les amendes et confiscations ; on a conclu de ce droit de transaction à celui d'exercer l'action relative aux mêmes condamnations. Le décret du 1^{er} germinal an XIII est encore plus formel, en particulier en ce qui concerne la confiscation. L'article 28 donne aux commis le droit d'assigner à fin de condamnation ; l'article 34 décide que, au cas de nullité du procès-verbal de saisie, la confiscation des marchandises prohibées peut être prononcée sans amende sur les conclusions

du poursuivant ou du ministère public. « Le poursuivant », ces mots ne peuvent désigner ici que l'administration. L'article 36 décide enfin que « la confiscation des objets saisis pourra être poursuivie et prononcée sans que la régie soit tenue de mettre en cause les propriétaires » (1)... Le droit de l'administration des contributions indirectes d'agir personnellement et de requérir la confiscation ne paraît donc pas douteux. La jurisprudence ne fait aucune difficulté pour la lui reconnaître (2). On va même plus loin, en général, et la doctrine aussi bien que la jurisprudence admettent que, pour ce qui concerne l'amende et la confiscation, le droit de poursuite de l'administration serait exclusif de celui du ministère public. Le rapporteur de la loi du 21 juin 1873 sur les contributions indirectes a présenté cette opinion comme un principe indiscutable.

En matière de douane on ne fait pas de difficulté non plus pour reconnaître à l'administration des douanes le droit de poursuivre directement l'amende et la confiscation. Mais les auteurs, généralement, considèrent ce droit comme simplement parallèle à celui du ministère public et non comme exclusif. Ils

1. Voir aussi loi du 21 juin 1873, art. 3.

2. Voir Cass., 11 déc. 1875 (S. 76,1,93); 10 juin 1882 (S. 1884,1,246); 14 nov. 1883 (S. 85,1,449); 12 déc. 1885 (S. 87,1,80); 25 nov. 1892 (S. 93,1,511). En matière d'octroi Cass., 12 août 1853 (S. 1854,1,48); 18 janv. 1861 (D. 1861,1,143).

fondent leur opinion principalement sur les lois du 28 avril 1816 et du 21 avril 1818. L'article 37 de la loi du 21 avril 1818 transporte, en effet, aux tribunaux correctionnels la connaissance des faits de contrebande qui étaient, d'après la loi du 28 avril 1816, de la compétence des cours prévotales, et décide que « les procureurs du roi près les dits tribunaux » correctionnels sont substitués aux prévôts pour « exercer d'office les poursuites prescrites par l'article 52 et requérir, s'il y a lieu, l'application de l'article 53. » La jurisprudence paraît être en ce sens : (Cass., 21 nov. 1828. S. 1829.1.108. Voyez toutefois : Nancy, 27 février 1878, D. 79.2.46).

En matière de brevets d'invention et de marques de fabriques, nous avons dit que la jurisprudence, appuyée de la majorité des auteurs, reconnaissait très fermement à la confiscation un caractère de réparation civile au profit de la partie lésée. Qui peut demander cette confiscation ? Il semble qu'il y ait, à cet égard, lieu d'établir une différence entre les brevets d'invention et les marques de fabrique.

Pour les brevets d'invention il est douteux que le ministère public ait le droit de requérir la confiscation. Les infractions à la loi de 1844 ne sont poursuivies en effet, pour l'application des peines d'amende et d'emprisonnement, que sur la plainte de la partie lésée (art. 15). La loi ne dit rien, à ce sujet, de la confiscation. Mais étant donné que la confisca-

tion n'est pas une peine et sert exclusivement à indemniser la partie lésée, il est naturel de conclure que les juges ne peuvent la prononcer que si cette partie la demande spécialement. Autrement que feraient-ils des objets confisqués ? La loi leur fait une obligation de les remettre à la partie, comment les lui remettre si elle ne manifeste pas sa volonté de les accepter ?

Pour les marques de fabrique l'article 14 décide tout d'abord que la confiscation n'est pas obligatoire ; mais alors même qu'elle est prononcée la loi n'oblige pas les juges à remettre les objets confisqués à la partie lésée. La jurisprudence en conclut que le ministère public peut requérir seul la confiscation, et que la remise des choses confisquées peut être effectuée au profit du Trésor (1) (Cass., 13 avril 1877, D. 77.1.401).

2° *Est-il nécessaire qu'il y ait une saisie préalable pour que la confiscation puisse être prononcée ?* — Il est certain que l'existence d'une saisie facilitera l'office du juge et permettra de ramener plus efficacement le jugement à exécution. Aussi la loi prévoit-elle, en général, la saisie (voir toutefois en matière de chasse, art. 16, loi du 3 mai 1844) ; mais y a-t-il lieu d'en faire une condition indispensable et préalable à la confiscation ?

1. Nous savons, au surplus, qu'en ce cas la jurisprudence reconnaît à la confiscation un caractère pénal.

Quelques auteurs le pensent ainsi. Blanc écrit à ce sujet en matière de brevets d'invention : « Le juge-
« ment qui prononce la confiscation des objets saisis
« ne doit s'entendre que des objets qui ont été réel-
« lement mis sous la main de justice et non de ceux
« qui ont été simplement décrits au procès-verbal. »
(Blanc. *L'inventeur breveté*, p. 680.)

La plupart des auteurs considèrent avec raison que la saisie préalable est inutile. Sans doute certains articles 470, 473, 477, 481, du Code pénal, parlent de la confiscation des *choses saisies* ou décident que tels ou tels objets seront *saisis et confisqués*; mais d'autre part, l'article 11 du Code pénal n'indique point la condition de saisie préalable; et, surtout, l'article 197 du Code d'instruction criminelle en spécifiant que « les poursuites pour le recouvrement des amendes
« et *confiscations* seront faites, au nom du procureur
« du roi (procureur de la République) par le direc-
« teur de la régie des droits d'enregistrement et do-
« maines », paraît bien supposer qu'il peut n'y avoir pas eu saisie (1).

La jurisprudence accepte très généralement la même opinion et décide qu'une saisie préalable n'est pas nécessaire. Elle a eu surtout occasion de décider en matière de douanes et de contributions indirectes

1. Garraud, II, p. 263, n° 458, note 27. Pour les brevets d'invention en ce sens, Pouillet, p. 891, n° 979. *Contra*, Blanc, p. 681; Le Senne, *C. de B. d'invention*, n° 352.

tes (1). En matière de contributions indirectes il existe un texte particulièrement favorable à cette manière de voir, c'est l'article 34-2° du décret du 1^{er} germinal an XIII. Cet article décide, en effet, que « la confiscation des objets saisis en contravention sera également prononcée, nonobstant la nullité du procès-verbal, si la contravention se trouve d'ailleurs suffisamment constatée par l'instruction » (2). Le texte est donc formel pour le cas de nullité de saisie, or une saisie *nulle* ou bien une saisie qui *n'existe pas* sont des hypothèses évidemment admissibles (3). Mais ce texte n'existe pas en matière de douane où la jurisprudence cependant ne fait aucune difficulté pour appliquer la même règle. Cette manière de voir, en résumé, peut être généralisée et les tribunaux eux-mêmes l'ont appliquée déjà à d'autres matières qu'aux matières fiscales auxquelles il n'y aurait d'ailleurs aucune bonne raison de la restreindre ainsi en matière de délit forestier où la confiscation est considérée comme une peine (Cass., 13 février 1847, D. 1847.

1. Il est cependant remarquable que très généralement en matière fiscale, la loi emploie les expressions « confiscation des objets saisis en contravention ». « Les objets seront saisis ou confisqués » (Décret du 1^{er} germinal an XII, art. 34-2° : loi du 23 avril 1816 (contributions indirectes), articles 19, 216, 260, etc.).

2. Cass., 1^{er} décembre 1888. D. 1889.1.439. Riom, 14 juin 1880, D. 1881.2.96. *Adde* : Cass., 23 novembre 1895. D. 1896.1.312 ; 17 août 1849 D. 1850.147, 27 février 1858, D. 1858.1.475.

3. C. Pau, 13 avril 1889, D. 1890.2.271.

1.85. Nancy, 24 décembre 1845, D. 1847.4.269).

De même en matière de brevets d'invention nous pouvons citer un arrêt de Cassation du 14 janvier 1898 (*Gaz. du Pal.*, 17 mars 1899): « Attendu, en droit
« que l'article 49 de la loi du 5 juillet 1844 dispose que
« les objets reconnus contrefaits seront confisqués ;
« que la confiscation prescrite par cet article est obli-
« gatoire et que les objets contrefaits, *qu'ils aient été*
« *ou non saisis* lors de la contravention du délit de
« contrefaçon, doivent être remis au propriétaire du
« brevet... » (1) (*Adde*: Cour Nancy, 2 janvier 1902.
G. Palais, 11 mars 1902, D. 1903.5.83). Pour les mar-
ques de fabrique la solution doit évidemment être la
même que pour les brevets d'invention (Voir Pouillet.
Marques de fabrique, p. 319, n° 285).

Quelques auteurs n'exigent pas la saisie mais pen-
sent qu'il faut, au moins, pour que la confiscation
soit prononcée, que les objets aient été décrits dans
un procès-verbal. « En effet, dit-on, le juge ne pour-
« rait pas réaliser le transport de propriété que com-
« porte la confiscation si une description antérieure
« n'avait point individualisé l'objet qui est toujours
« une chose de genre (2)... » Cette exigence n'est,
en réalité, mentionnée dans aucun texte. Elle paraît

1. Voir toutefois Paris, 27 janvier 1865 ; Pataille, 69.289 ; dans le sens
cité au texte, voir Cass., 14 août 1871, D. 71.1.282.

2. Laborde, *Cours de droit criminel*, p. 212, n° 329.

contraire en particulier dans la matière de contributions indirectes, à l'article 34 du décret du 1^{er} germinal an XIII qui admet la confiscation du moment que la contravention se trouve suffisamment constatée par l'instruction. Il est évident qu'il faut que l'individualisation de la chose ait lieu, mais la description dans un procès-verbal n'est qu'un des moyens de parvenir à cette individualisation, ce n'est pas un procédé exclusif. Sans doute le juge pourra éprouver quelque embarras lorsqu'il s'agira de déterminer avec précision les objets qui doivent être saisis si ces objets n'ont pas été décrits ; il s'éclairera de tous les moyens que la loi met à sa disposition (1) (Nancy, 2 janvier 1902. *G. Palais*, 11 mars 1902. *Add. Cass.*, 19 août 1858. D. 1858.1.475).

Tribunaux qui peuvent prononcer la confiscation.

— Il est certain tout d'abord que, dans tous les cas, pour la confiscation-peine, comme pour la confiscation-mesure de police, comme pour la confiscation-réparation civile les tribunaux répressifs sont compétents pour la prononcer. Ces tribunaux seront, dans les cas ordinaires et selon les circonstances : soit la Cour d'assises, soit le tribunal correctionnel, soit le tribunal de simple police.

Remarquons d'ailleurs que la nature de la juridiction sera déterminée par la nature de l'infraction

1. Garraud, 2, p. 263, n° 458. Pouillet, *B. d'invention*, p. 891, n° 979.

susceptible d'entraîner la confiscation. Crime, délit en contravention. Il n'y a pas lieu de s'attacher à la valeur des choses qu'il s'agit de confisquer. C'est ainsi que la Cour de cassation a décidé que, quelle que soit la valeur des choses dont la loi ordonne la confiscation, le tribunal de simple police reste compétent, en matière de contravention, pour prononcer cette confiscation (Cass., 28 nivôse an XII).

Si des règles de procédure il résulte que c'est un tribunal *exceptionnel* qui est compétent pour juger l'infraction, ce tribunal sera compétent, au même titre, pour prononcer la confiscation. Ainsi un Conseil de guerre peut prononcer la confiscation (Cass., 9 juin 1866, D. 1867.1.189). En 1847, la Chambre des Pairs, constituée en haute cour de justice et saisie d'un crime de corruption de fonctionnaires publics, a pu prononcer la confiscation (17 juillet 1847, Sir. 1847.2.513).

Les tribunaux civils peuvent-ils prononcer la confiscation ? Ils ne le peuvent certainement pas (1) ; il est douteux qu'ils le puissent dans les cas où la confiscation est une mesure de police ; en tous cas la question ne paraît pas s'être posée jusqu'ici dans la pratique. Enfin lorsque la confiscation apparaît comme

1. Voyez C. Paris, 21 février 1901, D. 1902.2.17. Il s'agissait en l'espèce d'une confiscation en matière de propriété littéraire et artistique où nous avons dit que la jurisprudence reconnaît à la confiscation le caractère d'une peine.

une réparation civile, il semble que les tribunaux civils doivent être compétents. Nous avons dit que ce caractère de réparation civile est attribué généralement à la confiscation dans les matières fiscales ainsi qu'en matière de brevets d'invention et de marques de fabrique.

Dans les matières fiscales la question ne s'est présentée que rarement. La plupart du temps l'administration saisit les tribunaux correctionnels qui ne font aucune difficulté pour prononcer l'amende et la confiscation même lorsque ces condamnations ne sont pas accompagnées de peines d'emprisonnement. C'est dire que la jurisprudence tend, en ce qui concerne la compétence, à faire prévaloir le caractère pénal des condamnations pécuniaires sur celui de réparations civiles. Autrement il semblerait qu'ils devraient se déclarer incompétents. Bien plus, au besoin, la jurisprudence affirme que seuls les tribunaux correctionnels sont compétents, en matière fiscale, pour édicter la confiscation. On peut signaler en ce sens un arrêt de la Cour de cassation du 8 juillet 1844 (B. 1844, n° 204) où on lit : « Attendu en droit qu'il « *n'appartient qu'aux tribunaux correctionnels* en « matière de contravention aux lois sur les contri- « butions indirectes de prononcer la confiscation des « objets trouvés en fraude et saisis... »

Il ne reste donc plus que les confiscations en matière de brevets d'invention et de marques de fabri-

que; en ce qui les concerne nous avons vu que l'on reconnaît, en effet, en général la compétence des tribunaux civils.

Manière de saisir le Tribunal. — La procédure à suivre est, en général, conforme aux règles ordinaires et il n'y a pas à y insister. Dans une seule hypothèse des difficultés peuvent se présenter, c'est lorsque le délinquant est inconnu, hypothèse encore assez fréquente puisqu'elle est prévue par l'article 472 du Code pénal, par la loi du 3 mai 1844 sur la chasse (art. 16), et qu'elle peut également se réaliser en matière fiscale.

Cette question a été résolue par un arrêt de la Cour de cassation du 8 juillet 1841 (B. n° 204). Il s'agissait d'un individu qui, surpris par deux employés des contributions indirectes et de l'octroi roulant un baril d'eau-de-vie, prit la fuite et réussit à s'échapper, abandonnant le baril aux mains des employés. Nous reproduirons les attendus de l'arrêt relatifs à la question que nous examinons : « Attendu que... l'admi-
« nistration des contributions indirectes présenta, le
« 12 janvier 1841, une requête au tribunal de la dite
« ville, jugeant correctionnellement afin qu'il lui plût
« d'ordonner la confiscation de l'eau-de-vie et du ba-
« ril en vertu de l'article 17 de la loi du 28 avril 1816 ;
« que par jugement du 4 février 1841, prononcé en
« audience publique et sur les conclusions conformes
« du ministère public auquel ladite requête avait été

« communiquée, cette requête fut rejetée et que, sur
« l'appel relevé par l'administration des contributions
« indirectes ledit jugement fut confirmé par le tribu-
« nal supérieur de Mende, le 2 avril dernier; que les
« motifs de ces décisions ont été pris : 1°... 2° de ce
« que, suivant l'article 182 du Code d'Instruction
« criminelle, les tribunaux correctionnels ne pouvant
« être saisis que par une citation ou par une ordon-
« nance de renvoi, ne le sont point valablement par
« voie de simple requête; 3° de ce qu'enfin on aurait
« dû, dans l'ignorance du nom du conducteur de-
« meuré inconnu et dans l'ignorance du propriétaire
« des objets saisis, procéder suivant les dispositions
« de l'article 713 du Code civil;

« Mais attendu... que les dispositions de l'article 182
« du Code d'Instruction criminelle sur la manière de
« saisir les tribunaux correctionnels ne sont point
« conçus dans des termes restrictifs; que lorsque le
« mode employé pour saisir un tribunal d'ailleurs
« compétent n'est pas prohibé par la loi, il ne sau-
« rait être repoussé alors, surtout, qu'il est dicté par
« la nécessité; que, dans l'espèce, la régie des con-
« tributions indirectes obligée de s'adresser au tribu-
« nal correctionnel pour faire prononcer la confisca-
« tion (art. 90 de la loi du 5 ventôse, an XII) ne
« pouvait pas agir par voie de citation, puisque le
« seul individu à citer restait inconnu, dispensée par
« la nature même des poursuites et spécialement par

« les dispositions de l'article 28 du décret du 1^{er} ger-
« minal, an XIII, de provoquer une instruction préa-
« lable n'a pu agir que par voie de requête ; attendu
« qu'il est impossible d'assimiler un objet mobilier
« trouvé saisi entre les mains d'un inconnu pour con-
« travention aux lois qui règlent la circulation de cet
« objet, aux biens qui n'ont pas de maître et que
« l'article 713 du Code civil attribue à l'État ; qu'une
« telle attribution serait incompatible avec la desti-
« nation donnée aux produits des amendes et des con-
« fiscations ; attendu, dès lors, qu'en se déclarant...
« illégalement saisi et en renvoyant l'administration
« des contributions indirectes à invoquer l'article 713
« du Code civil, le tribunal de Mende a fausement
« appliqué cet article ainsi que l'article 182 du Code
« d'Instruction criminelle, etc. »

Prononcé de la sentence. — Normalement les juges ordonnent la confiscation au moment même de leur décision et dans le dispositif de cette décision. Les tribunaux ne peuvent prononcer la confiscation éventuellement, ils doivent la prononcer purement et simplement (Cass., 18 sept. 1822. S. et P.). Nous avons dit précédemment que l'absence de saisie n'empêchait pas la confiscation d'être prononcée. Toutefois on peut se demander si cette absence de saisie, tout en ne rendant pas la confiscation impossible, n'influera pas sur le libellé de la sentence. La décision portant confiscation sera-t-elle immédiate et pure et

simple ? Nous n'avons à cet égard qu'un seul texte, c'est l'article 16 de la loi du 3 mai 1844 sur la chasse. Il résulte de ce texte que lorsque les instruments qui ont servi à commettre le délit n'ont pas été saisis, le tribunal n'en ordonne pas la confiscation, il condamne le prévenu à les représenter ou à en payer la valeur. Le prévenu a ainsi une option : il a le choix ou de représenter l'arme ou d'en payer la valeur. S'il se décide pour le second parti il n'y aura pas confiscation ; mais s'il se décide pour le premier parti, c'est-à-dire s'il représente l'arme, cette arme sera confisquée. On voit donc qu'en définitive, d'après l'article 16 de la loi de 1844 sur la chasse, la confiscation n'est pas supprimée, elle est simplement retardée et et de pure et simple elle devient conditionnelle.

La question est de savoir s'il convient de généraliser le texte de l'article 16 de la loi du 3 mai 1844 et ce que cet article décide, en matière de chasse, de l'appliquer de toute manière. Il paraît certain que ce texte doit être considéré comme exceptionnel. En principe, même lorsqu'il n'y a pas eu saisie, les juges doivent prononcer la confiscation pure et simple. Ils ne condamnent pas le délinquant à représenter l'objet. Ils confisquent l'objet quitte à ce que cette partie de leur sentence soit plus ou moins facile à ramener à exécution *en fait* ; nous disons en fait, c'est-à-dire en ce qui concerne la prise de possession de l'objet parce qu'en droit l'effet juridique qui consiste,

ainsi que nous le verrons, en un transfert de propriété se produit immédiatement et nécessairement indépendamment du retard qui peut être apporté dans la mise en possession.

II. — Effets de la confiscation.

L'effet de la confiscation est en quelque sorte double. Il faut distinguer d'une part l'effet proprement dit qui se produit immédiatement dès que la confiscation est prononcée et qui consiste dans un transfert de propriété et d'autre part la destination ultérieure qui sera donnée à la chose confisquée.

I. — *Transfert de propriété.* — L'État devient propriétaire par suite du jugement même indépendamment de toute formalité ultérieure. Est-ce toujours l'État qui devient propriétaire? Lorsque la confiscation a lieu à titre de peine, ou à titre de mesure de police, nous croyons que l'on doit considérer — quelle que soit la destination donnée à la chose et cette destination serait-elle même fixée d'avance par la loi — que c'est l'État qui devient propriétaire. Nous avons vu, il est vrai, par exemple en étudiant l'article 180 du Code pénal, que la confiscation pouvait avoir lieu *au profit d'une autre personne que l'État*. En l'hypothèse prévue en l'article 180 (corruption de fonctionnaires) la loi dit que la confiscation a lieu

au profit des hospices du lieu. Mais cette attribution constitue, à notre avis, un procédé de distribution et ne touche pas la question propriété. Par la confiscation l'État devient propriétaire ; mais que fera-t-il de la chose confisquée ? La loi indique l'usage qu'il en doit faire : il la remettra aux hospices des lieux. Il n'y a donc pas transmission directe de propriété de la personne qui subit la confiscation à la personne qui en profite. Cette transmission suit, pour ainsi dire, une ligne brisée dont le point intermédiaire est formé par l'État. L'effet de la confiscation n'est pas, en général, présenté de cette façon, ou, tout au moins, n'est pas suffisamment mis en relief. Nous la croyons cependant exacte. Elle paraît d'ailleurs ressortir nettement du texte de l'article 6 de la loi du 1^{er} août 1905 (sur la répression des fraudes dans les ventes de marchandises) où il est dit : « Si les objets confisqués « sont utilisables, le tribunal pourra les mettre à la « disposition de l'administration, pour être attribués « aux Établissements d'Assistance publique. »

Lorsque la confiscation est ordonnée comme mesure de police, nous croyons que la solution doit rester la même. C'est l'État qui devient propriétaire. Il est vrai qu'en ce cas les objets sont généralement détruits et c'est le tribunal qui en ordonne la destruction ; mais il importe peu. C'est au nom de l'État confisquant que la destruction est ordonnée par le tribunal.

En matière de brevet d'invention et de marque de

fabrique il semble bien que si l'on admet que la confiscation soit essentiellement une réparation civile, on doit admettre aussi que ce n'est plus l'État qui devient propriétaire par l'effet direct de la confiscation mais que c'est la partie lésée. En effet si l'on admet que c'est l'État qui devient propriétaire, et non la partie lésée, comment dire que la confiscation est une réparation? Pour que l'on puisse le dire il faut que l'effet immédiat et direct de la confiscation soit de produire la réparation. Cela paraît bien contraire aux textes des articles 49 de la loi de 1844 et 14 de la loi de 1857 qui semblent vouloir distinguer la *confiscation* proprement dite et la *remise* des choses confisquées (1) toutefois telle est la conclusion qui découle de l'opinion générale qui voit dans la confiscation elle-même et non pas seulement dans la remise une réparation.

II. — *Attribution des objets.* — Nous avons déjà touché à plusieurs reprises à cette question qui est une des dernières que nous ayons à examiner. Nous l'avons fait accidentellement jusqu'ici, il s'agit maintenant de l'exposer avec plus d'ensemble.

1. Cette distinction entre la *confiscation* et la *remise* se conçoit fort bien dans la théorie qui voit dans la confiscation prévue par les lois de 1844 et de 1857 une mesure de police. La *confiscation* produisant l'effet translatif au profit de l'État constituerait la mesure de police et la *remise*, obligatoire (loi de 1844) ou facultative (loi de 1857) pour le tribunal, constituerait la mesure de réparation.

Lorsque la loi ne spécifie rien l'État conserve le profit des objets confisqués. Cela se produit, en général, lorsque la confiscation est une peine ou bien en matière fiscale. L'État bénéficie ainsi des confiscations prévues par les articles 176, 410, 472, 477, 481 du Code pénal; par les lois sur les douanes et les contributions indirectes; par la loi du 19 brumaire an VI (1) (sur les matières d'or et d'argent), par le Code forestier; par les lois du 13 avril 1829 (art. 73), du 3 mai 1844 (art. 16) sur la pêche et la chasse, sauf en certains cas qui seront spécifiés plus loin; etc., etc... Les objets sont vendus aux enchères à la diligence du receveur des domaines. Le produit de la vente appartient, naturellement, à l'État.

Certains textes spécifient l'usage qui doit être fait des objets confisqués. Ainsi nous avons vu que l'article 180 du Code pénal attribue aux hospices des lieux où la corruption a été commise les choses livrées en vue de corrompre un fonctionnaire public: « Ce qui étant destiné à alimenter le crime tournera
« quelquefois du moins au soulagement de l'humani-
« té » (Exposé des motifs, Locré, t. 30, p. 246).

L'article 4 de la loi du 3 mai 1844 interdit de mettre en vente, de vendre, d'acheter, de transporter ou de colporter du gibier pendant le temps où la chasse n'est pas permise. L'article ajoute: « En cas d'in-

1. Il semble bien qu'ici la confiscation soit, en partie tout au moins, une mesure de police.

« fraction à cette disposition le gibier sera saisi et
« immédiatement livré à l'établissement de bienfai-
« sance le plus voisin, en vertu soit d'une ordon-
« nance du juge de paix si la saisie a eu lieu au chef-
« lieu du canton, soit d'une autorisation du maire,
« si le juge de paix est absent ou si la saisie a été
« faite dans une commune autre que celle du chef-
« lieu. Cette ordonnance ou cette autorisation sera
« délivrée sur la requête des agents ou gardes qui
« auront opéré la saisie et sur la présentation du pro-
« cès-verbal régulièrement dressé (1) (2). »

La loi du 1^{er} août 1905 sur les tromperies commises dans les ventes de marchandises et sur les falsifications de marchandises, dispose également, ainsi que nous l'avons déjà noté, que si les objets confisqués sont utilisables le tribunal pourra les mettre à la disposition de l'administration pour être attribués aux établissements d'Assistance publique. La loi du 27 mars 1851 disait « aux établissements de bienfaisance ».

Enfin, et c'est ce qui se produit généralement, lorsque la confiscation a lieu à titre de mesure de police, la loi ordonne en certains cas la destruction des objets confisqués.

« Ainsi l'article 6 de la loi du 1^{er} août susvisée dé-

1. On peut d'ailleurs se demander, en ce cas, s'il y a confiscation véritable ou saisie par mesure de police urgente.

2. Rapprocher l'art. 42 loi de 1829 sur la pêche.

cide que les poids et autres instruments de pesage, mesurage, et dosage, faux ou inexacts, devront être aussi confisqués et, de plus, seront brisés. » Plus loin, l'article ajoute : « si les objets confisqués sont inutilisables ou *nuisibles*, les objets seront détruits ou répandus aux frais du condamné. » Il y a même cette particularité spéciale que « le tribunal pourra ordonner que la destruction ou effusion aura lieu devant l'établissement ou le domicile du condamné. » Aux termes de l'article 477 du Code pénal « seront saisis et confisqués. 3° les écrits ou gravures contraires aux mœurs, ces objets seront mis sous le pilon. » Et d'après la loi du 2 août 1882, sur la répression des outrages aux bonnes mœurs modifiée par la loi du 16 mars 1898, « les écrits, dessins, affiches, etc... incriminés et les objets ayant servi à commettre le délit seront saisis ou arrachés. La destruction en sera ordonnée par le jugement de condamnation ».

La loi du 3 mai 1844 (art. 16) sur la chasse ordonne la destruction des instruments de chasse prohibés ; la loi du 15 avril 1829, relative à la pêche fluviale (art. 41) ordonne également la destruction des engins de pêche prohibés (1).

1. Nous n'avons pas trouvé dans le texte de l'article 314 du Code pénal ni dans celui de la loi du 24 mai 1834 sur les détenteurs d'armes ou munitions de guerre et d'article qui ordonne la destruction des armes prohibées confisquées.

Enfin, en matière de marques de fabrique, l'art. 14 de la loi de 1857 ordonne la destruction des marques contrefaites, frauduleusement imitées ou frauduleusement apposées (art. 7, 8, 14).

En principe ceux qui opèrent la saisie des objets doivent déposer ces objets au greffe du tribunal et ne peuvent les détruire par anticipation. Cette destruction ne doit avoir lieu qu'en exécution d'un jugement passé en force de chose jugée.

Enfin, en certains cas, les objets confisqués doivent ou peuvent être remis à la partie lésée. C'est ce qui se produit en matière de brevets d'invention, de marques de fabrique, où nous avons vu que, d'après l'opinion générale, la confiscation avait les caractères d'une réparation civile, également en matière de propriété littéraire et artistique où nous avons dit cependant que, d'après la jurisprudence, la confiscation conservait un caractère de pénalité.

Cette remise à la partie lésée est tantôt obligatoire, tantôt facultative. Elle est obligatoire en matière de brevets d'invention (art. 49, loi de 1844) ainsi qu'en matière de propriété littéraire et artistique (art. 429 Code pén., loi du 9 février 1895). Elle est facultative, en matière de marques de fabrique (art. 14, loi de 1857). En ce dernier cas si le tribunal, quoique ayant prononcé la confiscation, n'attribue pas les choses confisquées à la partie lésée, la confiscation aura lieu au profit de l'État. C'est ce qui se produit

lorsque la confiscation des produits portant la marque contrefaite a été demandée exclusivement par le ministère public. (Cass., 13 avril 1877, D. 1877. 1.401).

Il peut arriver que la partie lésée refuse de recevoir les objets confisqués. Ce cas a été prévu par la loi du 9 février 1895 sur les fraudes en matière artistique. L'article 3 de cette loi décide : « Les objets délictueux seront confisqués et remis au plaignant ou « *détruits sur son refus de les recevoir.* » Le refus de la partie lésée s'explique dans les hypothèses prévues par la loi de 1895 précitée. Il s'agit en effet de noms ou de signatures frauduleusement apposés sur des œuvres de peinture, de sculpture, de dessin, de gravure ou de musique. Celui dont la signature a été usurpée ne tient en aucune façon à recevoir l'œuvre sans valeur sur laquelle sa signature fausse a été apposée. Il la refuse. Cela se conçoit. En matière de marque de fabrique, de brevets d'invention, l'hypothèse du refus de la part de la partie lésée n'a pas été prévue par le législateur. Elle est moins susceptible de se présenter. Toutefois, dans le cas où elle se réaliserait, il semble que la solution prévue par la loi de 1895 devrait être généralisée.

L'article 429 du Code pénal suscite une remarque au sujet de la nature des choses qui doivent être remises à la partie lésée. L'article ne dit point, en effet, que ce sont les objets mêmes qui ont été confisqués qui

seront remis à la partie ; il dit que c'est le *produit des confiscations*. Il semblerait résulter de ce texte que les objets contrefaits, c'est-à-dire les éditions d'écrits, de composition musicale, de dessins, de peintures... imprimées ou gravées au mépris des droits des auteurs, les planches, moules, matrices, etc., devraient être vendus et que c'est le produit de la vente qui serait distribué aux auteurs. Cela est évidemment inadmissible. On ferait ainsi rentrer dans le commerce les objets que la loi a voulu en retirer, et l'on perpétuerait le délit qu'il s'agit de réprimer et de prévenir. On doit donc remettre à l'auteur les objets eux-mêmes dont il fera ce que bon lui semblera (1).

Conflits au sujet de l'attribution des objets confisqués. — Ces conflits ne sont susceptibles de se produire que rarement, toutefois la pratique nous en révèle un exemple. L'Administration des douanes ayant saisi des objets contrefaits en avait réclamé la confiscation au détriment des auteurs brevetés ; sa prétention a été, à juste titre, repoussée par le tribunal de Pontarlier, le 25 juillet 1835 (D. 1835. 8. 114).

De même la loi du 9 février 1895 sur les fraudes en matière artistique peut créer un conflit entre l'artiste dont le nom a été effacé et celui dont le nom a été apposé. La question doit être résolue en faveur de celui

1. Pouillet. *Traité de la propriété artistique et littéraire*, n° 705.

dont le nom a été effacé (Voir rapport Julien Goujon sur la loi de 1895, *Journal Officiel* 1894, Chambre, annexes, n° 1059).

Exécution de la sentence prononçant la confiscation.

— Lorsque la confiscation a lieu au profit de l'État, l'article 197 du Code d'Instruction criminelle en détermine le mode d'exécution. « Les poursuites pour
« le recouvrement des amendes et confiscations se-
« ront faites, au nom du procureur du roi (procu-
« reur de la République) par le directeur de la régie
« des droits d'enregistrement et des domaines ».

Lorsque la confiscation a lieu au profit de la partie lésée, il appartient à celle-ci de poursuivre l'exécution du jugement sur ce point par les voies ordinaires. S'il s'élève des difficultés sur cette exécution les parties en cause reviendront devant le tribunal et il en sera de cette difficulté comme de toutes celles qui s'élèvent à la suite de jugements.

Vu : le Président de la thèse
GARÇON

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	I
CHAPITRE PREMIER. — <i>Historique</i>	5
CHAPITRE II. — <i>Des diverses espèces de confiscations</i>	
<i>spéciales</i>	23
I. — Observations préliminaires.	23
II. — Premier groupe : confiscation-peine	27
III. — Deuxième groupe : confiscation-mesure de police	29
IV. — Troisième groupe : confiscation-réparation civile	32
V. — Points de ressemblance entre les trois espè- ces de confiscations	33
VI. — Historique de la distinction entre les trois groupes de confiscations	38
VII. — Jurisprudence	43
CHAPITRE III. — <i>De la confiscation prononcée à titre</i> <i>de peine.</i>	46
<i>Section I.</i> — Examen des principales hypothè- ses où la confiscation peut être considérée comme prononcée à titre de peine.	46
<i>Section II.</i> — Caractères spéciaux de la peine de la confiscation	59
<i>Section III.</i> — Conséquences du caractère pénal exclusif qu'affecte la confiscation en certains cas	61
1 ^o Conséquences se rapportant à la pénalité elle-même	62
2 ^o Conséquences se rapportant à la personne punissable	76
a) Le délinquant	76

b) Les tiers (tiers proprement dits personnes civilement responsables, héritiers) . . .	84
3° Conséquences se rapportant à l'action. . .	93
Section IV. — Conséquences des caractères spé- ciaux de la peine de la confiscation . . .	96
CHAPITRE IV. — <i>De la confiscation prononcée à titre de mesure de police</i>	101
Section I. — Examen des principales hypothèses où la confiscation peut être considérée comme prononcée à titre de mesure de police	101
Section II. — Conséquences du caractère de mesure de police qu'affecte la confiscation en certains cas	113
1° Conséquences en ce qui concerne le prin- cipe même de la confiscation.	114
2° Conséquences relatives à la personne qui subit la confiscation.	116
3° Conséquences en ce qui concerne l'action.	125
CHAPITRE V. — <i>De la confiscation en matière fiscale et en matière de propriété littéraire, artistique et industrielle</i>	129
Section I. — Confiscation en matière fiscale. . .	130
1° En ce qui concerne les objets tarifés . . .	130
2° En ce qui concerne les marchandises dont l'État a le monopole	157
Section II. — Confiscation en matière de pro- priété industrielle et en matière de pro- priété littéraire et artistique	161
1° Brevets d'invention et marques de fabrique. . .	161
2° Propriété littéraire et artistique	176
CHAPITRE VI. — <i>Procédure et effets de la confiscation</i> . . .	180
1° Procédure	180
2° Effets	196

